





# LE XXV<sup>e</sup> CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE

## Le secrétaire général a dressé un tableau critique et réaliste de l'économie

De notre correspondant

Moscou. — M. Léonid Brejnev est encore capable d'impressionnantes performances physiques. Telle est la première conclusion qui s'impose au lendemain de la présentation de son rapport devant le vingt-cinquième congrès du parti communiste soviétique : rester debout pendant plus de cinq heures pour lire un aussi long texte n'est pas à la portée du premier septuagénaire venu, même en observant deux pauses.

La seconde conclusion délicate indirectement de la première : nous n'avons pas assisté mardi à la lecture d'un testament politique, mais à la présentation d'un programme dont l'auteur entend entreprendre lui-même la réalisation, même si elle est bien qu'il ne pourra pas parvenir à l'achever. M. Brejnev ne s'est pas contenté de donner des conseils, mais comme un homme d'action, bien décidé à agir encore sur les événements, en tenant compte de la conjoncture, et même à se battre. Bien installé au sommet du pouvoir, cet homme paraît d'autre part vouloir maintenir jouer le candeur, le réalisme et la ferme sérénité.

La partie économique du rapport de M. Brejnev est exemplaire. Si elle commence par un véritable bulletin de victoire, l'incantation laisse vite la place à une analyse lucide et aux appels à l'effort. L'industrie lourde progresse convenablement dans l'ensemble, mais l'agriculture connaît de graves problèmes, ainsi que l'industrie légère. Deux années d'une exceptionnelle sécheresse (1972 et 1975) peuvent constituer une excuse pour la première, mais il n'en est pas de même pour la seconde. « On est en droit de demander des comptes aux ministres responsables, car il est clair que la situation de la branche des biens de consommation et des services ne peut pas nous satisfaire (...). Il est nécessaire de poser la question largement et le plus rapidement possible. »

Les causes de ces maux sont connues, mais M. Brejnev n'a pas hésité à leur donner la plus large publicité : surabondance de planification, mauvaise gestion, irresponsabilité, bureaucratisme, fausse conception du système de rémunération, absence de discipline du travail... et de suggérer un certain nombre de modifications qui ne feront pas plaisir, même si leur application n'est manifestement pas pour demain : généralisation des sanctions en cas de faute grave dans la gestion et modification du système actuel des primes (qui peuvent représenter jusqu'à 30 % du salaire) pour favoriser la discipline.

riser la prise en compte de la qualité du travail et non plus seulement de la quantité. Comme il l'a dit, le secrétaire général, à quoi bon fabriquer trois paires de chaussures en moyenne par Soviétique et que ces chaussures sont laides, de mauvaise qualité, et ne trouvent même pas preneurs en U.R.S.S., et à plus forte raison à l'étranger ?

M. Brejnev a aussi beaucoup insisté sur la modernisation des entreprises. « Le but du progrès scientifique, a-t-il dit, n'est pas de construire quelques prototypes pour les exposer dans les foires-expositions ou dans une installation pilote, mais de doter de ce matériel moderne toutes les entreprises qui en ont besoin. Trop d'entreprises ne sont modernes que par le date de leur construction, pas par leur conception ; il en résulte souvent une faible rentabilité des investissements qui correspond à un véritable gaspillage : c'est pour cette raison que les investissements seront réduits dans certaines branches : il faut parvenir à leur meilleure utilisation. »

### Rassurer l'opinion

Au-delà des délégués du congrès, M. Brejnev s'adressait en fait à l'opinion publique soviétique, passablement inquiète par le faible taux de croissance des biens de consommation prévu pour l'année en cours. Ce phénomène a expliqué une substance la secrétaire général, est conjoncturelle : il est dû à la mauvaise récolte et à la nécessaire remise en ordre de l'industrie légère. En bon politicien soviétique, M. Brejnev a, bien sûr, choisi les coupables non pas au sein du parti, mais parmi le gouvernement et les gestionnaires. Cela n'a pas dû être très agréable à beaucoup de technocrates sont punis par la lourde tutelle des apparatchiks, mais on ne peut pas en U.R.S.S. critiquer de front les cadres du parti. Khrouchtchev en a su quelque chose en son temps. M. Brejnev est autrement habile que son prédécesseur.

Le secrétaire général n'a pas pour autant présenté une image idyllique du parti. Tout en se portant garant de la bonne santé de l'organisation après le « rejet » de trois cent quarante mille éléments « indigènes », il a critiqué sévèrement un certain nombre de pratiques courantes qui vont du subjectivisme au bureaucra-

tisme, en passant par le contentement de soi, la ruse de la critique et de l'autocritique, l'esprit bourgeois et petit-bourgeois, l'indifférence, voire le banditisme. Il s'est élevé contre les insuffisances du parti en matière de vérification de l'application des décisions déjà prises, précisant que le bureau politique venait d'envoyer une circulaire très ferme à ce sujet à toutes les organisations du parti. Puis il a brossé le profil idéal du nouveau cadre : il est jeune, compétent, animé par l'esprit de parti, discipliné, respecté, dans son collectif, réceptif aux besoins de ceux qui l'entourent. Autant de qualités qui ne sont sans doute pas l'apanage de tous, sinon pourquoi les avoir rappelées ?

Au chapitre de l'idéologie M. Brejnev s'est prononcé, comme on pouvait le prévoir, en faveur d'une plus grande « vigilance ». Tel est, a-t-il expliqué, le prix de la détente qui, si elle nous offre des possibilités accrues de diffuser nos idées, rend aussi la propagande impudique plus subtile. Il s'est même lancé dans l'apologie des méthodes du K.G.B. « qui maintiendra et développera les traditions établies par les valeurs Dzerjinski » (1). Certains y verraient sans doute comme une provocation destinée à l'Occident. Remarquons cependant que pour M. Brejnev, le K.G.B. doit agir « sous le contrôle du parti et dans le respect des lois ». Les méthodes d'action des collaborateurs de M. Andropov permettent de penser que ces précisions peuvent également être interprétées pour le moins comme un rappel à l'ordre. D'autant plus que M. Brejnev a profité de l'occasion pour redonner vie à un vieux projet : la rédaction d'une nouvelle Constitution.

L'initiateur de cette affaire peut sembler plus théorique que pratique. Mais la théorie recouvre pour le moins de brûlants problèmes politiques. Comment sinon expliquer que la rédaction d'une nouvelle Constitution se heurte à une aussi forte opposition des éléments les plus conservateurs ? M. Brejnev n'est d'ailleurs pas certain d'avoir gagné la partie. Contrairement aux promesses qu'il avait faites en décembre 1972, le secrétaire général n'a fixé cette fois-ci aucun délai pour la présentation d'un projet (2). Il a, en revanche, souligné que le travail de préparation était « lent et minutieux ». Il n'en est pas moins évident que

M. Brejnev a profité du congrès pour relancer une idée à laquelle il tient et que certains avaient réussi à étouffer pendant plus de deux ans. La dernière mention de la nouvelle Constitution remonte en effet au 5 décembre 1973, dans un éditorial de la Pravda destiné à célébrer « la journée de la Constitution ». Depuis lors, la Pravda a réussi à célébrer deux autres « journées » sans rappeler l'opportunité de changer de Constitution...

### La visite de M. Nixon à Moscou en 1972

D'autres indices montrent que les affrontements sont toujours latents dans la hiérarchie du parti. C'est ainsi que M. Brejnev est revenu sur la crise qui avait agité Moscou en mai 1972, au lendemain des bombardements de Haiphong et de Hanoi, et à la veille de la visite de M. Nixon. « A cette époque, rappelle-t-il, le plénum du comité central s'est penché sur les problèmes qui se posaient à nous à cette période très grave, et on peut dire de transition, dans la lutte pour la détente. Vous comprenez, camarades, qu'à ce moment-là le président des Etats-Unis devait venir chez nous pour la première fois. Mais la guerre du Vietnam battait son plein. La situation n'était pas facile. Comme l'a montré toute la période qui a suivi, le plénum a pris des décisions de principe réalistes qui ont déterminé une politique juste. »

Par ce rappel historique M. Brejnev a certainement cherché à souligner à justifier l'élimination d'hommes comme M. Cheleïst et Voronov, qui avaient pris position en faveur de l'annulation de la visite de M. Nixon. Il a sans doute aussi voulu rappeler — et certainement pas uniquement à des absents — qu'il avait juste en 1972, comme il pense voir juste en 1976, et que le comité central peut être appelé à jouer un rôle aussi important, sinon plus, que le bureau politique. Bien qu'il ait manifestement perdu du nombre de ses illusions, M. Brejnev n'est en tout cas prononcé une nouvelle fois en faveur de la détente.

JACQUES AMALRIC.

(1) Fondateur de la Tcheka, la première police politique soviétique.  
(2) Le projet de Constitution avait été annoncé par Khrouchtchev au XXII<sup>e</sup> congrès, en 1961. En 1972, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'U.R.S.S., M. Brejnev avait promis que le texte serait prêt avant le prochain congrès du parti.

## LA DERNIÈRE PARTIE DU RAPPORT DE M. BREJNEV

# La bataille entre les deux conceptions du monde ne laisse pas de place au neutralisme

Dans la dernière partie de son rapport présenté mardi 24 février au XXV<sup>e</sup> congrès du parti, M. Brejnev, après avoir fait le point sur la situation du parti communiste soviétique (voir encadré ci-contre) et longuement insisté sur la nécessité d'intensifier la formation idéologique des cadres du parti, a affirmé : « La bataille entre les deux conceptions du monde ne laisse pas de place au neutralisme et au compromis. »

« On pourrait objecter que tout cela est fini et qu'au cours du vingtième congrès, le P.C. soviétique est retourné à un cours idéologique... Mais souvenez-vous du sort de la Tchecoslovaquie. Dès que le P.C. tchèque a décidé de prendre une voie indépendante, l'occupation soviétique est apparue sur le pays. (...) Dubcek jouissait du soutien total du peuple et du parti. »

« Les événements de 68 sont une grave avertissement pour tous les peuples : une alliance trop étroite avec l'U.R.S.S. est grosse d'une menace pour leur indépendance. (...) »

« Il a été proclamé aux vingt-cinquième et vingt-sixième congrès que, du temps de Staline, la police politique, G.P.U. et N.K.V.D., était placée au-dessus du parti. Mais il n'a rien été dit du fait que la direction du parti avait usurpé le pouvoir des soviets. Ouvriers, paysans, intellectuels, n'avaient aucune influence sur leur gouvernement. Souvenez-vous de la révolution de palais en octobre 64, où Khrouchtchev a été démis sans que le peuple en sache rien. »

« Plouchtch évoque ensuite la déportation de « nombreux peuples » soviétiques après la guerre, dont certains, « les Tatars de Crimée, les Meskhs, les Grecs et les Arméniens de la Volga, ne peuvent revenir chez eux » aujourd'hui encore, puis l'apparition d'un « mouvement pour la démocratisation » dans les années 60.

Il poursuit : « Le mouvement démocratique groupe aussi bien des communistes que des non-communistes. Nous autres, communistes, nous estimons qu'avec la démocratisation de l'Etat soviétique doit se produire le passage du pouvoir des mains de la bureaucratie du parti et des

laisse pas passer ces faits et redresse la situation. »

● LA DEMOCRATIE SOCIALISTE. — « Le développement intégral du système politique de la société socialiste constitue un important secteur de l'effort d'édification du communisme. Ce travail vise à perfectionner le système institutionnel socialiste, à développer sans cesse la démocratie socialiste, à consolider les bases juridiques de la vie étatique et sociale, à intensifier l'activité des organisations sociales. »

● HOMMAGE AU K.G.B. — Après avoir félicité la milice, le parquet et les tribunaux, M. Brejnev a parlé du K.G.B. « qui lutte contre les services étrangers. » Les activités du K.G.B., a-t-il dit, sont en stricte conformité avec les exigences de la situation internationale ; nos courageux témoins maintiendront et développeront les traditions établies par les valeurs Dzerjinski (1). Le K.G.B. agit sous le contrôle du parti dans l'intérêt du peuple et dans le respect des lois du pays. »

● LITTÉRATURE ET ART. — « On tolère moins les œuvres sans talent et dévotionnistes. (...) Le thème de la production a pris une forme véritablement esthétique. Nous sommes maintenant émus par le destin d'un fondeur d'acier, d'un ingénieur, par le débat qui s'établit à propos d'une prime. (...) L'esprit de parti dans les problèmes de la littérature et de l'art implique à la fois une attitude compréhensive à l'égard des créateurs, une aide dans leurs recherches et la fermeté sur les principes. Le critère majeur d'appréciation de la valeur sociale de l'importation quelle œuvre a été et demeure, bien sûr, son impact idéologique. C'est bien cette démarche légitime qui anime le comité central et les organismes du parti dans l'important travail qu'ils mènent dans cette sphère de l'activité idéologique. Lorsqu'il arrive, de temps en temps, que certains responsables fassent preuve de simplisme et aient recours à des méthodes administratives pour résoudre des problèmes relevant de la création artistique, de la diversité des formes et des styles, le parti ne

partis qui se livre à ce genre de démarche. »

« Les communistes de chaque pays suivent avec un intérêt et une attention compréhensible le travail effectué par les communistes des autres pays. Des différences d'opinion, dans l'approche de telle ou telle question peuvent parfois surgir entre eux. (...) »

« Comme l'a dit Lénine, est moral dans notre société tout ce qui sert à sa construction, et tout ce qui va contre nous la repousse. (...) Nous savons maintenant nous débarrasser de la théorie mais aussi par de longues années de pratique, qu'une démocratie véritable est impossible sans le socialisme, tout comme le socialisme est impossible sans un développement constant de la démocratie. »

● LA NOUVELLE CONSTITUTION. — « Le temps est venu de rédiger un projet de nouvelle Constitution (...). Nous y travaillerons lentement, consciencieusement (...). Ce projet de nouvelle Constitution doit, évidemment, refléter les grandes victoires du socialisme ; il doit non seulement fixer les principes généraux du régime socialiste, traduisant ainsi l'essence de classe de notre Etat, mais aussi les traits fondamentaux de la société socialiste développée et de son organisation politique (...). La consolidation et le développement continu de la démocratie socialiste seront une des principales caractéristiques du projet de nouvelle Constitution (...). Elle prévoira aussi un système plus sévère de contrôle des organes exécutifs par les organismes élus et fondera légalement la discussion populaire des lois qui se pratique déjà. »

● LE MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL. — Sans citer personne, M. Brejnev a affirmé que l'évolution des partis communistes ne saurait s'accompagner de compromis avec les principes du marxisme-léninisme. Selon le secrétaire général, « céder à l'opportuniste peut apporter des avantages immédiats, mais, à terme, porte fatalement tort au

## DIVERGENCES ET CONVERGENCES

« Les divergences entre nous et les communistes des autres pays sont liées à la diversité des conditions nationales, à la diversité des traditions, à la diversité des intérêts nationaux. (...) »

« Les communistes de chaque pays suivent avec un intérêt et une attention compréhensible le travail effectué par les communistes des autres pays. Des différences d'opinion, dans l'approche de telle ou telle question peuvent parfois surgir entre eux. (...) »

« Les communistes de chaque pays suivent avec un intérêt et une attention compréhensible le travail effectué par les communistes des autres pays. Des différences d'opinion, dans l'approche de telle ou telle question peuvent parfois surgir entre eux. (...) »

« Les communistes de chaque pays suivent avec un intérêt et une attention compréhensible le travail effectué par les communistes des autres pays. Des différences d'opinion, dans l'approche de telle ou telle question peuvent parfois surgir entre eux. (...) »

« Les communistes de chaque pays suivent avec un intérêt et une attention compréhensible le travail effectué par les communistes des autres pays. Des différences d'opinion, dans l'approche de telle ou telle question peuvent parfois surgir entre eux. (...) »



(Dessin de CHENEZ.)

## LA STRUCTURE DU PARTI

De notre correspondant

Moscou. — M. Brejnev a présenté dans son rapport un intéressant tableau du parti communiste soviétique. Selon le secrétaire général, le P.C. compte à l'heure actuelle 19 millions six cent quarante-cinq mille membres, dont 41,8 % d'ouvriers, 13,9 % de kolchozians, environ 20 % de techniciens de l'économie et plus de 24 % de représentants du monde scientifique, littéraire, artistique, médical, militaire, du corps enseignant et des organismes de gestion.

Ces chiffres confirment une tendance que l'on connaissait déjà : le renforcement de la classe ouvrière au sein du parti. Selon les statistiques officielles, le P.C. soviétique ne comptait en effet que 22,1 % d'ouvriers en 1953 ; cette proportion est passée à 49,7 % dix ans plus tard, puis à 41 % au 1<sup>er</sup> janvier 1973. La proportion de kolchozians a, en revanche, tendance à diminuer : 14,7 % en 1953, 14,4 % en 1973 et 13,9 % cette année. Ce mouvement est manifestement destiné à refléter la diminution du pourcentage de la population rurale au fur et à mesure de la mécanisation et de l'industrialisation de l'agriculture.

Selon M. Brejnev, le renforcement de la représentation ouvrière est destiné à s'accroître encore. Alors que deux millions six cent mille personnes ont adhéré au parti depuis le dernier congrès, en 1971, 58 % de ces nouveaux adhérents sont des ouvriers et 11 % seulement des kolchozians. C'est ce qui a permis au secrétaire général d'affirmer : « Dans les conditions du socialisme évolue où le parti communiste est devenu le parti du peuple tout entier, il ne perd rien de son caractère de classe (...). Sa composition reflète tout naturellement le

rôle dominant de la classe ouvrière dans la vie de la société. » Les statistiques de M. Brejnev comportent malgré tout une lacune : on ne mentionnant que la profession d'origine des membres du parti, elles rendent impossible l'évaluation du pourcentage des cadres du parti.

Pour la première fois, d'autre part, M. Brejnev a rendu compte de l'échange de cartes qui a eu lieu pendant la période 1973-1975. Cette opération, a-t-il dit, « a joué un rôle considérable pour valoriser encore l'appellation de membre du parti et les buts qui avaient été recherchés ont été atteints ». M. Brejnev a ensuite annoncé que trois cent quarante mille membres du parti ont été exclus au cours de cette campagne, car ils avaient été jugés « indignes » d'y appartenir. En nous fondant sur les rares statistiques partielles et officielles déjà publiées, nous avions évalué à six cent mille le nombre des exclusions en 1973 et 1975, et à six cent vingt mille en 1976. Cet écart est sans doute dû au fait que les exclusions ont été plus nombreuses dans certaines républiques — Ukraine, Arménie, Géorgie notamment — que dans la fédération de Russie.

Constatant qu'en trente ans les effectifs du P.C. ont presque triplé et que deux tiers des nouveaux membres adhèrent viciement aujourd'hui de l'organisation des komsozoms, M. Brejnev a encore affirmé : « Il est clair que les rangs du parti continueront à s'accroître (...). Mais le parti ne force pas l'adhésion de ses effectifs. Il n'accepte dans ses rangs que ceux qui, pour employer une formule léniniste, adhèrent non pour bénéficier d'avantages, mais pour effectuer un travail plein d'abnégation au nom du communisme. » — J. A.

Une lettre ouverte de Leonid Plouchtch aux communistes

## <Le socialisme sans la démocratie c'est l'antisocialisme>

Dans une lettre ouverte adressée - aux communistes de l'Est et de l'Ouest - à l'occasion du XXV<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S., M. Léonid Plouchtch évoque le pacte germano-soviétique de 1939, la dissolution du P.C. polonais, le procès Slansky à Prague et la condamnation de Tito. Il poursuit :

« On pourrait objecter que tout cela est fini et qu'au cours du vingtième congrès, le P.C. soviétique est retourné à un cours idéologique... Mais souvenez-vous du sort de la Tchecoslovaquie. Dès que le P.C. tchèque a décidé de prendre une voie indépendante, l'occupation soviétique est apparue sur le pays. (...) Dubcek jouissait du soutien total du peuple et du parti. »

« Les événements de 68 sont une grave avertissement pour tous les peuples : une alliance trop étroite avec l'U.R.S.S. est grosse d'une menace pour leur indépendance. (...) »

« Il a été proclamé aux vingt-cinquième et vingt-sixième congrès que, du temps de Staline, la police politique, G.P.U. et N.K.V.D., était placée au-dessus du parti. Mais il n'a rien été dit du fait que la direction du parti avait usurpé le pouvoir des soviets. Ouvriers, paysans, intellectuels, n'avaient aucune influence sur leur gouvernement. Souvenez-vous de la révolution de palais en octobre 64, où Khrouchtchev a été démis sans que le peuple en sache rien. »

« Plouchtch évoque ensuite la déportation de « nombreux peuples » soviétiques après la guerre, dont certains, « les Tatars de Crimée, les Meskhs, les Grecs et les Arméniens de la Volga, ne peuvent revenir chez eux » aujourd'hui encore, puis l'apparition d'un « mouvement pour la démocratisation » dans les années 60.

Il poursuit : « Le mouvement démocratique groupe aussi bien des communistes que des non-communistes. Nous autres, communistes, nous estimons qu'avec la démocratisation de l'Etat soviétique doit se produire le passage du pouvoir des mains de la bureaucratie du parti et des

## UN ENVOYE SPÉCIAL POUR LE P.C. NÉERLANDAIS...

(De notre correspondant.)

Amsterdam. — Une fois de plus, le parti communiste néerlandais ne sera pas représenté au Congrès du parti communiste soviétique. Il continue sa politique de « splendide isolement » au sein du mouvement communiste. M. Paul De Groot, leader du parti depuis 1930, se veut indépendant de tous. Le parti de M. De Groot est représenté au XXV<sup>e</sup> congrès par un envoyé spécial de « De Waarheid ».

مكتبة من الأصل



مكتبة من الأصل

# RTI COMMUNISTE

critique et réaliste de l'économie

La visite de M. Mao à Moscou en 1960

La visite de M. Mao à Moscou en 1960

La visite de M. Mao à Moscou en 1960

La visite de M. Mao à Moscou en 1960

La visite de M. Mao à Moscou en 1960

La visite de M. Mao à Moscou en 1960

La visite de M. Mao à Moscou en 1960

La visite de M. Mao à Moscou en 1960

La visite de M. Mao à Moscou en 1960

La visite de M. Mao à Moscou en 1960

La visite de M. Mao à Moscou en 1960

## DE L'UNION SOVIÉTIQUE

### Le temps de la diversification

(Suite de la première page.)

Pour qu'il en soit autrement, pour que l'intérêt du camp socialiste, conçu comme un tout, l'emportât à chaque fois sur celui de ses divers membres, il fallait un système hiérarchique auquel seule la terreur la plus implacable pouvait sans doute malheureusement assurer une efficacité suffisante. Même la terreur pourtant n'est pas venue totalement à bout des résistances : Staline n'a pu faire céder ni Mao ni Tito, ni des millions de chrétiens. A peine était-il mort que ses successeurs ont dû réviser les contrats économiques léonins passés avec les démocraties populaires et laisser un peu la bride sur le cou à leurs dirigeants.

Chacun a encore à l'esprit ce qui, de l'Allemagne de l'Est à la Tchécoslovaquie, s'est passé depuis lors. Pour nous en tenir au présent, constatons que le nationalisme roumain est carrément antisoviétique, que ni la Chine, ni la Yougoslavie, ni l'Albanie n'ont regagné le « camp », et que le modèle polonais du socialisme, malgré toutes ses protestations d'amitié avec l'U.R.S.S., maintient un large secteur de pensée et d'activité économique hors d'atteinte de la dictature du prolétariat.

#### L'adaptation aux réalités

Si, lorsqu'ils sont au pouvoir, les communistes sont amenés à prendre leur part des réalités nationales jusqu'à leur sacrifier, dans certains cas, la solidarité avec cette « patrie du socialisme » envers laquelle la « fidélité inconditionnelle » fut longtemps considérée comme un devoir sacré, comment la nécessité de s'adapter à ces mêmes réalités ne s'imposerait-elle pas davantage encore aux P.C. qui se trouvent dans l'opposition ? C'est parce qu'il a refusé de le faire, parce qu'il a cru possible de transposer au Portugal, en ignorant trop la diversité de ses conditions rurales, des analyses directement inspirées de celles de la révolution d'Octobre, que M. Alvaro Cunhal a perdu la partie. C'est parce qu'ils ont amplifié médiocrité les réalités de l'Italie et de l'Espagne d'aujourd'hui et qu'ils y ont adapté l'idéologie et la stratégie de leurs partis

que MM. Berlinguer et Carrillo ont réussi, le premier à faire du communisme la première force politique de la péninsule, le second à assurer au P.C.E. le contrôle des commissions ouvrières et le rôle d'élément moteur de la lutte démocratique. La révision va parfois très loin. Dans son livre *Dernier Espérance* (1), Santiago Carrillo va jusqu'à écrire que, s'il avait été Tchécoslovaque, il se serait battu, en 1968, contre l'U.R.S.S. En Grèce comme en Israël, il y a désormais deux partis communistes, l'un « orthodoxe », l'autre indépendant. Si les P.C. norvégiens et danois sont toujours fermement pro-soviétiques, en Suède et en Finlande, les minorités des P.C. favorables à Moscou dénoncent vigoureusement la politique de collaboration de classe de leur majorité. Il est sans doute significatif que l'abandon de la dictature du prolétariat soit un des thèmes principaux de la controverse.

Le P.C. néerlandais a cessé depuis plusieurs années de participer aux activités du mouvement ouvrier international. Les communistes australiens et néo-zélandais regardent du côté de la Chine. Ceux de Corée du Sud et du Vietnam se gardent de choisir entre Pékin et Moscou. Le secrétaire général du P.C. britannique, qui vient de prendre sa retraite, a consacré un énorme rapport, publié sur les presses du parti, à critiquer l'Union soviétique. La conférence communiste européenne, dont le principe a été décidé en 1974, est sans cesse renvoyée. Elle finira par se tenir, mais la rédaction de la déclaration finale est si laborieuse qu'on peut déjà annoncer que ce document sera d'un creux extrême.

Bien qu'il ait été, en 1956, l'un des plus réticents envers l'opportunité de la déstalinisation publique, le P.C. français ne pouvait pas rester à l'écart de ce vaste mouvement de remise en question. La France du dernier quart de siècle est trop différente de celle des lendemains de la première et même de la seconde guerre mondiale pour que l'on puisse lui proposer les mêmes recettes qu'à l'époque du congrès de Tours ou

du Komintern. Aussi bien n'est-ce pas la première fois que le P.C. a manifesté son aptitude au changement. Ob est le temps des réproposés, des hommes qui insulentaient le drapeau et les officiers français, et allaient jusqu'à réclamer le retour de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne ? Les militants, bien nourris, aux costumes de bonne coupe et aux voitures briguées, qui séjournent dans les confortables bureaux de la place du Colonel-Fabien, qui interviennent à tout bout de champ sur les antennes de la télévision ou des radios périphériques, ne peuvent pas, quelle que soit l'ardeur de leurs convictions, réagir de la même manière que leurs pères, qui ne sortaient bien souvent de la clandestinité que pour se retrouver en prison. Il suffit de les regarder vivre, travailler, organiser leurs meetings bien huilés, pour se rendre compte que le rêve du « grand soir » ne hante pas leur sommeil.

Ils laissent le romantisme libertaire, l'ambition d'une émancipation sans frein d'aucune sorte à ces gauchistes, à ces « mao » sur lesquels ils rejettent la responsabilité des naufrages de mai 1968, du Chili, du Portugal. Ce sont des hommes d'ordre, pour cette bonne raison qu'ils pensent que la société ne peut se passer d'un ordre, celui qui prévient en Occident méritant plutôt celui de « désordre établi » que lui avait, jadis, donné Emmanuel Mounier. N'est-ce pas d'ailleurs ce qui attire vers eux un grand nombre de jeunes universitaires ?

Les communistes ont donc déjà beaucoup changé. Ils changeront plus encore s'ils participent de nouveau au pouvoir : le comportement de ceux d'entre eux qui étaient membres des gouvernements de la libération n'avait-il pas déjà illustré la vérité du mot célèbre suivant lequel un jacobin ministre n'est pas nécessairement un ministre jacobin ?

#### Un accommodement aux réalités françaises

Tous les changements du parti communiste, depuis qu'il existe, se sont faits dans le sens d'un accommodement, d'une adaptation aux réalités françaises. On aurait injurié un communiste il y a cinquante ans en le traitant de patriote. On l'injurierait aujourd'hui en mettant en doute son patriotisme. Pendant longtemps, pour un communiste élevé dans l'idée que le prolétariat n'a pas de patrie, sa vraie patrie était l'Union soviétique. Puis est venu le temps où il avait deux patries : la France et l'U.R.S.S. Aujourd'hui, il est évident qu'il ne sent plus, à l'évocation des réalités soviétiques, la même exaltation qu'autrefois. C'est la constatation peut-être paradoxale, alors qu'il fait certainement bien meilleur vivre en U.R.S.S. aujourd'hui qu'au temps de Staline. Mais la lumière de la vérité met longtemps à parcourir l'immensité de l'espace idéologique. Lentement, très lentement, se sont imposées à la plupart des militants les images d'une société où il reste trop à faire, notamment dans le domaine des libertés, pour qu'ils soient vraiment tentés de la démarquer à l'usage de l'hexagone. Ils sont trop imprégnés par les délices et les poisons de la société de consommation pour voir désormais dans l'U.R.S.S. le paradis terrestre. Et ils le reconnaissent publiquement.

A en croire certains, il est vrai, c'est là pure mise en scène destinée à duper les âmes naïves. Mais on a déjà entendu le même langage jadis à propos de la réalité de la tension entre Staline et Tito, entre Khrushchev et Mao. Le fait est que les signes se multiplient de l'agacement des Soviétiques devant la multiplication des critiques de leurs camarades français et l'allusion de M. Brejnev, dans son rapport au XXV congrès, à l'« opportuniste » de certains P.C. est parfaitement claire.

On dire que, pour le moment, les commentateurs russes se gardent bien de désigner l'objet de leurs critiques. Mais avant la rupture avec la Yougoslavie, comme avant la rupture avec la Chine, il y a eu des années de polémique centrée, au cours desquelles, bien que personne ne pût s'y tromper, on se gardait bien d'appeler un chat un chat. Aussi bien n'est-ce pas un journal de gauche, mais l'*Aurore*, qui admettait, le 14 février, qu'il y avait de l'« ennemi du parti » entre le P.C.F. et le Kremlin. Pour un analyste de l'Europe, les frictions au sein du mouvement communiste sont telles que l'on a parfois le sentiment qu'il n'y a plus qu'un pas à franchir pour que Moscou accuse les principaux P.C. occidentaux de révisionnisme et d'attitude social-démocratique.

C'est dans ce contexte qu'il faut, à n'en pas douter, situer la que-

reille sur la dictature du prolétariat, abandonnée d'un cœur léger à Saint-Onen, alors qu'elle continuait à Moscou d'être considérée comme un dogme essentiel. Comme l'a noté Lionel Jospin dans son rapport au P.S., il y avait évidemment une « contradiction évidente entre la référence à la dictature du prolétariat et la politique d'union de la gauche ». Mais cette politique, si elle est la seule qui puisse ouvrir au P.C. en France, le chemin de pouvoir, contredit elle-même une préoccupation constante et essentielle du Kremlin. « Le plus grand danger pour lui, écrit très justement Europa Archive dans son numéro de février, est qu'un modèle de socialisme pluraliste, qui incorpore les libertés bourgeoises et se distingue ainsi fortement du modèle soviétique, exerce un rayonnement considérable sur les pays socialistes. » Si en était autrement, l'U.R.S.S. ne serait pas intervenue en Tchécoslovaquie.

Dans les années 1930, la politique de front populaire satisfaisait les Soviétiques dans la mesure où elle favorisait l'union contre Hitler. La participation des communistes à un gouvernement bourgeois les satisfaisait, en 1944-1947, dans la mesure où elle freinait le passage de la France dans le camp occidental. Aujourd'hui, ils voient certainement d'un meilleur œil le rapprochement des communistes avec certains gauchistes contre l'Europe supranationale que leur alliance avec un P.S. favorable, dans sa majorité, à cette même Europe supranationale.

En tout cas, il ne sont pas suffisamment sûrs que la victoire de l'union de la gauche déstabiliserait durablement la France des Etats-Unis pour négliger les risques qu'elle pourrait présenter pour la cohésion du pacte de Varsovie. Or les dirigeants du Kremlin ont toujours fait passer la cohésion du camp avant toute autre considération. Aussi bien continuent-ils d'insister sur les inconvénients de l'alliance avec la social-démocratie. M. Souvlov, qui avait lui-même mentionné lors de son intervention au congrès du P.C.F. en janvier 1973 : le passage qui en traitait a été censuré par l'*Humanité*. Cette fois, plus simplement, on n'a pas donné la parole aux délégués étrangers. Et M. Marchais, comme M. Santiago Carrillo, brillant par leur absence au XXV congrès du P.C.U.S. Quant à la présence de M. Berlinguer, elle ne saurait faire oublier les prises de position pro-européennes du P.C.I. et son évolution de plus en plus marquée vers le réformisme.

Le communisme, avec la Yougoslavie et la Chine, a déjà connu des soubresauts. Il fait face maintenant à la naissance de l'hérésie. La direction soviétique se trouve dans la même situation que la papauté à l'aube des temps modernes : il lui faut tenir compte des vœux des « protestants » si elle veut éviter d'avoir à leur égard une influence décisive sur la future union de l'Europe. Le choix est impossible de repousser. Le concile de Trente, a-t-il bien trop tardivement les leçons de la Réforme. Et il a fallu ensuite attendre quatre siècles, lourds d'excommunications et de sang, pour que le pape et le chef de l'Eglise anglicane reconnaissent, face à la monnaie des péchés du siècle, et sans parvenir à en convaincre leurs ouailles d'Irlande du Nord, tout ce qu'ils avaient en commun.

ANDRÉ FONTAINE.

## EUROPE

### Islande

#### Les accrochages se multiplient entre les garde-côtes et les frégates britanniques

Correspondance

Reykjavik. — Il en faut beaucoup pour étonner les Islandais : les incidents en mer, depuis la rupture des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne, sont devenus presque quotidiens et de plus en plus brutaux. Qu'un garde-côte, comme le lundi 22 février, coupe les câbles d'un chalut, et la presse et le public commentent longuement les manœuvres du capitaine. Chacun d'eux a ses boîtes secrètes. Mais les Anglais paraissent, eux aussi, durcir leur attitude en mer. Les garde-côtes islandais Thor a difficilement résisté mardi 24 février en début d'après-midi aux assauts répétés de la frégate britannique *Yarmouth*. Sa passerelle s'est effondrée et le bastillage a été en partie arraché. Le garde-côte *Tyr* a été, à son tour, heurté par la frégate *Sevilla*. « L'incident le plus odieux qu'il m'a été donné de voir », a déclaré le capitaine de *Tyr*. Et les Islandais, tout en s'indignant de cette aggravation du conflit, se réjouissent secrètement d'un incident qui prouve, selon eux, l'absence de loyauté des Britanniques. Thor sera, une fois de plus, réparé et repartira en mer. L'incident est d'autant plus grave que les frégates se

trouvaient, cette fois, à l'intérieur des limites de 12 milles reconnues par les Britanniques depuis 1961. Sur le plan politique, la motion de censure déposée par l'opposition n'a provoqué, lundi, dans la majorité gouvernementale qu'une seule défection. Le premier ministre, M. Geir Halgrimsson, dans le discours qu'il a lu au Parlement, a lancé un appel à l'unité nationale. Il a également déclaré que les accords que son gouvernement espérait signer rapidement avec la Belgique et la Norvège seraient pour effet de contraindre les Britanniques à négocier. En attendant, la grève générale, dont syndicats et patrons pensaient qu'elle serait brève, dure toujours. Aucun compromis n'a encore été trouvé sur le calendrier des augmentations. Les imprimeurs, depuis mercredi matin, ont arrêté à leur tour le travail. Les Islandais, sans magasins, sans banques, sans alcool, sont donc, maintenant, sans journaux. Ils sont également depuis vendredi sans alcool sur ordre du ministre de la Justice, M. Olafur Johannesson. « Il serait immoral, a-t-il déclaré, qu'il soit possible d'avoir de l'alcool alors que les enfants n'ont pas de lait. »

### EN VUE DE L'ÉLECTION DU PARLEMENT EUROPÉEN

#### La C.D.U. prend des contacts pour constituer un « bloc bourgeois »

De notre correspondant

Bonn. — Au cours de ses récentes visites à Paris et à Bruxelles, M. Kurt Biedenkopf, secrétaire général de la C.D.U. (Union chrétienne-démocratique), qui va se rendre également dans les autres capitales européennes, s'est efforcé de jeter les bases d'un « bloc bourgeois » en vue de l'élection du Parlement européen au suffrage universel. « Tous les partis qui ont approuvé le traité de Rome doivent coopérer pour s'opposer aux socialistes et aux communistes », a-t-il déclaré, lundi 22 février, devant quelques journalistes.

Pour M. Biedenkopf, il ne fait aucun doute qu'une alliance de type front populaire sera pratiquée par les socialistes et les communistes dans le futur Parlement européen. Au-delà des pouvoirs qui lui seront officiellement reconnus, l'Assemblée de Strasbourg prendra une importance décisive, car elle sera élue au suffrage universel, en devenant le centre des discussions sur l'avenir de l'Europe, estime de secrétaire général de la C.D.U.

Ceux qui donneront le ton dans la période transitoire où il n'existera aucune Constitution européenne, auront une influence décisive sur la future union de l'Europe. Le choix est entre une Europe libérale, telle qu'elle est prévue par le traité de Rome et telle qu'elle était souhaitée par Adenauer, Schuman et De Gasperi d'une part, et une Europe dominée par les socialistes et les communistes d'autre part. « Nous devons montrer que, tactiquement et provisoirement, les socialistes et les communistes poursuivent en Europe des buts communs. » Pour M. Biedenkopf, les divergences entre les socialistes français et les sociaux-

démocrates allemands sont secondaires. M. Brandt a récemment insisté clairement en disant qu'il n'exclut pas la coopération avec les partis communistes français et luxembourgeois.

Au-delà des chrétiens-démocrates, qui ont déjà du mal à s'unir, tous les « partis bourgeois » devraient se mettre d'accord sur une attitude fondamentale commune. M. Biedenkopf a cité quelques principes : économie sociale de marché et libre concurrence, lutte politique contre les communistes, alliance avec les Etats-Unis. Le secrétaire général de la C.D.U., qui a eu à Paris des entretiens avec MM. Pompidou et Bord, a déclaré avoir rencontré des interlocuteurs très compréhensifs, intéressés à une coopération étroite avec la démocratie chrétienne allemande.

Il a cependant admis que le problème des relations avec les Etats-Unis devait encore être discuté. « À fond », avec les gauchistes. Selon lui, la politique du front populaire fait partie de la stratégie soviétique qui vise toujours à créer en Europe une zone neutre placée sous l'influence politique et militaire de l'U.R.S.S. Les communistes ont choisi, avec l'appui peut-être inconscient des socialistes, pense-t-il, d'avancer à travers les institutions européennes. — D. V.

### Portugal

#### LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET PRÉSIDENTIELLES POURRAIENT AVOIR LIEU A QUELQUES SEMAINES D'INTERVALLE.

Lisbonne (A.F.P., Reuters). — Le Conseil de la révolution, réuni dans la nuit du 23 au 24 février, a décidé que le président de la République — autorité appelée à trancher en dernier ressort — de fixer au 25 avril prochain — anniversaire du renversement de M. Marcello Caetano — la date des élections législatives. Si le général Costa Gomes devait se conformer à cette indication, la décision devrait être prise avant le 26 février. Législatives : la date des élections doit être, en effet, annoncée deux mois avant leur tenue.

Le Conseil de la révolution a également examiné l'état actuel des négociations menées avec les partis politiques en vue de rédiger la plate-forme d'accord constitutionnel. La signature de ce document devrait intervenir ce mercredi 25 février. Le capitaine Sousa le Castro, porte-parole du Conseil de la révolution, a en effet annoncé qu'un compromis avec le Parti populaire démocratique (P.P.D.) — qui souhaite que les élections législatives et présidentielles aient lieu simultanément — était prêt d'être trouvé : la désignation du chef de l'Etat pourrait avoir lieu de deux à cinq semaines seulement après celle des parlementaires. Jusqu'à présent, les socialistes, les communistes et la plupart des membres du Conseil de la révolution souhaitaient que les présidentielles ne se tiennent qu'à l'automne.

Enfin, le communiqué publié à l'issue de la réunion indique que le Conseil de la révolution « entrevoit avec préoccupation l'existence croissante de courants antidémocratiques et réactionnaires dans le pays ».

## Maurice Clavel

### Ce que je crois

la presse.  
Le livre le plus important paru depuis des années. Un livre éblouissant. Un livre fulgurant, libérateur.

A paraître prochainement : « Dieu est Dieu, nom de Dieu »



### DIVERGENCES ET CONVERGENCE

L'absence de M. Georges Marchais au congrès de Moscou, où la délégation du parti communiste français est conduite par M. Gaston Plissonnier, avait été largement commentée ici et là, mais les principaux intéressés s'étaient abstenus de s'en expliquer.

Cette lacune est désormais comblée et les choses sont maintenant claires. M. Charles Filerman, qui avait été promu au secrétariat de son parti à l'issue du XXII congrès du P.C.F., ne s'est pas borné à préciser, mardi 24 février, sur les antennes de France-Inter que « la composition des délégations des partis est leur affaire propre », il a également indiqué : « Au cours de notre congrès, nous avons constaté qu'il y avait une divergence entre nous et nos camarades soviétiques sur un certain nombre de problèmes liés à la démocratie socialiste. Et nous avons pensé que, dans l'état actuel des choses, il était plus sage, plus normal, que le secrétaire général du parti n'assiste pas au XXV congrès ».

La même sagesse a conduit l'humanité à reproduire, ce mercredi 25 février, les propos tenus la veille à Moscou par M. Brejnev au sujet des « partis frères » qui « font des concessions à l'opportunisme », mais sans les commenter. Il n'y a pas à s'étonner de cette absence d'appréciation dans la mesure où le P.C.F. avait depuis longtemps déjà quitté la religion du P.C.U.S.

Il convient de rappeler que M. Georges Marchais ayant annoncé, le 7 janvier, sa volonté de renoncer au dogme de la dictature du prolétariat, la Pravda avait implicitement condamné dès le 17 les positions « révisionnistes » du P.C.F. en écrivant notamment : « C'est grâce à la dictature que la classe ouvrière a créé une puissante organisation sociale d'Etat, atteint les sommets de l'instruction et de la culture, créé constamment l'histoire... »

On se souvient aussi qu'en plein congrès du parti communiste français, M. Krilchenko, chef de la délégation du P.C.U.S., s'était écrié avec vigueur, le 6 février, à tous ceux qui contribuent à alimenter « l'antisovietisme » et s'était écrié du « tapage fait

autour des droits de l'homme dans les pays socialistes ». A peine terminée le congrès de Saint-Onen, la Pravda du 9 février avait clairement laissé perle son irritation vis-à-vis du P.C.F. et avait tiré une large place à un article du quotidien du parti communiste est-allemand qui exaltait, en citant Lénine, les mérites de la dictature du prolétariat — forme supérieure de la démocratie —.

Les avertissements lancés mardi par M. Brejnev n'apparaissent que comme des redites et ne faisant que confirmer les divergences d'appréciation sur la démocratie socialiste qui existent entre Paris et Moscou. Il convient en revanche de souligner une parfaite similitude de langage et sur des points tout importants, entre le numéro un du P.C.U.S. et son homologue du P.C.F.

M. Brejnev s'est montré très sévère, le 24 février, à l'égard de la Chine, affirmant notamment que « l'idéologie et la politique maoïstes » ne sont pas seulement incompatibles avec l'enseignement marxiste-léniniste, mais lui sont « directement hostiles ». Vingt jours plus tôt, M. Marchais avait par ailleurs souligné la similitude de langage de l'idéologie de Pékin : « Elle contredit totalement l'intérêt des peuples, y compris du peuple chinois, elle n'est pas seulement insensée elle est dangereuse ».

Mardi, M. Brejnev a déclaré à propos des relations entre les partis communistes : « Des divergences d'opinion dans l'approche de telle ou telle question peuvent parfois surgir entre eux... Mais les marxistes-léninistes abordent ces questions en internationalistes avec le souci de renforcer l'unité du mouvement dans son ensemble. » M. Marchais avait dit le 4 février : « L'internationalisme prolétarien est, par nature, indivisible. Nous ne connaissons aucune forme d'internationalisme qui lui soit supérieure. »

Si les points de divergence qui existent entre le parti soviétique et le parti français sont loin d'être secondaires, le P.C.F. et le P.C.U.S. demeurent fondamentalement d'accord sur l'essentiel.

RAYMOND BARRILLON.



# AFRIQUE

## Algérie

« Il faut opérer un redressement des relations franco-algériennes », déclare M. Mitterrand à Alger

De notre correspondant

Alger. — Une délégation du parti socialiste (1), ayant à sa tête M. François Mitterrand, est arrivée à Alger, mardi soir 24 février, le jour même où l'Algérie célèbre le vingtième anniversaire de la création de l'U.G.T.A. (Union générale des travailleurs algériens) et le cinquantième anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures.

Invités officiels du F.N.L., le premier secrétaire du parti socialiste et ses amis ont été accueillis par une importante délégation comprenant MM. Mazoudi, ministre du travail et des affaires sociales, Cherif Messadia, coordinateur du parti F.N.L., Smail Hamani, secrétaire général adjoint à la présidence, Rachid Hadad, directeur des affaires étrangères, et Abdelkrim Ghazaleh, président de l'Amicale des Algériens en Europe. Le fait que, le matin même, El Moudjahid ait consacré près du quart de sa première page à M. Mitterrand et à un commentaire sur l'élection du P.S. (le Monde du 25 février) et que la veille la radio et la télévision aient donné lecture de ces textes et d'une biographie du premier secrétaire.

(1) MM. Benhamou, Carrat, Bérard, Jospin, Joxe, Buisson, Martin, Motchane, Mérouy et Fontillon.

### « EL MOUDJAHID » DÉNONCE LA POLITIQUE « ANTI-AFRICAINE » DE LA FRANCE

Dans un billet publié en page intérieure, El Moudjahid a dénoncé une nouvelle fois, le mardi 24 février, la « politique anti-africaine de la France ». Après avoir évoqué « l'appui » de Paris aux « sécessionnistes » du Biafra, puis au F.N.L.A. et à l'U.N.I.A. en Angola, le quotidien écrit : « Nous sommes aujourd'hui la France aux côtés des expéditionnaires de Rabat et Nouakchott qui agissent ouvertement au Sahara occidental en vue de le désintégrer au mépris des aspirations du peuple saharien et du droit international. Dans tous les cas, le choix de la France a été guidé par un mercantilisme qui n'honore guère une grande puissance : c'est la poursuite de la politique de l'Algérie inaugurée par le général de Gaulle, la France retourne progressivement dans le grand alignement. En voulant maintenir l'île en question nous se fûtelle, elle ne fait que participer à la militarisation de l'Océan Indien, conformément à la nouvelle stratégie élaborée par l'O.T.A. et à renforcer l'encerclement de l'Afrique. »

« Force est cependant de constater qu'en se prêtant aux tentatives de balkanisation du continent la France a toujours misé sur le cheval perdant. Le cas du Nigeria et de l'Angola en témoignent. Elle persévère sur ce chemin, n'ayant pas encore tiré, semble-t-il, les enseignements de ses expériences malheureuses. »

### L'U.G.T.A. a célébré le vingtième anniversaire de sa création

De notre correspondant

Alger. — L'U.G.T.A. (Union générale des travailleurs algériens) a célébré, le mardi 24 février, avec un faste particulier, le vingtième anniversaire de sa création en présence de nombreux délégués venus d'une cinquantaine de pays, dont ceux de la C.G.T. et de la C.F.D.T. L'U.G.T.A. a connu trois grandes phases dans son histoire : la participation active à la lutte de libération nationale — elle avait été interdite par les autorités françaises six mois après sa constitution ; l'action, principalement revendicative, dans les premières années de l'indépendance ; la participation au développe-

ment économique du pays depuis le « redressement révolutionnaire » du 19 juin 1965.

« La jeunesse socialiste des entreprises a été une des revendications de notre troisième congrès en 1969, nous dit M. Bouzar, secrétaire national chargé des relations extérieures, de sorte que, aujourd'hui, tout en défendant les droits et les intérêts des travailleurs, nous sommes parties prenantes dans la gestion économique du pays. »

L'U.G.T.A. qui compte environ un million d'adhérents dans tous les secteurs d'activité du pays, tient au principe de la libre adhésion.

Sur le plan international, l'U.G.T.A. et les syndicats yougoslaves ont eu l'idée en 1973 d'organiser une conférence syndicale mondiale sur les problèmes du développement et du nouvel ordre économique international. Par la suite, la C.G.T., la C.F.D.T. et les syndicats de l'Inde, du Chili, de Tanzanie, de Zambie et de Guyane se sont associés à cette initiative. La rencontre doit être ouverte — fait sans précédent, semble-t-il — à toutes les centrales syndicales, indépendamment de leur affiliation. Les quatre cinquièmes d'entre elles ayant donné une réponse favorable, une réunion se tiendra le 15 mars à Paris pour constituer le comité préparatoire qui sera chargé d'organiser la conférence. — P. B.

## Rhodésie

Londres envoie un émissaire à Salisbury pour sonder les intentions de M. Ian Smith

De notre correspondant

Londres. — Le gouvernement britannique a dépêché, le mercredi 25 février, à Salisbury, une délégation, afin de sonder les intentions de M. Smith en ce qui concerne l'avenir de la Rhodésie. Le chef de cette délégation, lord Greenhill, qui a dirigé les services du Foreign Office, a fait, sous les conservateurs comme sous les travaillistes, plusieurs visites « semi-privées » à Salisbury. Il n'occupe plus de fonctions officielles.

A Londres, on souligne que les conversations de lord Greenhill seront purement « exploratoires », et qu'il n'entrera dans aucune espèce de négociation. Si le premier ministre rhodésien a parlé d'un « changement de tactique », qui lui serait imposé aujourd'hui par l'évolution politique et militaire en Afrique australe,

les dirigeants de Londres entendent, pour leur part, s'assurer que M. Smith admet désormais le principe d'une « majorité noire » dans son pays.

Comme l'a précisé M. Ennals, ministre d'Etat au Foreign Office, le recours désormais beaucoup plus probable à la violence constituerait une « tragédie » pour l'une et l'autre des communautés rhodésiennes. Il ne serait pas non plus possible d'ignorer la situation nouvelle résultant de la victoire du M.P.L.A. en Angola ainsi que la possibilité d'une intervention extérieure en Rhodésie.

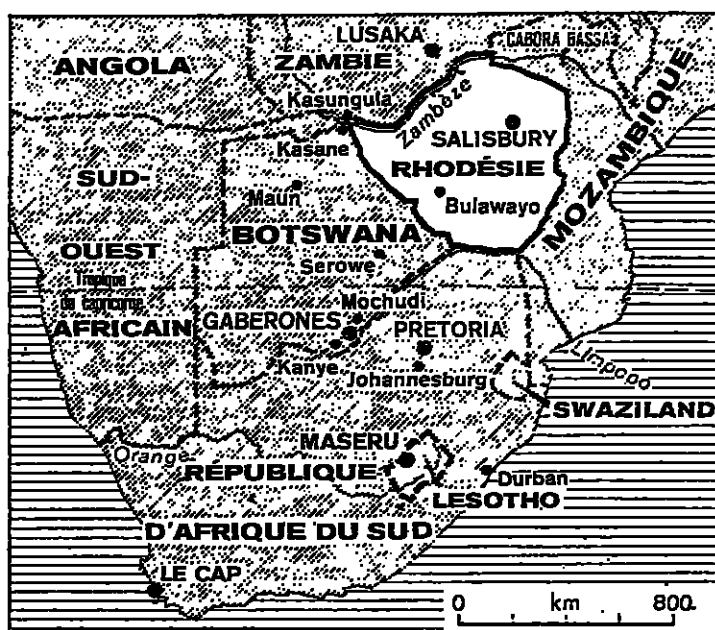
L'attitude du gouvernement de Londres paraît donc dominée par deux considé-

rations contradictoires. D'une part, les Britanniques ne tiennent nullement à être entraînés dans la négociation d'un règlement constitutionnel rhodésien. Leurs espoirs dans ce domaine ont trop souvent été déçus par l'habileté manœuvrière — certains disent la duplicité — de M. Smith. Londres rejette encore plus fermement une éventuelle intervention militaire en vue de protéger les colons rhodésiens. D'autre part, il est indéniable, comme l'a rappelé le porte-parole conservateur pour les affaires étrangères, M. Maudling, que beaucoup de citoyens seraient profondément bouleversés si leurs « frères et sœurs » de Rhodésie devaient tomber sous les coups d'une révolte ou d'une invasion.

JEAN WETZ.

## La montée des périls

pas et ne serons pas tirés aux cordons de la sensibilité. Un effort constructif et réaliste pour nous mener dans la voie d'un règlement. » Toutefois, l'occasion était bonne de placer la « rébellion » rhodésienne devant ses responsabilités et de le sommer de « recon-



second bataillon africain est en voie de constitution. La longue frontière avec le Mozambique, où, pour la première fois, le 20 février, des unités des deux pays ont échangé des coups de feu, est protégée par des champs de mines et, selon l'envoyé spécial du Times à Salisbury, « ce n'est pas tout ce qui bouge ». Mais ces précautions ne feront que retarder l'embarquement : dans les camps mozambicains où les Chinois entraînent jusqu'à l'indépendance les combattants du FRELIMO, six mille recrues sont soumises à un entraînement intensif. Un millier de guérilleros se seraient entraînés dans le camp de M. Smith, à Salisbury, et les troupes britanniques en Afrique pour soutenir une minorité contre une majorité. Il ajoutait toutefois que Londres et Salisbury faisaient à nouveau acte d'allégeance « pour maintenir l'ordre, étant bien entendu que nous ne mettrons pas à M. Smith de nous arrêter dans la guerre raciale en Afrique australe ».

### Une flambee de guérilla

Au moment où des forces angolaises et basées considérables dans le sud-ouest de l'Afrique, M. Smith doit, en effet, faire face à une recrudescence considérable de la guérilla. Depuis le début de l'année, les forces de l'Union africaine ont lancé une série d'attaques, et le général Walls, commandant les quatre mille hommes de l'armée, qui renforcée huit mille hommes, le 21 février, pour galvaniser ses troupes. « Nous ne sommes pas des colonialistes inconstants et sans racines. Nous ne nous rendrons pas. »

### Angola

### LUANDA S'OPPOSERAIT AU TRANSIT DU CUIVRE ZAMBIE

Le gouvernement de la République populaire d'Angola a ordonné le déchargement de 120 tonnes de cuivre zambien d'un navire en partance du port de Lobito, selon M. Nelson Nguai, haut fonctionnaire zambien.

Le quotidien « Times », de Londres, qui publie la déclaration de M. Nguai, précise que le cuivre était bloqué sur le chemin de fer de Benguela pendant la guerre civile. La cargaison avait été transportée à Lobito entre novembre et janvier, alors que l'U.N.T.A. contrôlait le chemin de fer. Le Journal ajoute que 72 000 tonnes d'importations zambiennes sont bloquées dans le port de Lobito depuis le mois d'août. La Zambie se refuse encore à reconnaître Luanda.

### Pas de renvoi des journalistes étrangers

Par ailleurs, trois jours après avoir demandé aux journalistes étrangers de quitter l'Angola, les autorités de Luanda ont rapporté cette décision. Le ministre de l'Information de la République populaire, M. Jao Felipe Martins, a précisé, mardi 24 février, que la réorganisation du ministère de l'Information — prétendue au renvoi des journalistes — pouvait être réalisée « avec la présence des journalistes étrangers si ceux-ci sont prêts à accepter les inconvénients que peuvent leur poser nos problèmes d'organisation. Le départ des journalistes étrangers est donc ajourné ». — (A.F.P., Reuters.)

naissance l'autorité britannique et tout ce qu'elle comporte. » Pour appuyer cette mise en garde, le porte-parole du Département d'Etat américain a invité M. Smith à « engager immédiatement des négociations sérieuses ». Toute-

### REMETTANT SES LETTRES DE CRÉANCE A L'ÉLYSÉE

## La Guinée veut établir de solides rapports de coopération avec la France

dit le nouvel ambassadeur

Le président Giscard d'Estaing a reçu, mardi 25 février, les lettres de créance des nouveaux ambassadeurs de Guinée, de Bahréïn, du Mali et du nouveau ministre de Monaco.

M. Seydou Keita, premier ambassadeur de Guinée en France depuis la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays, il y a onze ans, a exprimé « la volonté sincère du gouvernement guinéen pour une coopération dynamique, égalitaire et loyale qui sauvegarde les intérêts réciproques des deux pays ». M. Keita a notamment réaffirmé le ferme soutien de son pays à la République populaire d'Angola.

Dans sa réponse, le président de la République a mis l'accent sur le prix qu'il attache aux relations franco-guinéennes, interrompues en 1965 et rétablies le 14 juillet dernier. Il a ajouté : « Nous entendons dépasser de part et d'autre les malentendus du passé pour préparer ensemble un avenir plein de promesses dans l'intérêt bien compris de nos deux pays. Participer à une même langue et à une même culture, la Guinée et la France ont en commun trop de souvenirs et de traditions pour qu'on ne puisse envisager avec confiance l'avenir de la coopération. (...) Si nous regardons au-delà du cadre de nos relations bilatérales et si nous nous plaçons sur le plan plus vaste d'un monde dangereux dans lequel les affrontements sont fréquents, nous constatons des convergences fondamentales entre nos deux pays : même attachement intrinsèque aux notions d'indépendance et de souveraineté, même aspiration à la détente et à l'entente ainsi qu'à l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial qui

tiens compte des intérêts légitimes des pays en développement. »

M. Seydou Keita, né en 1938 à Conakry, est diplômé de l'Institut d'études économiques et sociales de Paris. Il a été directeur des relations diplomatiques avec la France, le 22 décembre dernier. De Paris, il sera également accrédité en Grande-Bretagne, en Suisse, en Espagne, en Belgique, aux Pays-Bas, au Luxembourg et auprès du Marché commun.

Devant M. Kassem Mohamed Bu-Ali (Bahréïn), M. Giscard d'Estaing évoqua la visite que fera l'Émir en France les 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> mars. M. Kassem Mohamed Bu-Ali, né à Bahréïn en 1939, a fait ses études d'administration publique et de droit à l'université américaine de Beyrouth. Entré au ministère de l'Éducation, il a été délégué en 1973 au secrétariat général de l'UNESCO. Il était chargé d'affaires à Paris depuis juin 1975.

A M. Robert Bernard Mbaya (Mali), le président de la République a déclaré que le gouvernement français suit « avec sympathie les progrès accomplis par le Mali sous l'autorité du président Banda dans la stabilité intérieure ».

M. Mbaya, né en 1933, a fait une partie de ses études au Ghana. Ambassadeur à l'ONU en 1972, il a été nommé en octobre dernier haut commissaire à Londres, où il continuera de résider.

### Monaco et la Méditerranée

Enfin, à M. Sclerani (Monaco), M. Giscard d'Estaing a dit, notamment : « Le prince Rainier porte un intérêt personnel aux questions océanographiques et tout particulièrement à la sauvegarde de la Méditerranée. La France y attache également le plus grand prix, et la conférence de Barcelone vient de montrer que, dans ce domaine comme en tant d'autres, il existe une parfaite identité de vues entre les gouvernements français et monégasques. »

[La biographie de M. Sclerani a été publiée dans « le Monde » du 9 janvier.]

# PROCHE-ORIENT

L'évacuation par les Israéliens des cols du Sinaï est achevée

La population de l'ouest du Sinaï, évacuée par l'armée israélienne, a été transférée à El Qantara, le 23 février, après l'achèvement de l'opération de déminage des cols du Sinaï. L'évacuation de la population de l'ouest du Sinaï, qui avait commencé le 17 février, s'est terminée le 23 février. Les Israéliens ont évacué la population de l'ouest du Sinaï, qui avait commencé le 17 février, s'est terminée le 23 février. Les Israéliens ont évacué la population de l'ouest du Sinaï, qui avait commencé le 17 février, s'est terminée le 23 février.

La population de l'ouest du Sinaï, évacuée par l'armée israélienne, a été transférée à El Qantara, le 23 février, après l'achèvement de l'opération de déminage des cols du Sinaï. L'évacuation de la population de l'ouest du Sinaï, qui avait commencé le 17 février, s'est terminée le 23 février. Les Israéliens ont évacué la population de l'ouest du Sinaï, qui avait commencé le 17 février, s'est terminée le 23 février.

La population de l'ouest du Sinaï, évacuée par l'armée israélienne, a été transférée à El Qantara, le 23 février, après l'achèvement de l'opération de déminage des cols du Sinaï. L'évacuation de la population de l'ouest du Sinaï, qui avait commencé le 17 février, s'est terminée le 23 février. Les Israéliens ont évacué la population de l'ouest du Sinaï, qui avait commencé le 17 février, s'est terminée le 23 février.

La population de l'ouest du Sinaï, évacuée par l'armée israélienne, a été transférée à El Qantara, le 23 février, après l'achèvement de l'opération de déminage des cols du Sinaï. L'évacuation de la population de l'ouest du Sinaï, qui avait commencé le 17 février, s'est terminée le 23 février. Les Israéliens ont évacué la population de l'ouest du Sinaï, qui avait commencé le 17 février, s'est terminée le 23 février.

La population de l'ouest du Sinaï, évacuée par l'armée israélienne, a été transférée à El Qantara, le 23 février, après l'achèvement de l'opération de déminage des cols du Sinaï. L'évacuation de la population de l'ouest du Sinaï, qui avait commencé le 17 février, s'est terminée le 23 février. Les Israéliens ont évacué la population de l'ouest du Sinaï, qui avait commencé le 17 février, s'est terminée le 23 février.

La population de l'ouest du Sinaï, évacuée par l'armée israélienne, a été transférée à El Qantara, le 23 février, après l'achèvement de l'opération de déminage des cols du Sinaï. L'évacuation de la population de l'ouest du Sinaï, qui avait commencé le 17 février, s'est terminée le 23 février. Les Israéliens ont évacué la population de l'ouest du Sinaï, qui avait commencé le 17 février, s'est terminée le 23 février.

مكتبة ابن الاصل



## PROCHE-ORIENT

Dernière phase de l'application de l'accord du 1<sup>er</sup> septembre 1975

### L'évacuation par les Israéliens des cols du Sinaï est achevée

La dernière phase de l'application de l'accord d'armistice signé sous l'égide des Etats-Unis par l'Egypte et Israël, le 1<sup>er</sup> septembre dernier, s'est achevée dimanche 22 février avec l'occupation par les troupes égyptiennes de 230 kilomètres carrés dans le Sinaï. Une force symbolique israélienne avait évacué la veille les cols stratégiques de Mitla et de Giddi. L'ensemble du territoire du Sinaï restitué par les Israéliens représente désormais 10 000 kilomètres carrés, dont 30 % sont occupés par les Egyptiens et 70 % par les forces de l'ONU. Mais les Israéliens gardent sous leur contrôle près de 52 000 kilomètres carrés dans la péninsule.

L'accord du Sinaï aurait dû normalement renforcer la position de M. Rabin. En fait, le président du conseil israélien est la cible d'attaques véhémentes venant de la droite et de la gauche, y compris des membres de son parti. Les spéculations vont bon train sur sa succession. On cite notamment le nom de son ministre de la défense, M. Shimon Peres. Son conseiller, le général Ariel Sharon, également un « faucon », envisagerait de démissionner pour former un nouveau parti. On lui prête l'ambition de solliciter ensuite l'investiture du Parlement pour constituer un « cabinet de techniciens », qui comprendrait essentiellement d'anciens généraux.

De notre correspondant

Le Caire. — L'Etat-major du Caire ne souhaite pas apparemment montrer les nouvelles installations égyptiennes au Sinaï avant qu'elles ne soient en parfait état de marche : la huitième et dernière phase de l'application de l'accord de dégelage égypto-israélien de septembre 1975 s'est déroulée, le dimanche 22 février, sans la présence des correspondants de presse accrédités au Caire. Le voyage de ces derniers a été annulé sans explication par les autorités militaires.

Depuis octobre 1973, il n'est pas de jour où l'on ne parle au Caire des « passes » de Mitla et de Giddi, sans oublier celle de Khetmia, qui, pour le moment, reste sous contrôle israélien. Un véritable « romanisme des cols », comparable à la « ligne bleue des Vosges », s'est emparé des Egyptiens. Mais beaucoup, devant l'amoncellement des chiffres et des détails, accumulés sans doute

à dessein par la propagande gouvernementale, n'arrivent plus très bien à percevoir quel va être le statut exact des cols de Giddi et de Mitla, même si la presse cairote a clarifié que le drapeau frappé du faucon de Qorah (la tribu de Mahomet) y flottait de nouveau.

La réalité est, en effet, complexe. En vertu de l'accord de septembre dernier, les troupes égyptiennes ont avancé d'environ 5 kilomètres en direction des cols, mais elles ne les ont pas occupés. La zone-trois des Nations unies, dans laquelle se trouvent désormais les cols, est large d'environ 50 kilomètres à hauteur de Mitla et de Giddi, mais seulement de 15 kilomètres dans les parages du golfe de Suez.

#### Stations de pré-alerte

La zone israélienne d'armement limite, large d'une quinzaine de kilomètres dans le Sinaï septentrional, rétrécit jusqu'à deux kilomètres à l'est des cols. Les Egyptiens comme les Israéliens dans leur zone partiellement démilitarisée de part et d'autre de la région où sont installés les « casques bleus », n'ont droit respectivement qu'à huit mille hommes, soixante-quinze chars et autant de pièces d'artillerie d'une portée maximum de douze kilomètres. En principe, aucun belligérant ne peut atteindre le camp adverse. La force d'urgence et les observateurs des Nations unies (parmi lesquels quelques officiers français) continuent de patrouiller.

Les stations de pré-alerte sont situées à l'ouest des cols : trois postes tenus par les Américains (six cents personnes), un par les Egyptiens (deux cents personnes), et un par les Israéliens (deux cents personnes), sans compter les périmètres de détection électronique automatique surveillant les abords de Mitla et de Giddi.

Un « couloir » de cent cinquante kilomètres de long et cinq kilomètres de large, situé sur la côte orientale de la mer Rouge, a été restitué à l'administration civile de l'Egypte. Le Caire n'y a pas de soldats, mais seulement des forces de police, et les « casques bleus » y régulent la circulation sur une route tour à tour utilisée par les civils égyptiens et les militaires israéliens. Ce mécanisme compliqué, mis en place au cours du semestre écoulé, a pour le moment parfaitement fonctionné.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

● Le Laos a rompu ses relations diplomatiques avec Israël, a annoncé lundi 22 février un porte-parole du ministère des affaires étrangères à Jérusalem. Dans un télégramme le gouvernement israélien a précisé qu'il avait pris cette décision à la suite du vote d'une résolution de la commission des droits de l'homme des Nations unies affirmant que la situation empirait dans les territoires occupés par Israël. — (Reuters, U.P.I.)

(Publicité)  
« Des séjours conçus par des femmes pour les femmes. »  
**VENISE SKIER AVEC... JEUNESSE DETENTE JUDAISME**  
Sports d'hiver pour les jeunes à partir de 18 ans (\*) :  
DEBODE en Suisse du 22 mars 1976 au 2 avril  
Prix : 1.350 F (transport, assurance, pension complète, veillées, débats, soirées dansantes, etc.)  
AMBASSADE JUIVE NOUBREUILLE CACHERE  
Renseignements et inscriptions :  
J.D.J., 62, rue de Poissonnière, 75008 PARIS  
Ouvert du lundi au vendredi de 10 à 12 h. et de 14 à 18 h. 30  
(\*) Nous proposons également des séjours pour femmes de 14 à 17 ans.

## Cuba

### La nouvelle Constitution définit le parti communiste comme « force dirigeante supérieure de la société et de l'Etat »

La Constitution socialiste de la République de Cuba, qui avait été approuvée le 15 février par 87,7 % des quelque 5,6 millions de personnes qui avaient participé au vote, a été promulguée le 24 février, jour de la commémoration du début de la guerre d'indépendance de 1895 contre l'Espagne.

La Havane (special A.F.P.). — La population cubaine, en se prononçant massivement en faveur du « oui », n'est venue qu'apporter une approbation solennelle à un texte constitutionnel qui, depuis le mois d'avril de l'année dernière, était débattu et officiellement adopté par des milliers d'assemblées populaires réunies par les organisations de masses comme les comités de défense de la révolution (C.D.R.), la Centrale des travailleurs cubains (C.U.T.), la Fédération des femmes cubaines (F.M.C.), la Fédération des étudiants (F.E.U.), etc. Au cours de ces débats, auxquels ont participé plus de six millions

de personnes, seize mille d'entre elles avaient proposé différentes modifications ou additions, qui avaient recueilli un peu plus de six cent mille suffrages. Déjà, donc, plus de cinq millions de Cubains avaient déclaré approuver le projet constitutionnel, seulement soixante-huit, selon des chiffres officiels, l'avaient rejeté. Le projet avait également reçu l'approbation, à la fin du mois de décembre dernier, du premier congrès du parti communiste de Cuba.

La nouvelle Constitution annule et remplace ce qui restait en vigueur de la Constitution de 1940. En effet, celle-ci avait été jugée insuffisamment progressiste par les dirigeants révolutionnaires, notamment sur les plans économique et social, pour en faire, du moins dans les premiers mois du régime castriste, la base juridique de tout réajustement, du nouveau code au fur et à mesure des années, « un nombre incalculable de modifications et de rajustements décollant du choc permanent entre les formulations d'une Constitution bourgeoise et le profond processus révolutionnaire », comme l'a dit le premier ministre, M. Fidel Castro, au cours de son discours d'ouverture.

Dans le contexte cubain, la Constitution n'est pas le sommet de la pyramide juridique. Mais elle est la pièce maîtresse du puzzle mis en place ces dernières années par les dirigeants de la révolution, et qui comporte notamment : la loi d'organisation du système judiciaire, la loi de procédure pénale, la loi de procédure civile et administrative et, tout récemment, le nouveau code de la famille. La nouvelle Constitution consacre la légalité socialiste, confirme et concrétise dix-sept années de transformations économiques, sociales et politiques. Cette Constitution, a dit Fidel Castro, consolide ce que nous avons obtenu aujourd'hui et nous aide à conquérir ce que nous voulons obtenir demain.

La République de Cuba est définie comme « un Etat socialiste d'ouvriers et de paysans et d'autres travailleurs manuels et intellectuels ». Le texte constitutionnel mentionne « l'unité fraternelle, l'aide et la coopération de l'Union soviétique et des autres pays socialistes », souligne aussi que Cuba « aspire à s'intégrer aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes libérés des dominations étrangères et des oppressions internes ».

Sur le plan interne, le texte constitutionnel affirme le principe socialiste « de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail », et définit le parti communiste comme « force dirigeante supérieure de la société et de l'Etat ». Tout en instituant le système socialiste de l'économie « nationale », la Constitution reconnaît la propriété privée ou communautaire (sous forme de coopératives) dans les secteurs de l'agriculture et du transport (certains camions ou chauffeurs de taxi peuvent rester propriétaires de leurs véhicules). Elle reconnaît également la propriété privée sur les biens acquis par le travail, et la Constitution assure le droit d'héritage de biens personnels. Enfin, la création artistique est déclarée libre, dans la mesure où elle ne suppose pas la révolution — ce qui est également précisé au sujet de la liberté de culte.

## AMÉRIQUES

### Etats-Unis

#### M. Reagan talonne M. Ford

(Suite de la première page.)

Conformément aux pronostics, le représentant Udall arrive assez loin en seconde position, distanciant le sénateur Bayh, MM. Harris et Sargent Shriver. Compte tenu de l'effort exceptionnel qu'il a déployé depuis un an dans le New-Hampshire, le résultat obtenu est plutôt médiocre, mais il peut maintenant se proclamer le leader de la « gauche libérale » du parti démocrate. Cependant, le sénateur Bayh n'est pas hors

de course et peut, au cours des prochains mois, lui contester cette qualité. Les plus touchés par la constitution sont M. Fred Harris et surtout M. Sargent Shriver, dont la seule chance de se maintenir dans la course est de faire un bon score la semaine prochaine dans le Massachusetts, chef traditionnel de la famille Kennedy, à laquelle M. Shriver appartient par son mariage avec une sœur de l'ancien président.

HENRI PIERRE.

### Une « bûche » pour le président

Pour l'électorat américain dans son ensemble, peu sensible aux analyses à la loupe d'un scrutin, l'épreuve du New-Hampshire ne permet qu'une conclusion : Jerry Ford, l'homme qui glisse sur la passerelle des amiraux, qui — quoique bon sémur — s'étale dans la neige sous l'objectif des caméras, a pris une « bûche » sur la tête aux « primaires » du New-Hampshire.

Le fait est là. Inutile d'épiloguer sur ce que peuvent signifier quelques centaines de voix de plus ou de moins par rapport à celles recueillies par M. Reagan. Il est tout aussi vain de revenir sur la valeur indicative d'un test pré-électoral dans le cadre d'un des plus petits Etats de l'Union : M. Ford y a été pratiquement mis en ballottage et la télévision a souligné cette performance humiliante sur des millions de récepteurs américains.

Dès lors, deux questions se posent : que va faire le président ? Comment vont réagir les instances dirigeantes du parti républicain ?

Nul doute que M. Ford ne soit profondément déçu par le score qu'il a réalisé au New-Hampshire. Certes, les occasions de l'emporter dans les autres Etats ne sont pas manquées au cours des semaines à venir, mais disons, par euphémisme, que le départ pris mardi n'est pas brillant.

Il confirme la réputation de médiocrité de M. Ford. La tentation de se désister est certainement effleurée. Mais il n'y cédera sans doute pas, car s'incliner devant M. Reagan serait s'effondrer devant plus puissante que lui, le champ libre à un politicien qui n'a ni la trempe ni l'envergure d'un président — après lequel, en tout cas, même un Barry Goldwater, le sénateur républicain qui disputa la Maison Blanche à M. Johnson en 1964, malgré son étatisme de million-

naire conservateur, fait figure d'homme d'Etat.

De plus, « canser » (comme eut dit Bismarck) devant le succès d'un Reagan plongerait le parti républicain dans une crise grave, sinon dans l'effondrement. Car avec l'ancien gouverneur de Californie comme seul candidat à la succession de M. Ford, la déroute serait certaine. Quelles que soient leurs opinions, il y aura toujours une majorité massive d'Américains pour penser que la place de M. Reagan n'est pas à la Maison Blanche, que ce sénateur californien ne peut pas flotter leurs préjugés, connus ou secrets, il n'est pas digne d'assumer la magistrature suprême des Etats-Unis.

Alors, quoi ? Dans l'hypothèse d'une défection de M. Ford, il faudrait à tout prix susciter des adversaires à M. Reagan. Soit dans les prochaines « primaires » (là du moins où les délais d'inscription ne sont pas pressants), soit en mars, par un « forcing » publicitaire en faveur d'un challenger. Ainsi, même si la convention de Kansas-City s'ouvrait le 16 août dans des conditions les plus propices à M. Reagan, un « sauveur » surgit entre-temps serait capable d'effriter plus de discussions ce bloc de délégués acquis à sa cause. N'oublions pas que dans les années des « conventions » américaines, il a fallu parfois de nombreux tours de scrutin (le record absolu est de cent trois) pour dégager le vainqueur.

M. Ford fera-t-il front devant l'assaut de M. Reagan ? Le parti républicain a-t-il en réserve des personnalités d'assez puissante stature pour faire, promptement, obstacle à Ronald Reagan et le ramener devant le grand public à ses véritables questions ? Telles sont les questions qui agitent en ce moment un parti républicain déjà sur la défensive. — A. C.

#### M. JOSEPH SISCO DÉMISSIONNE DU DÉPARTEMENT D'ETAT

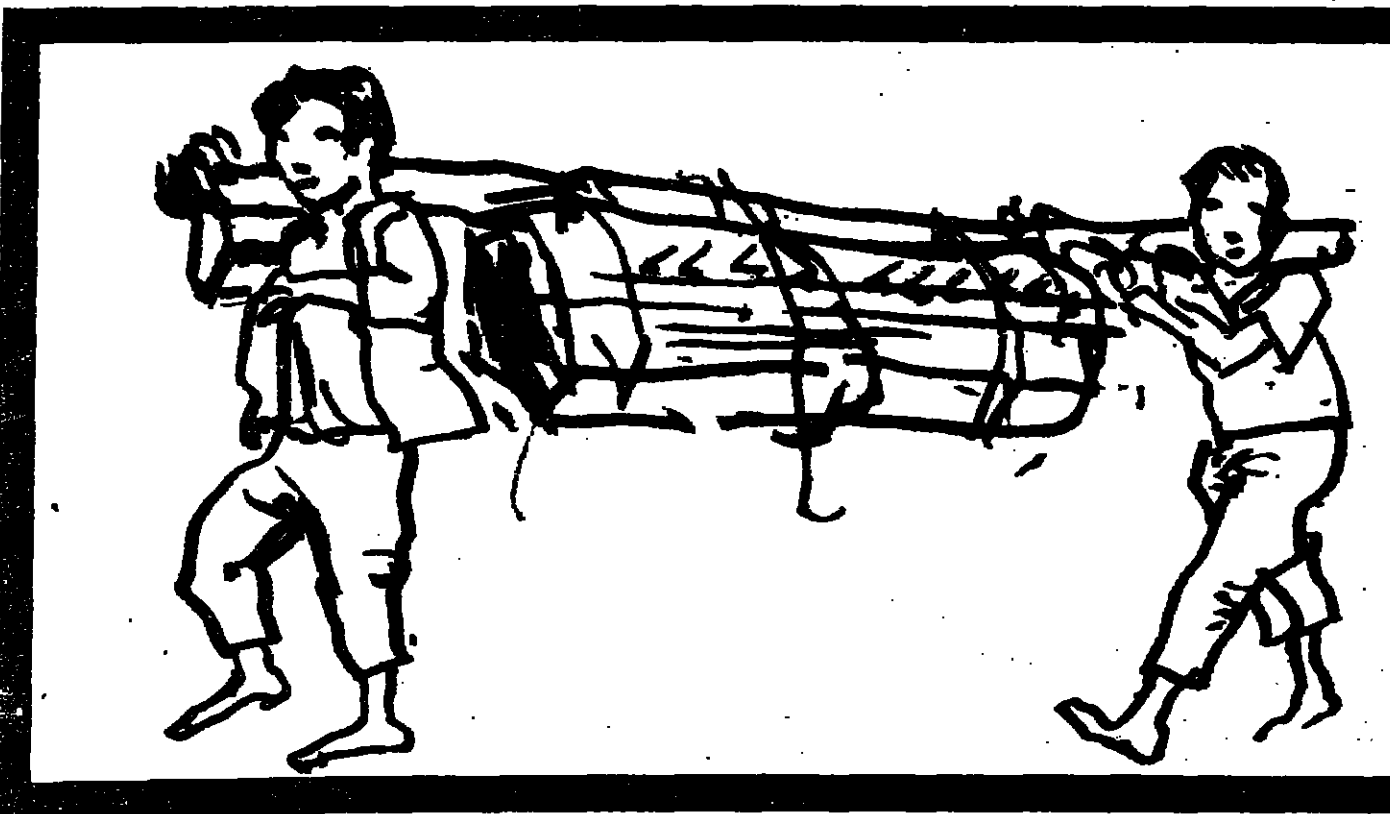
Washington (A.F.P.). — Le président Ford a accepté, mardi 24 février, la démission de M. Joseph Sisco de son poste de sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques. Cette démission prendra effet au mois de juillet. M. Sisco assumera à l'automne prochain la présidence de l'American University à Washington.

Avant d'être nommé sous-secrétaire d'Etat, M. Sisco avait occupé les fonctions de secrétaire d'Etat

adjoint pour les affaires du Proche-Orient. Il avait joué un rôle important dans les négociations entre Israël et ses voisins arabes.

(Né le 31 octobre 1919 à Chicago, Joseph Sisco obtient en 1950 son doctorat à l'université de cette ville. Après un court passage à la C.I.A., il entre en 1951 au département d'Etat, où il sera chargé principalement des affaires des Nations unies. Spécialisé depuis dix ans dans le secteur du Proche-Orient, il n'avait cependant jamais occupé de poste à l'étranger.)

Avec Jaltour, découvrez la Thaïlande des Thaïlandais.



Et si vous connaissez déjà la Thaïlande, portez au Népal, à Bali, à Hong-Kong, aux Philippines, au Japon, en Birmanie, en Inde, en Corée, au Vietnam, en Malaisie, en Indonésie...


Jaltour vous a préparé plusieurs séjours étonnants sur tout l'Extrême-Orient. Et à des prix particulièrement intéressants : Bangkok à partir de 3.050 Francs, Hong-Kong à partir de 4.100 Francs et le Japon à partir de 5.100 Francs.

Pour en savoir plus sur tous ces séjours, rendez visite à votre agent de voyages ou retournez ce bon à Jaltour, 75, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

**Jaltour** 



## NOUVEAUTES EDITIONS SOCIALES



### Collection CLASSIQUES DU MARXISME

KARL MARX  
F. ENGELS  
Correspondance  
5 volumes parus  
chaque volume  
broché 40 F relié 50 F

### Collection NOTRE TEMPS

S. PAGANELLI et M. JACQUIN Peugeot. La dynastie s'accroche 8 F

H. SEGRE Les entreprises publiques en France (Ouvrage collectif sous la direction de Henri Segre). 13 F

R. REDJAH et J. RODRIGUE Pourquoi nous payons trop d'impôts. La fiscalité giscardienne 8 F

A. SPIRE et J.P. VIALA La bataille du livre 13 F

M. VINCENT Femmes : quelle libération ? 13 F

C. QUIN Classes sociales et union du peuple de France 13 F

J. et J. STEINBACH Pnom-Penh libérée 13 F

J. SURET-CANALE et J.-C. MOUCHEL La faim dans le monde 13 F

### Collection SOCIALISME

J. FLAVIEN et A. LAJOINIE L'Agriculture dans les pays socialistes d'Europe 20 F

J. de BONIS En direct avec un dirigeant hongrois : György Aczel 16 F

### Collection PROBLEMES/HISTOIRE

M. GOLDRING L'Irlande. Idéologie d'une révolution nationale 13 F

M. MOISSONNIER La révolte des canuts 20 F

E. GUBERT Voies idéologiques de la Révolution Française Préface d'Yvon Belaval 20 F

G. HEUMANN La guerre des paysans d'Alsace et de Moselle (1525) 20 F

### Collection ECONOMIE ET POLITIQUE

Ph. ZARIFIAN Inflation et crise monétaire 1 vol. de 448 pages 40 F

J.C. DELAUNAY Essai mandaté sur la comptabilité nationale 2<sup>e</sup> édition 20 F

### HORS COLLECTION

M. CAMACHO Ecrits de la prison 25 F

Michael et Robert MEEROPOL NOUS SOMMES VOS FILS L'Afrique Rosenberg. Les fils Michael et Robert parient. Avec plus de cent lettres inédites de Julius et Ethel (Ed. Sociales-E.F.R.) 40<sup>e</sup> mille 43 F

L. SEVE Marxisme et théorie de la personnalité - 4<sup>e</sup> édition 27<sup>e</sup> mille 40 F

J. VARIN Jeunes comme J.-C. Tome 1 1920-1939 20 F

F. LANGER Avocate israélienne, je témoigne 45 F

G. BADIA Rosa Luxemburg, polémiste, journaliste révolutionnaire. 130 F

C. PARAIN Ethnologie et histoire 120 F

Histoire Littéraire de la France 5 volumes disponibles (des origines à 1848) chaque volume 40 F

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

## ASIE

### EN DÉPIT DE DIVERGENCES SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE

## Les dirigeants des pays de l'ASEAN ont exprimé à Bali leur volonté d'organiser ensemble l'avenir de la région

De notre envoyé spécial

Kuta-Beach. — C'est sur cette plage, à des kilomètres de Bali, où les grands hôtels n'ont pas encore fait leur apparition, que vient de se tenir, lundi 23 et mardi 24 février, dans un ensemble de bungalows luxueux, la conférence de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est, ou ASEAN (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande). La rencontre a été en fait très brève. Les deux présidents (les chais d'Etat philippin et indonésien) et les trois chefs de gouvernement ont discuté pendant deux heures à peine, laissant le gros du travail à leurs hauts fonctionnaires et ministres des affaires étrangères.

En dépit de très dures négociations de dernière minute pour trouver des solutions de compromis, et d'affrontements de personnalités, surtout entre le président indonésien Suharto et le premier ministre singapourien, M. Lee Kuan-Yew — entre le paysan javanais devenu général et l'intellectuel chinois réfugié à Oxford, les participants se sont montrés satisfaits.

Mais le fait même que l'on soit parvenu à un compromis entre des positions qui pouvaient paraître inconciliables, surtout dans le domaine économique où l'Indonésie a fait un peu cavalier seul — est en soi-même encourageant.

A l'ancienne question : « L'ASEAN a-t-elle un avenir ? », il faut désormais substituer celle-ci : « Quel sort d'avenir aura-t-elle ? », a déclaré M. Lee Kuan-Yew.

« Une zone de paix, de liberté et de neutralité »

Cette rencontre avait été décidée au printemps de 1975 au moment où la victoire révolutionnaire en Indochine faisait frissonner d'inquiétude les régimes pro-occidentaux de la région. L'organisation, créée en 1967, avait déjà à l'origine pour objectif de renforcer les pays de l'Asie du Sud-Est face aux camps socialiste, grecien, américain et à l'accroissement de la croissance économique et du progrès social, selon les termes de la charte. M. Lee Kuan-Yew a d'ailleurs indiqué, lundi, que l'ASEAN et la C.E.E. avaient un objectif en commun : faire face à la concurrence des pays communistes. C'est sans doute ce qui explique la réaction hostile de Hanoi envers l'ASEAN, en dépit des offres de celle-ci de coopération, voire d'accession du Vietnam à l'organisation. La Chine, au contraire, soudeuse de trouver un contre-poids au renforcement de la présence soviétique dans le secteur, à plusieurs reprises, apporte son soutien à l'organisation.

Trois idées ont été adoptées à l'issue de la conférence. Le premier, signé par les ministres des affaires étrangères, concerne l'établissement d'un secrétariat de l'organisation. Les deux autres, signés par les chefs d'Etat et de gouvernement, sont une « déclaration de concorde au sein de l'ASEAN »

De notre envoyé spécial

et un « traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est ». Ces deux documents reprennent les bases de la charte de Bangkok de 1967 et de la déclaration de Kuala-Lumpur de 1971 sur la neutralisation de l'Asie du Sud-Est. Les signataires s'engagent à œuvrer en faveur de l'instauration rapide de la « zone de paix, de liberté et de neutralité » (ZOPFAN) garantie par Moscou, Pékin et Washington, à développer leur coopération dans les secteurs politique, économique, social, culturel, les questions de sécurité relevant du domaine bilatéral — et à résoudre pacifiquement leurs différends.

Ces deux problèmes ont été les plus difficiles à résoudre. L'inquiétude du nouveau premier ministre malaisien, M. Hussein Onn, soucieux d'éviter que les Philippines ne renouvellent leurs revendications sur Sabah (territoire malaisien du nord-est de Bornéo) a considérablement réduit la portée de la clause d'arbitrage prévue à l'article 16 du traité. Le « Haut Conseil » ne pourra agir qu'avec l'accord unanime des parties en litige.

Un projet de construction d'usines

D'autres décisions de principe ont été adoptées : coopération dans les domaines des produits alimentaires et de l'énergie, en particulier en cas de pénurie ; essai de coordination du marché des matières premières ; création d'entreprises industrielles de l'ASEAN. Le traité de l'énergie, en particulier le pétrole, pourrait bien être le test de la volonté de coopération des cinq pays. Jusqu'à présent, Djakarta n'a pas voulu de pétrole à ses partenaires à des prix inférieurs à ceux de l'OPEP, préférant le négocier avec le Japon ou les Etats-Unis. Va-t-elle en céder à des prix avantageux ? Acceptera-t-elle d'être payée en monnaie locale — pour soutenir les réserves de change des quatre autres pays, comme le prévoit la déclaration — ou en nature ?

Si des résultats positifs ont déjà été obtenus dans le domaine des matières premières, en particulier pour l'étain et le caoutchouc (dans ce dernier cas, à l'ini-

tiative de la Malaisie), la question de la construction d'usines de l'ASEAN sera plus délicate à résoudre. Déjà, à la fin des années 60, les cinq pays avaient manifesté leur intention de construire une « coiffe de l'ASEAN ». Mais chacun voulait que l'usine soit installée sur son territoire. Résultat : chacun des cinq pays a plusieurs entreprises de montage qui ne produisent, à prix élevé, que de petites quantités de véhicules vendus sur des marchés restreints.

Les cinq dirigeants ont laissé à leurs ministres de l'économie, qui doivent se réunir en mars à Kuala-Lumpur, le soin de mettre en pratique cette dernière recommandation. S'agira-t-il seulement de discuter des modalités d'application, ou bien leur accord sera-t-il le commencement de principe ?

Déjà dans le domaine pétrochimique, les Philippines, Singapour et l'Indonésie présentent des projets concurrents. Le président philippin, M. Marcos, nous a dit qu'il allait faire proposer, à Kuala-Lumpur, des projets concrets et qu'il espérait que des décisions seraient prises. Il est évident que l'Indonésie n'est pas aussi pressée. Ajoutons enfin que ces usines de l'ASEAN ne bénéficieront pas d'un monopole au sein de la région : des signataires s'engagent seulement à les soutenir, mais rien ne les empêche de mettre en place des entreprises concurrentes. Il faudra donc attendre des décisions concrètes dans d'autres domaines pour savoir si cette conférence n'a fait qu'établir un catalogue de bonnes intentions.

Patrice de Beer.

Selon M. Bhutto

## LA FRANCE LIVRERAIT AU PAKISTAN UNE PETITE USINE NUCLÉAIRE DE RETRAITEMENT DE COMBUSTIBLES IRRADIÉS

Ottawa (A.F.P.). — Le premier ministre pakistanais, M. Bhutto, a confirmé mardi 24 février à Ottawa que la France avait conclu un accord avec le Pakistan pour la fourniture d'une usine de retraitement des combustibles nucléaires irradiés.

M. Bhutto, qui tenait à Ottawa une conférence de presse à l'issue de ses entretiens avec le premier ministre canadien, M. Trudeau, a ajouté que l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne avait donné son accord à cette transaction. Il a précisé que la France avait obtenu des garanties pour l'utilisation à des fins non militaires de cette usine et que ces garanties avaient été jugées satisfaisantes par l'Agence de Vienne.

Il a d'autre part déclaré que les divergences persistaient entre le Pakistan et le Canada au sujet des garanties que le gouvernement canadien entend obtenir pour la livraison d'un réacteur nucléaire du type Candu au Pakistan.

Il a souligné qu'il partage le point de vue du gouvernement canadien selon lequel « aucune explosion nucléaire n'a d'objectif politique ».

Il a ajouté que la France avait fabriqué sa première bombe atomique à l'aide du plutonium produit par un petit réacteur de type canadien installé sur son sol, et a toujours affirmé que son explosion avait un caractère pacifique (le « Monde » a daté du 4 mai 1975). Le Canada cherche à obtenir du Pakistan de très sérieuses garanties pour éviter que cette aventure ne se répète.

La livraison par la France d'une unité pilote de retraitement permettrait cependant au Pakistan d'extraire du plutonium des combustibles irradiés de ses réacteurs. L'Agence de Vienne veillera à ce que ce plutonium ne soit pas utilisé à des fins militaires.

Paris avait déjà négocié la vente d'une unité pilote de retraitement à la Corée du Sud, mais cette transaction a récemment été bloquée par Washington, qui a exercé de fortes pressions sur Séoul.

## Chine

## LORS D'UNE VISITE A L'UNIVERSITÉ TSINGHUA La campagne contre le « partisan » non repent du « capitalisme » a été expliquée à M. Nixon

De notre correspondant

Pékin. — M. Nixon a fait une plongée, mercredi matin 25 février, dans les profondeurs de la politique intérieure chinoise. Il a été reçu par le président du comité révolutionnaire de l'université Tsinghua de Pékin, M. Che Tsuen. L'exposé qu'il a entendu sur le débat en cours était d'une rare précision.

M. Che Tsuen a en effet déclaré que les personnalités telles que le ministre de l'éducation, critiqués de l'extérieur, jouaient un rôle de soutien de certaines personnes au sein du comité central du parti. Il a spécifiquement souligné le rôle de « celui qui, partisan du capitalisme, soutient la révolution culturelle et n'a pas encore corrigé ses erreurs ». Dans le débat actuel, a-t-il ajouté, nous critiquons ce rôle. Nous ne pouvons pas corriger ses fautes. Certains, au début, ont craint des désordres à l'occasion de ce débat, mais on peut voir maintenant que les gens sont très disciplinés, très rationnels.

« Combien de temps va durer ce débat ? a demandé M. Nixon. Difficile à dire, il se poursuivra en tout cas en plein essor en ce moment ».

Le ministre des affaires étrangères, M. Chiao Kuan-hua, assistait à l'entretien, et sa présence, très officielle, aux côtés de M. Nixon, donne du poids à ces accusations lancées contre un haut personnage du régime. Rarément, crise a évolué avec une telle rapidité à Pékin, et la visite de M. Nixon à l'université de Tsinghua, où l'accompagnement de nombreux journalistes étrangers, a manifestement été utilisée pour franchir un degré supplémentaire dans l'escalade de la critique entamée depuis deux semaines contre des personnalités encore anonymes, mais de plus en plus reconnues.

M. Nixon a quelques difficultés à se retrouver entre les thèses de la révolution prolétarienne et les thèses révisionnistes. Devant les dazibao affichés dans une petite cour de l'université, l'interprète lui traduit :

« Ils disent qu'il ne faut pas accorder de mettre la technologie au poste de commandement ».

« Qui dit cela, demande M. Nixon. Les membres du parti ? »

« Ah ! Ils sont pour la technologie ».

« Nous ne sommes pas contre la technologie, mais nous insistons pour que la politique soit au poste de commandement ».

« C'est un dialogue où il est ques-

tion de « ligne prolétarienne », de « ligne bourgeoise », notions dont on conçoit qu'elles ne soient rien moins que familières à l'ancien président de la plus grande puissance capitaliste. M. Nixon a-t-il appris sa leçon ?

Toujours est-il que ses hôtes n'ont pas grand-chose à redire à la manière dont il résume le débat : « En somme, dit-il, la politique sans la technologie ne peut être source de progrès ; mais la technologie sans la politique signifie le progrès dans de mauvaises directions ».

L'homme du Watergate se débrouille en définitive assez bien. Jamais il ne pose de questions indiscrètes ni ne demande qu'on lui cite un mot précis. Il annonce qu'il a ceux qui l'interrogent à son retour il répète ce qu'on lui a dit sans se risquer à des interprétations personnelles. Tout au plus cite-t-il quelques mots que lui a dit, si l'on comprend bien, le président Mao, selon qui, il est bon que les contradictions s'expriment, car cela permet d'éliminer ce qui est mauvais.

Les journaux muraux montrés à l'ancien président sont très récents, nouveaux rapports à ceux que nous avions vus la semaine dernière. Les accusations sont plus précises. Un des textes reproche par exemple aux responsables au sein du parti engagés dans la voie du capitalisme « d'avoir voulu « réorganiser les équipes dirigeantes », y compris dans l'armée et dans le parti.

ALAIN JACOB.

● RECTIFICATIF. — C'est par erreur que la dernière phrase de l'article d'Alain Jacob sur la campagne contre le « révisionnisme » en Chine (le Monde du 25 février) a été publiée sur le mode interrogatif. Il fallait lire : « Les tenants de la pureté idéologique ne veulent pas laisser à leurs adversaires l'opportunité des préoccupations d'ordre économique ».

● La Chine n'a pas autorisé, pour la première fois, cette année, les membres du personnel de l'ambassade soviétique à Pékin à aller honorer la mémoire de leurs compatriotes tombés dans des villes de Chine du Nord pendant la seconde guerre mondiale. Ce refus des autorités chinoises est interprété comme un raidissement vis-à-vis de l'Union soviétique au moment de l'ouverture, à Moscou, du XXV<sup>e</sup> congrès du P.C. — (A.F.P.)

## A TRAVERS LE MONDE

### Bolivie

● LES AUTORITÉS ONT FERMÉ le 24 février une troisième université, celle de San Simon de Cochabamba. Les étudiants boliviens, appuyés par les mineurs, réclament une démocratisation du système éducatif. Le gouvernement a déjà fermé, ces derniers jours, les établissements universitaires de La Paz, et l'université de Potosí.

### Bresil

● CINQ PARLEMENTAIRES ONT ÉTÉ ARRÊTÉS au Brésil en compagnie de quinze autres personnes les 21 et 22 février, à Aracaju, capitale de l'Etat de Sergipe, dans le nord-est du pays. Les cinq parlementaires sont membres du Mouvement démocratique brésilien, le seul parti d'opposition légale. Aucune explication n'a été donnée à cette mesure. — (A.F.P.)

● DEUX GÉOLOGUES D'UN service officiel ont été tués récemment dans un embuscade tendue par des Indiens le long de la route transamazonienne, entre Itahuba et Altamira. Un troisième est porté disparu, un quatrième a réussi à s'échapper. Les géologues faisaient partie d'une équipe de la Compagnie de recherche des ressources minières. — (A.F.P.)

### Chili

● UNE FUSILLADE ENTRE FORCES DE L'ORDRE ET EXTREMISTES DE GAUCHE, le 24 février à Santiago, a provoqué la mort de trois militaires du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), d'un soldat et d'une jeune fille, ont annoncé les autorités militaires. — (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.I.)

### République d'Irlande

● UNE QUINZAINE DE MEMBRES DE L'IRA PROVISOIRE ont été arrêtés mardi 24 février à Dublin. Parmi eux figure M. Brendan Magill, ancien responsable pour la Grande-Bretagne du Sinn Féin provisoire, l'organe politique des « provos ».

### Thaïlande

● LES REFUGIÉS INDOCHINOIS EN THAÏLANDE sont désormais au nombre de 67 500 contre 61 500 il y a trois mois, indique le ministère de l'intérieur. La grande majorité de ces réfugiés est originaire du Laos (plus de 57 000). Les Cambodgiens sont 9 800, les autres réfugiés sont des Vietnamiens. — (A.P.)

## TRECA ÉPÉDA SIMMONS

Les 3 grands noms de la literie exposent leur gamme complète chez :

CAPELOU

DISTRIBUTEUR LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE

EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE 37, AVENUE DE LA REPUBLIQUE PARIS XI<sup>e</sup> TEL. 357.46.35 Métro : Parmentier

## La France

La France... (Texte de la page 7)

## CHARLEMAGNE

le premier grand livre sur l'homme et son époque

Si tous les livres d'histoire de la France de cette façon, on ne lirait que des livres de la façon de la France... (Texte de la page 7)

LENTILLES DE CONTACT parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux... (Texte de la page 7)

مكتبة من الأصل



# La France vue par ses voisins

(Suite de la première page.)

Même le donneur de leçons, ils le supportent. Et quel Français ne l'est pas ? Dans ce pays, l'exotisme est pour lui, une nuance, le piment de la transposition temporaire, le zeste de dépaysement qui donne le goût du voyage. Cette langue en somme n'est-elle pas du français où les g, les o, les t, auraient été jetés à la volée ? Voir les baragouinages avec les marchands à la sauvette.

A demeure — pour enrichir le tableau — la « colonie française », si bien nommée. Combien de ses membres vivent en ghetto, sans contacts avec « les natifs » ? Dans leur séjour à Rome, combien de pensionnaires de la villa Médici, sauf les ar-

chitectes, souhaitent se faire des amis italiens ? Et combien d'étrangers de l'École d'archéologie ne sortent un instant de la latinité que pour y retourner s'y réjouir ?

Pour bien des Français, sinon pour tous, l'Italie apporte un alibi : le frisson artistique, la « bienfaisance », Cicerone, vécu sur le terrain, et la béatitude de contempler in vivo « l'état où était la France sous la IV<sup>e</sup> République ». C'est un miroir un de plus, — où le Français se trouve beau.

On développerait aisément le croquis, et plus cruellement. A quel bout ? Sûrement se fatigue un jour de remonter le rocher des « connaissances » françaises sur l'Italie.

## La France sans les Français

Cette identification quotidienne, immédiate, de la France avec les Français, qu'ils soient ou non de passage, elle en masque une autre qui tient à la fois de l'expérience historique et de la pure construction de l'esprit.

### LES « FRANCISANTS » ITALIENS

L'Université italienne compte quelques-uns des plus remarquables « francisants » étrangers : Giovanni Macchia, à Rome, Franco Simone à Turin, et tant d'autres dont les travaux originaux, parfaitement méconnus en France même, ont fait des spécialistes, contribuant largement à la critique des textes et de leurs sources. C'est par exemple à Bari, chez l'éditeur Laterza, que le professeur Macchia a publié, voilà quelques années, la plus exacte édition de « Voyage en Italie » de Montesquieu. Ou à Parme, que l'éditeur Franco-Maria Ricci sort une reproduction minutieuse de l'« Encyclopédie ».

Mais quels étudiants les suivent ? Comme ailleurs, et plus qu'ailleurs, en raison de la politique culturelle française, les lycéens s'orientent vers l'anglais. Et la connaissance du français est de plus en plus le privilège d'un âge.

commence... Rien dont rende compte la phraseologie des fins de banquet.

Une affaire où la dialectique des sentiments l'emporte à la fin sur le calcul politique. Quelque chose de viscéral qui ne s'éroque pas avec l'indifférence clinique d'un diplomate polissant son premier bilan d'idées générales à l'usage des salons parisiens, quand il lui advient de se griser le successeur de Stendhal, consul de France à Civitavecchia.

Que sont-ils donc venus demander à la France hier et aujourd'hui, nous ces Italiens qui ne se contentent pas de jouer avec une idée ?

Mazzini, le petit prêtre, on sait ce qu'il est devenu dans l'histoire de France. Mais son compatriote des Abruzzes, Marco Pannella, condottiere de l'idée libérale, c'est à Paris que, vers 1960, Louis Lecoln lui a appris à mener une campagne pour les libertés civiles, ce qui n'est pas demeuré sans effet au cours des dernières années.

Entre tant d'autres, d'Annunzio, Marinetti, Modigliani, qu'étaient-ils, non pas de la France, mais de Paris ? En quoi leur démarche différait-elle de celle de Maria Antonietta Macciocchi, trouvant à l'université de Vincennes et chez un éditeur français la chance de parler de Gramsci et

du fascisme comme elle l'entendait ? L'Italie la lui avait refusée.

Piero Sraffa a prophétisé à Cambridge des théories nouvelles d'économie politique, mais c'est Paris qu'il choisit. Italo Calvino, Ales de Cespèdes, Giancarlo Marini, comme lieu de leur établissement.

Plus que l'anti-Rome, Paris c'est la non-Rome. D'abord une capitale à l'échelle européenne où n'importe où, que ce soit pour attirer ou pour repousser, ce qu'elle a de spécifiquement français. Paris conserve quelque chose de la vivante réalité que furent Florence, Milan ou Turin, mais jamais Rome. Quand les Français y entrent, c'est, sous les habits de la mythologie papale, une bourgeoisie de campagne. Il y a peu de changements.

Cholair Paris, c'est choisir un lieu où tout peut-être ne se résout pas, comme à Rome, dans les mystifications du sentiment. Le lieu d'un projet politique possible, d'une certaine rationalité de l'action. Lien où le temps est plein, quand, à Rome, il est torride, paré. Où la pensée s'articule, se structure, quand à Rome, elle se dilue et débouche sur le désordre : « Chi te lo fa fare ? » Oh elle s'élève par la critique, quand, à Rome, elle avorte sur une boutade. Reste à savoir, bien sûr, si Paris alors n'est pas la capitale des mystifications de l'esprit.

### Désillusions

L'intelligentsia parisienne se flatte que l'étranger vienne lui demander une consécration. Elle joue bien ce rôle, où l'ami personnel et le snobisme intègrent de vraies découvertes et quelques fausses valeurs. Cette consécration n'est souvent qu'une critique une Italie idéalisée dans ce qu'elle a d'inauthentique.

Inversement, Paris et la France, comme repères de « valeurs universelles » ou non nationales, supportent une idéalisation qui laisse supposer. Ainsi la rue des étudiants italiens vers la Sorbonne en mai 1968. Ils avaient amorcé leur protestation un an avant : Trieste, Trieste, Fise, Turin, Milan... Il suffit que le quartier Latin se mette en fait à les suivre (sans le savoir, certes), pour acquiescer aussitôt à leurs yeux une

antériorité tout à fait abusive, du moins au regard de la chronologie. Comme si un mouvement global de libération surgissait de Paris, encore une fois. Et ces étudiants en voulant à de Gaulle de leur « voler », en somme, « leur révolution française ».

Cette sorte d'attente ne procède ni de l'attente pure ni de l'espérance idéologique : elle marque, elle supporte une très profonde désillusion sur l'Italie, sur ce qu'elle est, ce qu'elle peut, ce qu'elle n'est pas, n'offre pas. Tout est motif à déshonneur.

Indéniablement, la désillusion sur la France intervient ; elle redouble le choc premier. Tout nourrit alors un perpétuel dépit. Envis ? Non, déception : on s'était donc trompé en identifiant « la France » et « les Français » à tels

idéaux politiques ou intellectuels.

« Sono comme noi, ils sont comme nous, mais savent mieux donner le change : vaincus dans la guerre, ils sont parvenus à compter sur les vainqueurs. Aussi, mais lotis que les nôtres, leurs agriculteurs nous écrasent, leurs vitiiculteurs nous briment. »

En tiers intervient implicitement l'Allemagne. Son dossier n'est pas moins chargé de guerres et d'arrogance. Mais elle est conçue comme la donnée d'une équation purement politique ou comme le critère des différences qui justifient l'orgueil.

La France, elle, sert de barème aux rêves d'identité idéale. Elle est souvent « tout ce que l'Italie aurait pu être ou faire si... Si elle avait une bonne administration, et elle avait eu un de Gaulle, à condition qu'il ne fût pas général ni musclé... »

D'où ces fantastiques erreurs d'valuation commises depuis vingt ans sur de Gaulle, la nature de son régime, sur le personnel politique français. On a vu la réalité propre de la France décomposée par les prismes d'une « autre France » rêvée pour servir de référence à une « autre Italie » qui lui aurait ressemblé.

Ce n'est sûrement pas faute d'informations : la presse italienne en déborda. Mais cette référence française oriente les choix politiques et intellectuels : la culture, la connaissance de la langue de France, ont très longtemps caractérisé les esprits « italiens ».

Liés aux « collectivités locales » et « naturelles », les catholiques sont peu portés à s'ouvrir vraiment sur l'étranger. Maritain et Mounier leur ont servi de maîtres à penser à travers des traductions. Leur « catholicisme » est, en dépit de l'étymologie, une affirmation d'italianité.

Récusant l'assertion, les « laïques » ont une propension spontanée à chercher en France des modèles « illuminés » pour leur inspiration, et des lieux de débats. Hommes politiques, écrivains, grands couturiers, rien ne les décourage d'espérer qu'à défaut de leur patrie, c'est en cette ville — Paris — qu'ils auront enfin écoutés avec sérieux. Nul Italien n'est — en dépit des échanges d'une courtoisie très raffinée — prophète en son pays, mais tout

créateur italien rêve d'être un jour prophète en France.

Leurs réciproques : Italiens et Français sont piégés dans un jeu de miroirs éclairés de la pure passion, mais où ne s'échangent, entre les individus et les mentalités collectives, que des images virtuelles.

En Italie, on ne désespère jamais d'être « compris » par la France, tout en alignant sur le boulier les marques de méconnaissance radicale que produi-

### UNE SITUATION PARADOXALE ?

Supposons que le gouvernement italien soit transféré à Paris du palais du Luxembourg et de la rue de Tournon, et d'une main du belvédère de Boulogne, que des citoyens italiens lui auraient légués par héritage. Que n'entendrait-on pas à Paris ? Telle est cependant la situation de la France à Rome. Elle possède l'escalier de la Trinité des Monts et l'église, la villa Médici, et la partie de la villa Borghese, dénommée « villa Strozzi-Pisa ».

Quelle que soit la valeur juridique des droits de propriété reconnus par le Conseil d'Etat italien, l'anachronisme de cet état de choses est pour le moins paradoxal. Et l'identité politique ne recommanderait-elle pas qu'il y soit mis fin définitivement ?

J. N.

guent les Français en pure ingénuité. Il y a, certes, des amis qui sont attentifs. Tirant quelque fatuité de leur solitude, ils douillent des leçons, eux aussi, à leur façon, et leur « autre Italie » n'est pas moins illusoire, si elle est plus aimée que celle des marchands de fromage ou de télévision en couleurs.

JACQUES NOBECOURT.

Prochain article :

MADRID :  
UNE CERTAINE SÉRÉNITÉ

## CHARLEMAGNE le premier grand livre sur l'homme et son époque



CHARLEMAGNE  
par J. Delperrié de Bayac  
336 p. + 8 p. hors-texte. 40 F

« Si tous les livres d'histoire étaient écrits de cette façon, on ne lirait que des livres d'histoire. »  
Alain Pétit Radio-France

« Tenter de faire revivre un empereur estompé dans la nuit médiévale (...), c'est une gageure. La voilà réussie, et remarquablement. »  
Humanité-Dimanche

« Jacques Delperrié de Bayac a réussi un exploit : rendre un peu plus clair, pour un large public, ces temps obscurs... »  
Jean Prasteau Le Figaro

JO Clattès

## LENTILLES DE CONTACT : parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes, montrez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou miniflexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :



YSOPTIC  
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS  
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants  
français et étrangers sur demande.

## 50% de réduction sur le billet de votre auto pendant 220 nuits au tarif bleu.

### SENS NORD/SUD

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
JANVIER																															
FEBVIER																															
MARS																															
AVRIL																															
MAI																															
JUIN																															
JUILLET																															
AOÛT																															
SEPTEMBRE																															

### SENS SUD/NORD

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
JANVIER																															
FEBVIER																															
MARS																															
AVRIL																															
MAI																															
JUIN																															
JUILLET																															
AOÛT																															
SEPTEMBRE																															

■ TARIF BLEU - 50 % □ TARIF BLANC NORMAL ■ TARIF ROUGE + 50 %

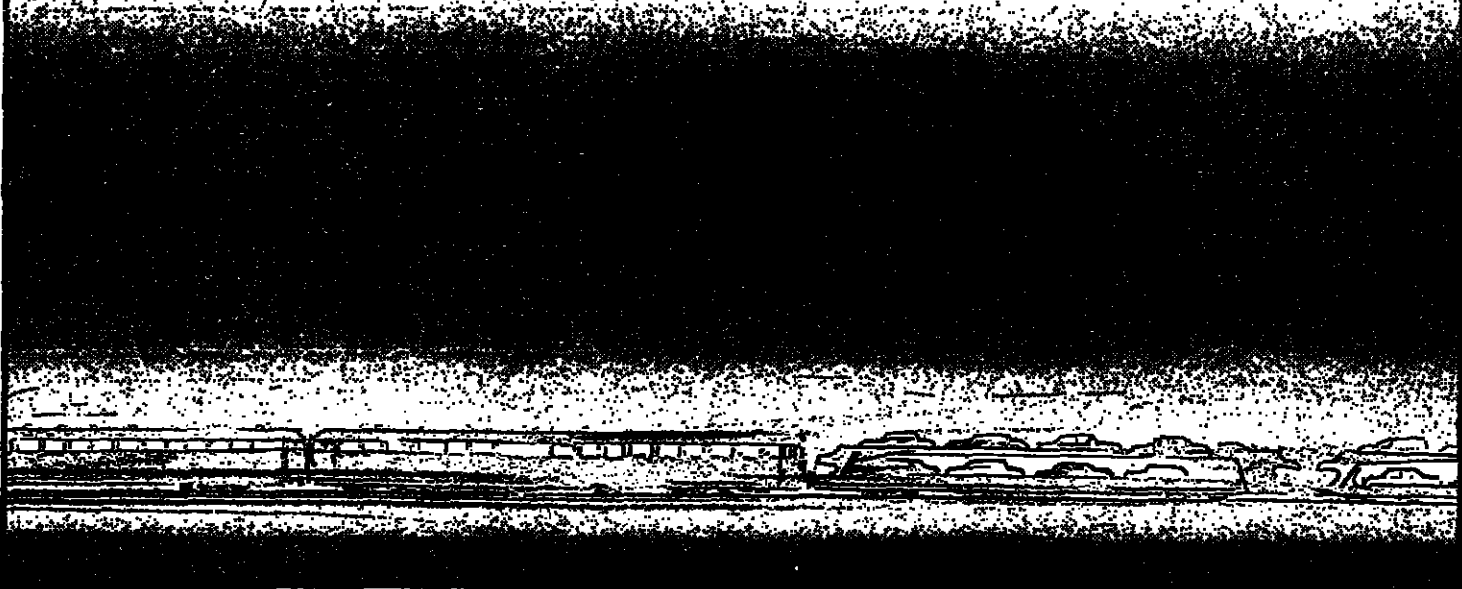
Regardez bien notre calendrier tarifaire tricolore. Car si vous avez la chance de pouvoir voyager en France en dehors des périodes d'affluence, vous profitez de tous les avantages des Trains Autos Couchettes en faisant une bonne affaire. Un exemple :

Sur Paris/St-Raphaël, prix du transport pour une automobile de taille moyenne (prix au 6/1/76) :  
dans le bleu 195 F. C'est le tarif réduit,  
dans le blanc 390 F. C'est le tarif normal,  
dans le rouge 585 F. C'est le tarif des fortes pointes.

Alors pensez bleu : pendant les deux tiers de l'année, il y a sûrement des dates qui vous conviennent. Renseignez-vous et réservez vos places dans les gares ou les agences de voyages. Et après quatre transports de la même automobile en un an sur les relations intérieures françaises, nous vous offrons pour elle, un bon pour un cinquième parcours simple, gratuit dans le bleu, demi-tarif dans le blanc.

Cette année essayez  
les Trains Autos Couchettes.

SNCF









## DÉFENSE

### La France envoie en océan Indien deux nouveaux escorteurs

AVANT LA REVUE NAVALE A NICE

#### La grogne des Toulonnais

De notre correspondant

Toulon. — La présence de la flotte française favorise-t-elle le tourisme ? C'est ce que l'on est en droit de se demander en apprenant la dernière décision de l'Elysée : le dimanche 11 juillet, M. Giscard d'Estaing passera la revue navale à Nice, alors que le conseil des ministres du mercredi 18 février avait décidé que cet événement aurait lieu à Toulon (le Monde du 19 février).

Toulon, port de guerre, dont la vie économique est étroitement liée à la marine, se voit déstabilisée pour cette revue au profit de Nice, capitale du tourisme et du carnaval. On assure, dans les sphères officielles, que la ville de Nice dispose, sur le front de mer, de plusieurs corniches d'où, éventuellement, des spectateurs pourront assister, de loin, au défilé des navires de guerre.

Le général de Gaulle et Georges Pompidou avaient, eux, ressenti ce que Toulon représentait pour la marine. Les deux chefs d'Etat avaient choisi la préfecture du Var comme cadre de leur

revue navale. L'Elysée, aujourd'hui, en décide autrement. On comprend d'autant moins cette décision à Toulon que, la semaine dernière, une importante réunion avait eu lieu à la préfecture du Var afin de décider des mesures à prendre pour la sécurité. D'autre part, le port de Toulon accueille, cette année, une escadre de la Méditerranée considérablement renforcée sur l'ordre même du président de la République.

En choisissant Nice, dont le maire, M. Jacques Médecin, est aussi le secrétaire d'Etat au tourisme, de nombreux Toulonnais estiment que le chef de l'Etat a cédé à une passion. Il reste que cette décision suscite la grogne dans la préfecture du Var : les marins, les anciens marins, les ouvriers de l'arsenal, tous ceux qui vivent de la marine, c'est-à-dire la majorité de la population de Toulon, ressentent ce choix comme un affront.

CHARLES GALFRÉ.

La France va envoyer en océan Indien deux nouveaux escorteurs de guerre : l'escorteur d'escadre lance-missiles *Doudart-de-Lagréde* et l'escorteur d'escadre lance-missiles *Doudart-de-Lagréde*. Le mois prochain, la marine nationale entreprendra dans cette région du monde jusqu'à dix-huit bâtiments de tous types.

Cette flotte de guerre, dont la composition devrait ensuite varier avec le départ de certaines unités et leur remplacement par d'autres, est momentanément plus importante que les escadres américaine ou britannique en océan Indien, mais elle est sensiblement égale à la flotte soviétique, qui y détache en permanence des navires venus du Pacifique ou de la mer Noire.

L'avis-escorteur *Doudart-de-Lagréde* sera à Djibouti le jeudi 11 mars, après avoir transité par le canal de Suez, en provenance de Toulon. C'est le premier bâtiment de cette catégorie — environ 2.350 tonnes à pleine charge — à avoir été armé de missiles surface-surface Exocet, qui lui donnent une importante capacité de combat contre des navires de ligne adverses. Le *Doudart-de-Lagréde* doit remplacer, en océan Indien, le *Victor-Schœlcher*, qui entrera en service après le mois de juin prochain.

Déplacant environ 3.900 tonnes à pleine charge, l'escorteur

d'escadre *Doudart-de-Lagréde* doit, à son tour, remplacer le *Forbin*, qui accompagne le porte-hélicoptère *Jeanne-d'Arc*, en patrouille en océan Indien jusqu'à la fin du mois de mars. Le *Doudart-de-Lagréde* est équipé de missiles surface-air Tartar. Formant le groupe Amure, qui stationne depuis décembre dernier, la *Jeanne-d'Arc* et le *Forbin* doivent, en effet, quitter l'océan Indien et rentrer en France.

Réunie autour de son bâtiment de commandement la *Charente*, l'escadre française comprend des escorteurs d'escadre, des avisos-escorteurs, des navires de soutien logistique ou de ravitaillement, des patrouilleurs rapides lance-missiles et, depuis peu, deux sous-marins d'attaque classiques. A Djibouti, enfin, est basé un avion Breguet-Atlantique de lutte anti-sous-marine.

Les services de renseignements français ont observé à plusieurs reprises la présence, en océan Indien, de sous-marins soviétiques d'attaque à propulsion nucléaire, qui auraient fait un séjour prolongé aux côtés de croiseurs lance-missiles. Ils s'attendent, d'autre part, à l'apparition dans cette région du premier porte-avions soviétique, le *Kiev*, qui déplace 40.000 tonnes environ et qui achève actuellement ses essais. La présence du *Kiev* en océan Indien, avec à son bord des avions Yakovlev-36 d'escorte et d'atterrissage vertical, devrait donner à l'Union soviétique l'appui aérien qui lui fait actuellement défaut, en raison de l'incapacité de l'aéronavale soviétique à intervenir avec des appareils à longue distance.

### LA RÉORGANISATION ET L'ÉQUIPEMENT DE L'ARMÉE DE TERRE A L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE DÉFENSE

La réorganisation de l'armée de terre est à l'ordre du jour du conseil de défense que préside, jeudi 26 février, à l'Elysée, M. Valéry Giscard d'Estaing. Le chef de l'Etat, les principaux ministres interarmées et les chefs d'état-major devraient examiner, à cette occasion, les nouvelles structures de l'armée de terre, en cours d'élaboration depuis l'été dernier (« le Monde » du 30 juillet 1975), et la modernisation de l'équipement des forces terrestres.

Déjà, à la fin de l'année dernière, la réorganisation des grands commandements, opérationnels et territoriaux, de l'armée de terre a été décidée, au niveau des responsables de régions et de divisions militaires.

Une nouvelle étape de cette réforme est en cours et elle vise à faire disparaître, progressivement, la distinction entre les forces de manœuvre — actuellement cinq divisions de corps de bataille implantées en République fédérale d'Allemagne et dans l'est de la France — et les unités du territoire organisées pour des missions ponctuelles de défense et pour des tâches de maintien de l'ordre. Le projet du gouvernement est de réunir ces régiments du territoire en des divisions interarmées mieux équipées.

Il s'agit, en particulier, de revaloriser l'armement antiaérien et les transmissions de ces nouvelles unités et de leur permettre, grâce à une « motorisation » accrue, d'intervenir non seulement dans la protection des « points sensibles » du territoire national, mais aussi sur d'autres théâtres d'opérations, en appui ou non des forces de manœuvre. Ces nouvelles divisions d'infanterie sont composées, selon les cas, de trois ou quatre régiments d'infanterie, appuyés par des blindés légers et de l'artillerie.

À terme, la réorganisation projetée de l'armée de terre pourrait entraîner la mise sur pied d'une nouvelle formule de service national. Diverses études sont, de longue date, menées sur la possibilité de différer la durée des obligations militaires selon le type des forces dans lesquelles sont affectés les jeunes du contingent. Les régiments d'infanterie, qui donnent naissance aux nouvelles divisions interarmées, sont des unités renforcées à la mobilisation, et le temps de service pourrait y être étendu de celui des forces de manœuvre, pour l'appel et l'entraînement.

● Précision. — M. Pierre-Christian Thillinger nous demande de préciser que ses propositions de réforme du service national (le Monde du 24 février) ont figuré dans un entretien avec le Groupe de recherche pour une autre défense, avant sa nomination au gouvernement. Cet entretien représentait les grandes lignes d'un rapport présenté devant la commission des affaires étrangères et des forces armées du Sénat, en mai 1974, et communiqué alors au gouvernement sur la politique de défense et le service national.

# MEL

#### CHEF DE DÉPARTEMENT COMMERCIAL

110/120.000 F.  
Distribution automobile.  
PARIS

Un groupe spécialisé dans la distribution de véhicules (voitures de tourisme et camions) d'une grande marque internationale et la vente de biens d'équipement par l'intermédiaire de plusieurs filiales installées en Afrique francophone recherche le chef de son département "auto". Dépendant de la direction générale, il sera responsable des relations avec les délégués commerciaux de la marque (études de marché, choix des matériels, concurrence, actions promotionnelles, etc.), contrôlera et assistera les directeurs de filiales pour ce qui concerne la politique commerciale (prix de vente, respect des objectifs, organisation du réseau, formation des équipes de vente) et assurera personnellement certaines négociations commerciales avec des sociétés françaises implantées en Afrique. Agé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, il aura impérativement l'expérience de l'automobile et du poids lourd acquis en tant que responsable de secteurs de vente aussi bien en France qu'à l'étranger et de préférence en Afrique. La fonction implique des déplacements de durée moyenne et assez fréquents en Afrique. Ecrire à Y. Blanchon, réf. B.3.204.

#### CHEF DU PERSONNEL

80/100.000 F.  
ELECTRONIQUE  
CAEN

Filiale d'un groupe multinational largement diversifié, une société française (720 personnes, chiffre d'affaires 100 millions de francs) spécialisée dans la conception, la production et la commercialisation de postes de radio dont elle exporte une forte proportion, recherche son Chef du Personnel. Rattaché à la direction générale et participant à l'élaboration de la politique salariale et sociale, il sera responsable de son application. Il dirigera le service du personnel, gèrera les programmes de formation et assurera les relations permanentes avec les représentants du personnel. Le candidat retenu, âgé de 35 ans au moins et de formation supérieure aura assumé pendant plusieurs années des responsabilités comparables dans une entreprise industrielle employant de préférence une majorité de personnel féminin. Il existe à Caen de bonnes facilités de logement. Ecrire à P. Vinet, réf. B.3.764.

Pour chacun de ces postes, adresser un bref curriculum vitae à Paris en spécifiant bien la référence. Aucune information ne sera transmise à quiconque sans autorisation expresse des candidats donnée au cours d'un entretien personnel avec le consultant.

AUSTRALIE - IRLANDE - AMERIQUE DU SUD - GRANDE-BRETAGNE - ALLEMAGNE - FRANCE - ITALIE - SUISSE - BELGIQUE - AFRIQUE DU SUD - CANADA

73, Bd HAUSSMANN 75008 PARIS. Tél. 285-37-00  
11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON. Tél. (78) 62-08-33



## la TUNISIE

### "à la carte"

à des prix  
sans concurrence et  
... sans surprise

Quel que soit votre budget "vacances", quel que soit le temps dont vous disposez, REPUBLIQUE TOURS vous permet de partir librement à la découverte de la Tunisie en choisissant le moment de votre départ, la durée de votre séjour et la catégorie de votre hôtel.

#### 3 formules au choix

ainsi qu'une grande gamme de séjours.

<b>WEEK-END</b> (deux nuits de Tunis ou Hammamet) à partir de <b>695 F</b>	<b>MINI-SEMAINE</b> (4 ou 5 jours) à partir de <b>795 F</b>	<b>SEMAINE</b> hôtel Ezzahra **** à partir de <b>1110 F</b>
--	---	---

Prix comprenant : Voyage Paris/Tunis/Paris  
Logement, petit déjeuner, 1/2 pension, assistance.  
En collaboration avec l'Office National du Tourisme Tunisien.

Appellez votre Agent de voyages ou  
**REPUBLIQUE TOURS**  
Tél. 355.39.30

#### DEMANDE DE DOCUMENTATION

NOM \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
REPUBLIQUE TOURS - 61, rue de Maîté  
75641 PARIS Cedex 11

## Voyager en Extrême-Orient me paraissait compliqué, KLM m'a prouvé le contraire.



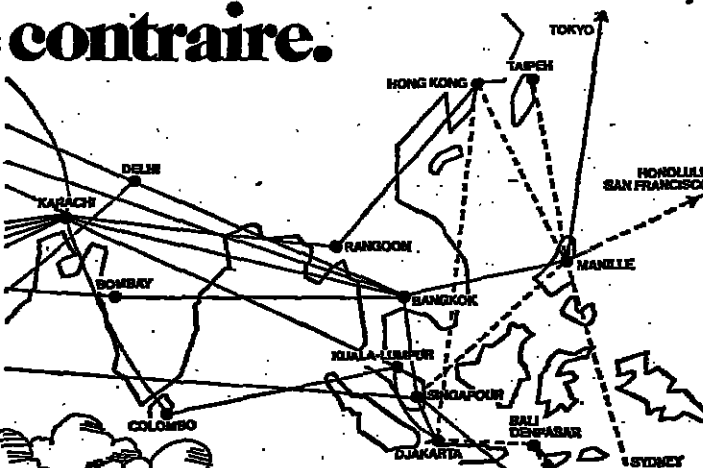
Bangkok, Djakarta, Bali, c'est loin, et la première fois, j'ai éprouvé, je l'avoue, un peu d'appréhension. Grâce à KLM, ce fut un véritable plaisir.

Car depuis 50 ans que KLM dessert ces destinations, elle en est vraiment la spécialiste. Avec tous les avantages qui simplifient un voyage : des vols fréquents, des horaires intéressants, des correspondances plus pratiques en liaison avec ses compagnies associées Garuda Indonesian Airways et Philippines Airlines.

Avant de partir pour un voyage d'affaires ou simplement en vacances, consultez votre Agent de voyages. Et ne soyez pas surpris si, justement, il vous conseille KLM.

KLM - 36 bis avenue de l'Opéra, 75002 Paris.  
Tél. 742.57.29 - Bureaux à Lille, Lyon, Nice.

Sérieux et gentillesse : une tradition hollandaise.



GSCX



# ÉDUCATION

## Une réflexion des établissements d'enseignement catholique

### Suggestions pour une école heureuse

Le secrétariat général de l'enseignement catholique vient de publier, dans la revue *Enseignement catholique*, un texte qui devrait déclencher beaucoup de discussions dans les établissements scolaires catholiques. Le texte, intitulé « Propositions de recherche de vérité », a été rédigé par la Commission nationale de pédagogie et adopté par le Comité national de l'enseignement catholique par 31 voix pour et 3 abstentions. Il s'adresse aux chefs d'établissements, aux professeurs, aux parents, aux élèves des établissements. Cinq questions essentielles y sont posées : Est-ce que les établissements catholiques contribuent à plus de justice ? Permettent-ils l'expression et l'éducation de la liberté ? Sont-ils ouverts sur la vie ? Favorisent-ils les nouvelles relations ? Donnent-ils aux jeunes un sens à leur vie ?

Lors du congrès de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), en mai dernier à Strasbourg, puis lors des « florales pédagogiques » au mois de juillet suivant, le secrétariat général de l'enseignement catholique a évolué. Mais dans ce document, c'est une critique en profondeur qu'il entreprend. Il condamne les établissements « boîtes à sous », les écoles-convents... Nul n'est épargné. Chaque chef d'établissement doit se sentir au moins une fois concerné en lisant le document. De façon à attirer la portée des critiques, le secrétariat général a rédigé le document sous forme de questions-réponses. Les questions démontrent, les réponses

Nous publions ci-dessous quelques extraits du texte relatif aux cinq questions essentielles qui sont posées :

#### Plus de justice

« Une école est-elle juste lorsque les éducateurs et les parents y perçoivent, par consentement, cette forme déformée de pédagogie de « soutien » qu'est le système dit des « petits cours » ou des cours particuliers payants dont seuls bénéficient les élèves des familles aisées ; lorsque la démarche avec laquelle certains des enseignants sont conduits à compenser la dégradation matérielle de leur profession par un jeu excessif d'heures supplémentaires qui risquent de nuire à la qualité de leur action éducative et réduisent les possibilités de postes susceptibles d'être offerts à des jeunes enseignants en recherche d'emploi ? lorsque la préoccupation de maintenir une renommée fondée trop exclusivement sur le bilan quantitatif des résultats scolaires devient tellement prédominante qu'elle préjuge dans la vie sociale, par le jeu de la compétition, et au-delà d'une émulation normale, la domination des plus forts ? »

Le secrétariat général de l'enseignement catholique, dans ce document, part en guerre contre les chefs d'établissement plus préoccupés de rentabilité que de pédagogie. L'école idéale qu'il suggère doit ouvrir largement ses portes aux enfants de familles modestes, aux enfants d'immigrés et aux jeunes handicapés. Elle s'efforce de réduire les inégalités d'origine sociale, est attentive aux situations individuelles des élèves lors des conseils de classe et refuse des « sélections inéquitables ». « Une école contribue à plus de justice lorsque les adultes et les jeunes font tout pour éviter que certaines classes (classes de transition, de perfectionnement) soient marginalisées, voire méprisées... »

#### Éducation de la liberté

« Plus que tout autre, une école privée catholique doit chercher à devenir, au regard des jeunes, éducatrice et témoin de la liberté, d'une liberté qui ne se confond pas avec la recherche individualiste de libérations superficielles, mais comporte pour le chrétien une dimension communautaire et spirituelle essentielle... Après la lecture du document, il devrait en être fini des « écoles-casernes », des écoles où l'élève est considéré comme un mineur qu'il faut

suggérer... Le document n'en confirme pas moins la réelle volonté du secrétariat général de dépasser les établissements catholiques.

Faut-il s'attendre, après la parution de ce texte, à un changement radical dans les établissements ? Le secrétariat général ne semble pas trop se faire d'illusions. Il souhaite simplement que ce qui est écrit ne soit pas considéré comme « des vœux pieux », mais « comme une invitation à progresser... ». « C'est avant tout un appel », le texte « propose à chaque école de choisir, parmi l'ensemble des suggestions, telle ou telle, qu'elle pourrait mettre en œuvre et qui lui permettrait d'aller beaucoup plus avant, selon sa propre situation, sa propre intuition et ses propres voies ».

On peut se demander pourquoi le secrétariat général aujourd'hui un tel document. Peut-être tout simplement parce qu'il réalise que l'enseignement catholique veut vivre et lui-même sort de l'enlisement auquel il succombe progressivement. Et qu'il lui faut proposer autre chose qu'une pâle copie de l'enseignement public.

On remarque qu'il n'est pas question dans ce document de l'enseignement public, sauf pour réaffirmer que l'enseignement catholique ne veut pas chercher à lui faire concurrence. On ne parle pas non plus des rapports de l'enseignement catholique avec l'Église. Ainsi, deux importants points d'appui institutionnels sont absents de la réflexion, comme s'ils n'existaient pas d'influence sur la pédagogie. — C. C.

#### Un sens à la vie

« Une école permet-elle aux jeunes de donner un sens à leur vie lorsque la préparation aux examens devient son objectif unique, et que sa seule liberté est d'être recherchée parce qu'on y « réussit bien » ? lorsque la philosophie qui sous-tend l'enseignement fait de la réussite professionnelle une fin en soi, et qu'elle exerce en fait l'ambition et l'individualisme ? »

La vocation d'une école catholique est plutôt, lit-on toujours dans le document, d'amener les jeunes à « redécouvrir des valeurs que la civilisation estompée aujourd'hui après les avoir exaltées : le sens du sacré, celui de la prière, du renouvellement, la formation de la personnalité, le sens de l'effort et de la persévérance, l'apprentissage de la vie en société, l'amour, le sens des autres et le désintéressement, la tolérance à l'acceptation des contraintes... »

#### Favoriser les relations

Le secrétariat général de l'enseignement catholique propose de « dramatiser » l'école. Pour avoir des élèves heureux il faut des enseignants heureux et l'école doit permettre de « retrouver le sens du rire, de l'humour, de la détente... ». « Une école favorise les relations lorsqu'elle préfigure l'initiative des élèves à leur assidue, passive ; lorsqu'elle ne se contente pas de l'assimilation des programmes, mais sait les convertir en projets à réaliser et répondre aux attentes des jeunes ; lorsque les éducateurs ne limitent pas leur présence

## LA FNEF S'INQUIÈTE DE LA RÉFORME DU DEUXIÈME CYCLE UNIVERSITAIRE

Le comité directeur de la Fédération nationale des étudiants de France (FNEF), de tendance modérée, qui vient d'être réélu à Paris, a décidé que ce mouvement ne présenterait pas de liste pour le renouvellement du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER), qui doit avoir lieu au mois de mars. Il proteste contre la réduction du nombre de sièges attribués aux étudiants dans les conseils d'université par l'application de la règle du « quorum ». D'autre part, la FNEF estime que le CNESER « s'est transformé en tribune politique pour certains et en chambre d'enregistrement pour le secrétaire d'État ». Elle « entend pas cautionner une politique qu'elle condamne ».

D'autre part, la FNEF s'inquiète des conséquences de la réforme du deuxième cycle. Elle « craint qu'un nouveau barrage soit instauré entre la licence et la maîtrise » et que le passage entre les sections soit fortement limité. Elle redoute, à la suite des déclarations de Mme Sauter-Selst, secrétaire d'État, la division de l'enseignement supérieur en « universités style grandes écoles, sélectives mais offrant des débouchés certains, et universités culturelles dépourvues ». La FNEF déclare s'opposer à une vision « rigide, élitiste, sélective » et « étroitement utilitaire » de l'enseignement supérieur, tout en regrettant que les universitaires soient majoritaires dans les « groupes d'études techniques » institués par le secrétariat d'État.

Les grèves s'étendent à Rennes. — Une assemblée générale d'étudiants en droit et sciences économiques de l'université de Haute-Bretagne (Rennes-II), réunissant près de mille étudiants, a décidé, par une majorité des deux tiers, mardi 24 février, une grève « reconductible » des cours et travaux pratiques. De leur côté, les étudiants en lettres de cet établissement sont en grève depuis vingt-trois jours pour protester contre la réforme du deuxième cycle universitaire. Les unités d'enseignement et de recherche scientifiques de l'université de Rennes-I sont touchées aussi par des grèves. Une manifestation commune est envisagée le jeudi 26 février. — (Corresp.)

# SOCIÉTÉ

## Conflit entre un prêtre et la municipalité à Tours

### « Une mesure politique »

De notre correspondant

Tours. — Peut-on exprimer des idées dans les cités-dortoirs ? Tel est le fond du problème posé par la polémique qui oppose M. Chassagne, adjoint au maire de Tours et député non inscrit d'Indre-et-Loire, à un jeune prêtre, Emmanuel Lafont.

L'affaire a débuté en juillet 1974 quand le Père Lafont, dont la paroisse comprend une cité H.L.M. au bord du Cher, décida, pour se rapprocher des habitants de ces H.L.M., d'y loger. Une demande fut déposée à cet effet, qui ne devait pas faire problème dans l'esprit du prêtre puisqu'un douzaine de communautés religieuses sont ainsi disséminées dans la plupart des grands ensembles de l'agglomération touraine. Mais le Père Lafont entendait occuper ce logement — un F5 — avec un groupe de jeunes chrétiens comprenant des paroissiens et des filles. De plus, aux dires de M. Chassagne, le prêtre et les jeunes gens professent des idées d'extrême gauche. Il y avait là deux raisons suffisantes pour que la commission municipale, à la demande de l'adjoint au maire, refuse le logement.

Des échanges de lettres et des démarches multiples devaient suivre cette décision. En mai 1975, M. Chassagne réitérait son refus par la lettre suivante :

« Votre lettre du 7 mai et les indications qu'elle contient ne font que confirmer mon opposition formelle à la location d'un appartement H.L.M. F5 à des fins de ministère d'évangélisation. Il faut que les choses soient claires entre nous. A vous d'évangéliser les personnes, à moi de les loger. Mais, lors d'une demande semblable dans le quartier des Fontaines, à laquelle j'ai eu la faiblesse de consentir, je me suis retrouvé devant un foyer de propagande politico-religieuse, plus politique que religieux, et que ne fait que mordre le main qui lui a rendu service. Instruit par l'expérience, je ne tiens pas à la renouveler. C'est pourquoi j'ai voulu signer personnellement la lettre de refus qui est, en fait, une mesure politique. »

Le « foyer de propagande politico-religieuse » du quartier des Fontaines, c'est un groupe de chrétiens réunis autour d'un prêtre qui, lui, ne vit pas la communauté et dont l'âge — il dépasse la soixantaine — pourrait le mettre théoriquement à l'abri des

accusations de gauchisme. Mais ces chrétiens ont pris, affirme M. Chassagne, la tête d'un mouvement de revendications des locataires de cette immense résidence sortie de terre en quelques années et où les logements ont précédé l'infrastructure commerciale et sociale ainsi que les communications.

Le Père Lafont ne se tint pas pour battu et tenta d'autres démarches, notamment auprès du maire de Tours, M. Jean Boyer, qui émit lui aussi un refus, mais en termes moins politiques que son adjoint.

C'est en désespoir de cause que le prêtre devint, dit-il, se décider à porter l'affaire à la connaissance du public à la fin du mois de janvier dernier. Ce que M. Chassagne, à quelques jours des élections cantonales, ne pouvait interpréter que comme une manœuvre électorale. D'autant plus que le parti communiste, ravi de l'oubli, donnait une large publicité à la lettre de M. Chassagne et la reproduisait dans un tract largement diffusé la semaine dernière à Tours. M. Chassagne n'hésite pas à le déclarer : « C'est la guerre. » Et il précise, s'appuyant sur la législation, qu'il n'a pas à « détourner des appartements » au profit des organisations politiques et confessionnelles. Celles-ci peuvent toujours, dit-il, s'installer dans les résidences privées ou louer à des prix parfois très élevés les locaux nécessaires.

Quant à la hiérarchie catholique, « elle estime qu'avec un peu plus de souplesse le Père Lafont aurait pu parvenir à ses fins sans affrontement, elle lui accorde son soutien et affirme que le prêtre n'a pas dépassé les limites de ses responsabilités tant en cherchant à se rapprocher plus intimement de la vie de ses paroissiens allant ainsi dans le sens des récentes directives du pape — qu'en portant sur la place publique ce qui est devenu son duel avec le bouillonnant adjoint au maire de Tours. »

CHRISTIAN ROSSIGNOL

Parce qu'une LANGUE ETRANGERE s'apprend sur place venez avec nous en

ANGLETERRE ECOSSE ETATS-UNIS ALLEMAGNE AUTRICHE-ESPAGNE

ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE 43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 526-63-49

pour une documentation complète et gratuite

à retourner à l'OSFB 43, rue de Provence 75009 Paris

(PUBLICITE)

Collège cévenol. — 43400 CHAMBRON-SUR-LIGNON

Altitude 1.000 mètres - Téléphone (71) 59-72-52

ÉTÉ 1976

Pour adultes : — 9 au 14 juillet : Atelier international de formation d'enseignants ; — 14 au 23 juillet : Université d'été ; — 24 au 30 juillet : Camp de travail international ; — 31 août : Cours international d'été (de la 8<sup>e</sup> à l'entrée en terminale) ; Pour des deux activités, les candidats peuvent être accompagnés de leur famille.

ANNÉE SCOLAIRE 1976-1977

Enseignement secondaire privé sous contrat de la 6<sup>e</sup> aux terminales pour jeunes gens et jeunes filles de France et de l'étranger. — Enseignement technique : Préparation aux baccalauréats G1 (techniques administratives) et G2 (techniques quantitatives de gestion). — Enseignement spécial du français aux étrangers. — Sports collectifs et individuels. Ateliers artistiques. Animation collective. Éducation de la personne dans un milieu international. Renseignements-inscriptions : M. le Directeur du COLLEGE CEVENOL 43400 CHAMBRON-SUR-LIGNON.

voitures d'occasion 3 JOURS EN OR jeudi 26, vendredi 27 et samedi 28 février

le plus grand choix de l'année Des véhicules toutes marques, tous modèles, toutes teintes, à tous les prix. chez votre concessionnaire Renault Le Crédit Grâce à la Diac, votre concessionnaire est à même de vous proposer des conditions de financement sur mesure. Il trouvera toujours une solution concrète à votre problème. N'hésitez pas à le consulter. La Garantie OR C'est une garantie totale de 3 à 6 mois, pièces et main-d'œuvre assurée par l'ensemble du réseau Renault, quel que soit le concessionnaire qui vous ait vendu le véhicule. Elle s'applique également aux véhicules de toutes les marques. Elle est concrétisée par un label et une carte de garantie. Une occasion Renault, c'est toujours une affaire sérieuse ! marché national de l'occasion

A LEVALL

AVANT ADOPTÉ ENFANTS DE DIEU... UN NOUVEAU RITUEL

La secte des « Enfants de Dieu », fondée par Jim Jones, a été reconnue comme une secte par le tribunal de Paris. Les membres de la secte ont été condamnés à des peines de prison pour avoir enlevé des enfants et les avoir placés dans des familles d'accueil. Les parents des enfants enlevés ont obtenu des dommages-intérêts. Le tribunal a également condamné Jim Jones à des peines de prison pour avoir enlevé des enfants et les avoir placés dans des familles d'accueil. Les parents des enfants enlevés ont obtenu des dommages-intérêts. Le tribunal a également condamné Jim Jones à des peines de prison pour avoir enlevé des enfants et les avoir placés dans des familles d'accueil. Les parents des enfants enlevés ont obtenu des dommages-intérêts.

PIERRE DE VOS.

ARMÉE

Le tribunal permanent des armées, de la VI<sup>e</sup> région, a condamné à des peines de vingt ans de prison quatre militaires pour avoir enlevé des enfants et les avoir placés dans des familles d'accueil. Les parents des enfants enlevés ont obtenu des dommages-intérêts. Le tribunal a également condamné Jim Jones à des peines de prison pour avoir enlevé des enfants et les avoir placés dans des familles d'accueil. Les parents des enfants enlevés ont obtenu des dommages-intérêts.

مكتبة من الأصل



HOTEL DU CARDINAL MARTY

Le cardinal Doepfner s'étonne de l'absence en France d'un conseil pastoral

Hôte du cardinal Marty, le cardinal Julius Doepfner, archevêque de Munich et président de la conférence épiscopale d'Allemagne fédérale, a séjourné dans la région parisienne du 19 au 22 février.

Le cardinal Doepfner s'est étonné que les paroisses ne soient plus au centre des préoccupations de l'Eglise de France et que le peuple semble être quelque peu laissé à lui-même. Il a trouvé curieux que l'on n'ait pas encore trouvé le moyen de constituer un conseil pastoral (1), comme son pays l'a fait depuis longtemps. Dans le diocèse de Munich, trois cents à quatre cents laïcs sont rémunérés pour accomplir des tâches ecclésiales. Il est vrai que l'Eglise d'Allemagne fédérale est beaucoup plus riche que celle de France. Elle vit d'impôts pratiquement obligatoires. Alors que, en France, on organise la pénurie et on vit plus de projets et d'idées que de réalisations.

D'autre part, le cardinal Doepfner, qui a visité le quartier de la Défense et les villes nouvelles de Créteil et d'Evry, s'est étonné de l'absence d'un conseil pastoral devant l'animation culturelle et religieuse de cette zone. En revanche, faisant allusion aux divers mouvements d'action catholique spécialisés par milieu, le cardinal a dit notamment :

« Vous avez l'air de découper les gens en rondelles ».

Commentant la visite du cardinal Doepfner, au cours d'une conférence de presse réunie le mardi 24 février, Mgr Marty a conclu : « En Allemagne et en France, les problèmes sont identiques, mais les solutions sont très différentes ».

Les quelques chiffres suivants donnent une idée de la situation respective des diocèses de Munich et de Paris : population : 2 980 000, contre 2 317 327 à Paris ; catholiques : 2 150 000, contre 2 040 000 ; nombre de baptêmes en 1975 : 1 531, contre 9 229 ; paroisses : 750, contre 97 ; prêtres séculiers : 1 519, contre 703 ; ordinations en 1975 : 22, contre 8 ; diacres : 13, contre 4 ; séminaristes : 69, contre 28. — H. F.

(1) Le conseil pastoral préconisé par Vatican II est composé d'un échantillon de prêtres et de laïcs d'un diocèse. En France, on s'est heurté au problème de la représentativité.

LISEZ

Le Monde des Philatélistes

A LEVALLOIS-PERRET : une vieille dame digne

Au quatrième étage, gauche, du 30 de la rue Chapal, à Levallois-Perret, Hélène Vernet, soixante-sept ans, attend la fin. Le 15 mars, selon toute vraisemblance, elle sera expulsée. Après vingt-cinq ans de procès, elle a cassé le combat. Au cours des douze derniers mois, elle a subi plusieurs crises cardiaques graves. Par deux fois, elle a tenté de mettre fin à ses jours.

Elle n'est pas victime d'un promoteur. Il ne s'agit pas de quelconque opération de « rénovation ». Mais seulement de l'exercice par le propriétaire de son « droit de reprise ». Depuis 1923, date à laquelle ses parents se sont installés dans l'immeuble, le loyer a été régulièrement payé. Ses parents, puis elle-même, y ont réalisé des travaux importants, qui seraient dû être pris en charge par le propriétaire. Ils ont à plusieurs reprises proposé d'acheter. Mais l'affaire leur échappa. L'appartement changea deux fois de mains. Rien n'obliga, dans le code civil, le bailleur à accorder une priorité d'achat à son locataire. Rien même ne l'oblige à informer ce dernier qu'il a vendu l'appartement à un tiers.

Pour Mme Vernet, ces murs et ces meubles sont sa vie. Ses enfants y sont nés et y ont été élevés. Ses parents y sont morts. Plus encore : c'est un dernier refuge contre l'agression d'un monde auquel ni ses parents ni elle-même, en dépit des épreuves qu'ils ont traversées, n'ont jamais voulu croire.

Sa mère, Madeleine Vernet, est citée dans l'Histoire du socialisme de Jacques Droz. Elle avait fondé en 1908 une sorte d'orphelinat modèle au château d'Espône, dans les Yvelines. C'est là que naquit Hélène. Elle y passa son enfance, dans une atmosphère d'œuvre de bienfaisance. Ruinée par la guerre, Madeleine Vernet perdit le contrôle de son orphelinat au profit de la C.G.T. La jeune fille vint alors vivre à Levallois, dans l'arrière-boutique humide de la librairie où ses parents s'étaient installés, au rez-de-chaussée de l'immeuble d'où elle doit aujourd'hui partir.

En 1929, Hélène possédait deux licences d'enseignement (mathématiques et allemand). « Révoquée par le système », raconte-t-elle, elle partit pour l'Allemagne, seule, à bicyclette. Elle y rencontra Einstein, à qui elle servit d'interprète lors d'une de ses premières conférences en France. Elle fit un doctorat d'histoire de l'art.

Rentrée à Paris, Hélène vécut avec un militant communiste. Il partit pour l'Union soviétique, la laissant avec ses trois enfants, dont le premier mourut à l'âge de cinq ans. La guerre venue, elle se rendit en Normandie, où sa mère avait gardé une maison de famille. Des parachutistes anglais y furent recueillis, tandis que l'appartement de Levallois, où son père, le socialiste Louis Tribler, était resté, servait de lieu de passage aux résistants français. La maison de famille s'écroula sous les bombardements de Rouen. Deux autres maisons, où Hélène et ses enfants s'étaient réfugiés, subirent le même sort, à quinze jours d'intervalle. Le château d'Espône fut aussi détruit.

Depuis la mort de sa mère, en 1949, rien n'a changé dans l'appartement de Levallois, sombre, froid, les murs couverts de livres. Son père y est mort en 1954. Hélène s'est mariée, quelques années plus tard, avec un Hongrois, rescapé de la révolution de 1956, de vingt ans plus jeune qu'elle. Il est mort d'un cancer en 1972.

OLIVIER POSTEL-VINAY.

A Namur

UN ANCIEN ADEPTE DES « ENFANTS DE DIEU » AURAIT ÉTÉ VICTIME D'UN MEURTRE RITUEL

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — L'enfant de Dieu a-t-il été victime d'un meurtre rituel ? Après la découverte, la semaine dernière, du corps de Michel Piersotte, au pied de la citadelle de Namur, la police belge n'est pas loin de ces conclusions, d'autant plus que, en décembre 1975, le squelette d'un ami de Michel Piersotte, Jean-Paul Meurisse, vingt ans, lui aussi membre de la secte des Enfants de Dieu, avait été trouvé, près de la citadelle de Dinant, à 30 kilomètres de Namur, et qu'à l'époque le dossier avait été classé.

Michel Piersotte, vingt et un ans, était — sa carte d'identité mentionnait sa double profession — « évangéliste ; artiste peintre ». Il avait appartenu à la secte, mais, selon ses parents, il l'avait quittée. Il préparait une exposition de ses œuvres d'une inspiration profondément religieuse. On le rencontrait souvent dans les milieux de drogués, mais, là aussi, ces derniers temps, il semblait avoir pris ses distances. Son corps a été retrouvé dans un jardin de la rue Notre-Dame. A première vue, il devait s'agir d'une mort naturelle : il n'y avait aucune trace de coups. Mais l'autopsie devait révéler qu'il avait les viscères complètement broyés. La police a alors conclu qu'il y avait eu meurtre et se souvint du meurtre de la citadelle de Dinant, ainsi que du cadavre momifié d'un jeune étranger découvert à Namur il y a quelques années.

L'hypothèse du meurtre rituel prit de l'ampleur quand les enquêteurs découvrirent des tracts distribués la semaine dernière dans la région par les Enfants de Dieu : « Seigneur, aide-nous à accepter d'être frappés et déçus, d'être pressés et broyés et d'être au supplice pour répandre la douceur ».

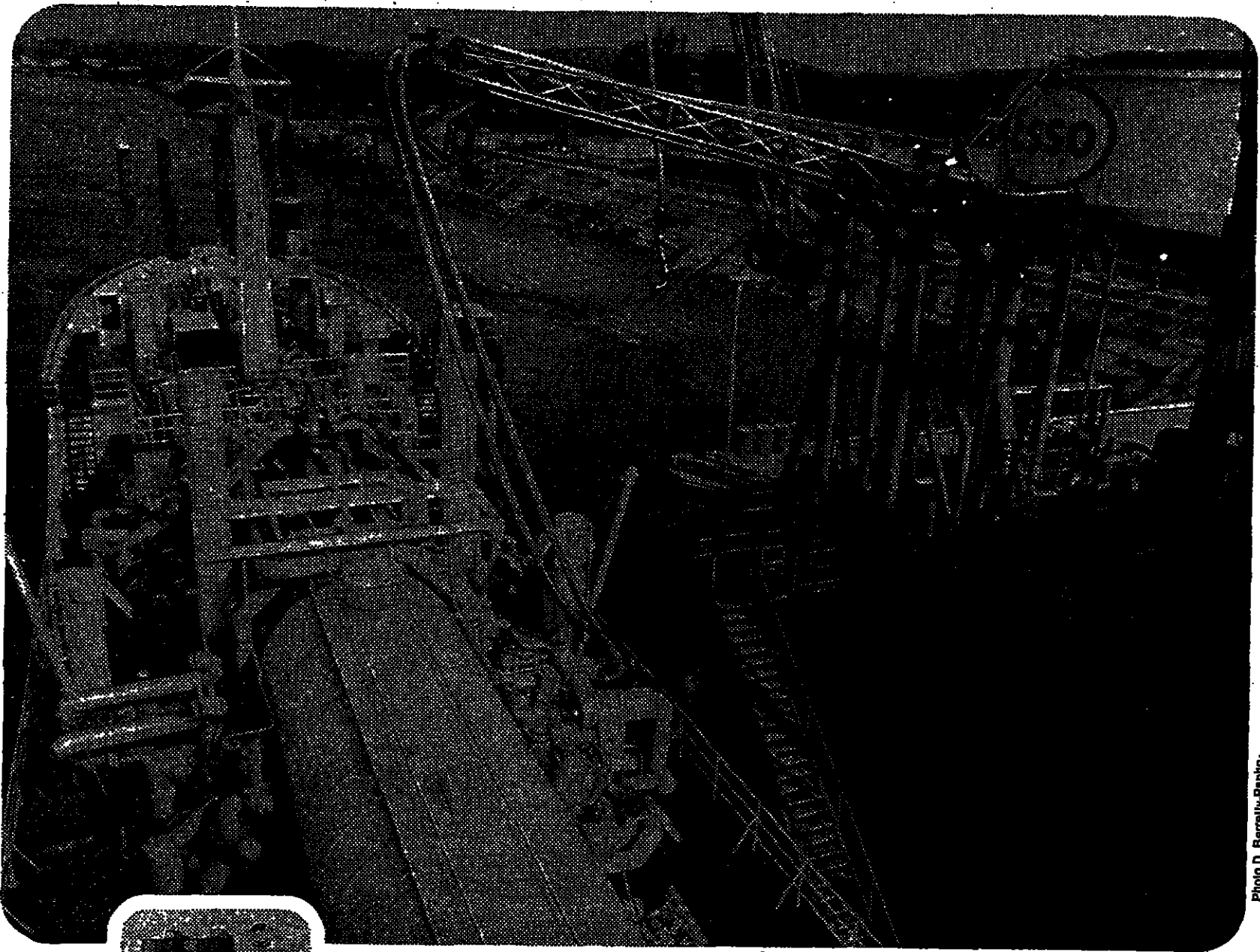
La police se demande si Michel Piersotte et son ami Jean-Paul Meurisse, et peut-être l'étranger, n'ont pas été « punis » parce qu'ils avaient abandonné les Enfants de Dieu.

La secte Jesus People, née en Californie en 1967, est dirigée par le « fondateur-prophète » David Brand Berg, surnommé « Moïse David ». Elle aurait entre trois mille et cinq mille adhérents dans quarante-deux pays du monde. Implantée en Belgique depuis cinq ans, elle a constitué des communautés dans plusieurs villes, mais surtout à Bruxelles, où elle recueille essentiellement des jeunes toxicomanes. Elle aurait une centaine de membres dans le pays. Ses tracts prêchent « la vérité, la beauté, la paix, l'amour et la satisfaction éternelle ».

PIERRE DE VOS.

ARMÉE

Le tribunal permanent des forces armées de la VI<sup>e</sup> région militaire, siégeant à Metz, a condamné à des peines de vingt à dix mois de prison quatre militaires du 4<sup>e</sup> régiment de dragons de Briche (Moselle) pour voies de fait à supérieur et sentinelle par deux fois. Ils avaient quitté leur cellule en assommant et enfilant leurs gardiens, puis ils avaient menacé la sentinelle avec un couteau à cran d'arrêt.

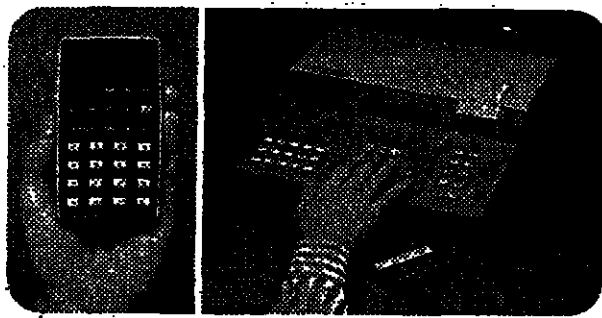


L'impératif d'Esso Chimie, c'est la pureté du produit fini. Dans ses laboratoires de Notre-Dame de Gravenchon, les chimistes contrôlent cette pureté, suivant des normes rigoureuses, avec le système d'acquisition Hewlett-Packard modèle 3352, connecté à des chromatographes HP en phase gazeuse. (ci-dessus : déchargement d'un éthylène)

Le matériel informatique Hewlett-Packard contrôle la pureté des produits chimiques.

La gamme des produits informatiques Hewlett-Packard va des calculateurs de poche aux systèmes informatiques les plus sophistiqués, en passant par les calculateurs de table programmables, chaque catégorie répondant à de multiples utilisations.

Si vous désirez recevoir une brochure d'information sur les activités de la société, écrivez à Hewlett-Packard France, B.P. n° 70, 91401 Orsay.



HEWLETT PACKARD

172 points de vente dans 65 pays assurant le service après-vente

Deux autres exemples de la technologie informatique Hewlett-Packard : à gauche, le HP-22, dernier-né des calculateurs de poche, spécialement conçu pour l'homme d'affaires ; à droite, le 9815, nouveau calculateur de table programmable, élégant et compact, équipé d'une cartouche de bande magnétique miniaturisée aux capacités exceptionnelles.

Une mesure politique

Contrairement à ce que l'on croit, la mesure politique n'est pas une mesure de la municipalité à la commune.

Tous les Français connaissent des idées dans les rues. Mais ce n'est pas la mesure politique qui est en jeu. C'est la mesure de la municipalité à la commune. C'est la mesure de la commune à la région. C'est la mesure de la région à la France. C'est la mesure de la France à l'Europe. C'est la mesure de l'Europe à la planète. C'est la mesure de la planète à l'univers. C'est la mesure de l'univers à Dieu.

La mesure politique n'est pas une mesure de la municipalité à la commune. C'est la mesure de la commune à la région. C'est la mesure de la région à la France. C'est la mesure de la France à l'Europe. C'est la mesure de l'Europe à la planète. C'est la mesure de la planète à l'univers. C'est la mesure de l'univers à Dieu.

La mesure politique n'est pas une mesure de la municipalité à la commune. C'est la mesure de la commune à la région. C'est la mesure de la région à la France. C'est la mesure de la France à l'Europe. C'est la mesure de l'Europe à la planète. C'est la mesure de la planète à l'univers. C'est la mesure de l'univers à Dieu.

hoix de l'année

Renault

garanti

occasion



# CARNET

## Naissances

— M. et Mme François Rechetolle  
laissent à Tamara la joie d'annoncer  
la naissance de  
Romane.  
12, boulevard Bellevue, Marseille.

## Fiançailles

— M. Jean Perrot et Mme, née  
Odette Mestard.  
M. Claude Degressat et Mme, née  
Jacqueline Prieur.  
ont l'honneur d'annoncer les fian-  
çailles de leurs enfants.  
Béziers et Alais.  
Moulins de Saint-Louis,  
80100 Béziers.  
8, rue des Feuillants,  
87000 Limoges.

## Marriages

— Olga Wisniewska et Pierre  
Legrand ont la joie d'annoncer qu'ils  
se sont mariés le 9 février 1976 au  
consulat général de Tunis.

## Décès

— C'est avec infiniment de tris-  
tesse que  
Monsieur Aronoff, son épouse,  
Oleg Aronoff, son fils,  
Tous ses parents et amis,  
font part de la disparition de  
M. Grégoire ARONOFF.  
L'inhumation a eu lieu le 21 fé-  
vrier 1976, dans la plus stricte in-  
imité, en la sépulture familiale au  
Cimetière de Saint-Denis.  
— C'est avec infiniment de tris-  
tesse que  
Monsieur Aronoff, son épouse,  
Oleg Aronoff, son fils,  
Tous ses parents et amis,  
font part de la disparition de  
M. Grégoire ARONOFF.  
L'inhumation a eu lieu le 21 fé-  
vrier 1976, dans la plus stricte in-  
imité, en la sépulture familiale au  
Cimetière de Saint-Denis.  
— C'est avec infiniment de tris-  
tesse que  
Monsieur Aronoff, son épouse,  
Oleg Aronoff, son fils,  
Tous ses parents et amis,  
font part de la disparition de  
M. Grégoire ARONOFF.  
L'inhumation a eu lieu le 21 fé-  
vrier 1976, dans la plus stricte in-  
imité, en la sépulture familiale au  
Cimetière de Saint-Denis.

— Le comité directeur et les  
membres de l'Institut international  
de droit d'expression française ont  
la douleur de faire part du décès de  
René CASIN,  
leur président international,  
Prix Nobel de la paix,  
survenu à Paris le 20 février 1976.

— Ses collègues, élèves et amis,  
du Muséum et des nombreuses ins-  
titutions et sociétés scientifiques, aux  
travaux desquels il attachait tant  
de prix, ont le profond regret  
d'annoncer le décès, dans sa quatre-  
vingt-neuvième année, du zoologiste  
Robert-Philippe DOLLFUS,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1914-1918,  
docteur en sciences,  
directeur honoraire de recherches  
au C.N.R.S. et à l'Ecole pratique  
des hautes études,  
correspondant du Muséum national  
d'histoire naturelle,  
président de la Société française  
de parasitologie.

Le disparu avait rassemblé au  
cours de plusieurs campagnes  
océanographiques du « Pourquoi-  
Pas ? », d'une longue en-  
quête sur les fonds marins et de ses fréquentes  
séjours au Maroc et à Richelieu  
(L.-et-L.), d'abondants matériaux de  
recherche. Il en a poursuivi l'étude  
faunistique, hélimorphologique et  
parasitologique au laboratoire, au  
Muséum, durant près de soixante  
ans, jusqu'à sa mort.

Muséum zoologie (Vers),  
105 rue Curvier,  
75231 Paris Cedex 05.  
Nos abonnés, bénéficiant d'une ré-  
duction sur les insertions de « Carnet  
du Monde », sont priés de joindre à  
leur envoi de texte une des dernières  
bandes pour justifier de cette qualité.

— Mme Gaston Rathier,  
Mme Françoise Rathier,  
Mme Jeanne Rathier et M. Jean  
Rathier ont la douleur de faire part  
du décès de  
Mme Gabrielle DOULCET,  
artiste dramatique,  
veuve Bernier.

Les obsèques auront lieu vendredi  
27 février, à 8 h. 45, en l'église  
Saint-Pierre-et-Saint-Paul, 27, rue  
d'Amboise, à Paris-17.  
L'inhumation aura lieu au cime-  
tière de Pantin dans le caveau de  
famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.  
(On a vu fréquemment, ces dernières  
années, Gabrielle Doucet dans des rôles  
de vieille dame, tantôt espiègle, tantôt  
dramatique, et notamment dans « Le  
Mas de Cocagne », de Jean Prat, à  
la télévision.)

— Mme E. Fichot, sa mère,  
M. et Mme Paul Cresp,  
M. et Mme Henry Fichot,  
M. et Mme Jacques Guillaume,  
M. et Mme Claude Fichot,  
M. et Mme Bernard Fichot,  
M. et Mme Geneviève Fichot,  
Ses frères et sœurs, leurs enfants  
et petits-enfants.  
Les familles Meert et Colombar,  
sont la douleur de faire part du décès de  
Jean-Claude FICHOT,  
prêtre,  
survenu le 23 février 1976, à Eau-  
bonne, à l'âge de cinquante-deux  
ans.

La cérémonie religieuse sera célé-  
brée le vendredi 27 février, à 10 h. 30,  
dans l'église Notre-Dame d'Eau-  
bonne.  
Un service religieux et l'inhuma-  
tion auront lieu le samedi 28 fé-  
vrier, à Brézy-en-Plaine (Côte-  
d'Or).

— On nous prie d'annoncer le  
rapport à Dieu, le 24 février, dans  
sa quatre-vingt-cinquième année, de  
Mme Jacques de LAPPARENT,  
née Claire, Henriette, Marcelle,  
veuve de Jacques de Lapparent,  
professeur à la Sorbonne,  
chevalier de la Légion d'honneur.  
M. et Mme Jean de Lapparent,  
M. et Mme Olivier de Lapparent,  
M. et Mme Jean de Lapparent,  
M. et Mme Christian Boucher,  
ses enfants.

De ses soixante-quatre petite-  
enfants et de ses cinquante-sept  
arrière-petits-enfants.  
Les obsèques seront célébrées le  
vendredi 27 février, à 8 h. 30, en  
l'église Notre-Dame d'Auteuil.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
42, quai Louis-Bleriot,  
75016 Paris.

— Mme André Motzler,  
M. et Mme Jean Motzler,  
M. et Mme Jean Motzler.  
Et toute la famille  
ont la douleur de faire part du  
décès, le 17 février 1976, à l'âge de  
soixante-dix-neuf ans, de  
M. André MOTZLER.  
Les obsèques ont eu lieu dans  
l'intimité familiale au cimetière  
de la Chapelle, à Paris.

— On nous prie d'annoncer le  
décès de  
M. Pierre Lambert MORLAUX,  
président honoraire de la  
Société technique et chimique,  
président de la Chambre syndicale  
nationale de l'isolation thermique,  
et de la correction acoustique,  
président de la Fédération européenne  
des syndicats d'entreprises  
de l'isolation.

Le service religieux aura lieu  
en l'église Saint-Jacques de Montge-  
ron (91) le samedi 28 février, à  
11 heures.  
Il n'y aura ni couronnes.  
De la part de son épouse, ses  
enfants, sa famille, ses amis, ses  
collaborateurs.

A L'HOTEL DROUOT  
A DROUOT - RIVE GAUCHE  
Gare d'Orsay - 7, quai Anatole-France

Judi  
EXPOSITIONS  
de 11 heures à 18 heures  
S. 1. — Tableaux modernes. S.C.P.  
Loudon/Pontal.  
S. 2. — Livres anciens bien reliés.  
Livres modernes. M. Delorme.  
S. 3. — Tableaux anciens, aquarelles,  
18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles. M. Le Puel, Fraquin,  
Bécharin, M. Bolegard.  
S. 4. — Tableaux, aquarelles, 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles.  
S. 5. — Tableaux, aquarelles, 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles.

VENTE à VERSAILLES  
TABLEAUX MODERNES  
des meilleurs artistes contemporains  
et de la fin du 19<sup>e</sup> siècle  
DIMANCHE 29 FÉVRIER, à 14 h.  
M. G. BLACHE, commissaire-priseur  
à Versailles, 1, rue Rameau  
Tél. 330-55-05 et 331-23-35.  
Expo. vend. et sam. 9/12 - 14/18 h.

PRIX DE GROS  
C.C.A.  
Chocolats - Champagnes - Vins  
Alcools - etc., des marques  
les plus prestigieuses

TARIF SPECIAL  
"AVANT HAUSSE"  
Chocolats - Champagnes - Vins  
Alcools - etc., des marques  
les plus prestigieuses

COA - SIÈGE SOCIAL  
103, rue de l'Écluse - PARIS 3<sup>e</sup>  
Tél. 277-55-28  
Ouvert mardi au samedi

— On nous prie d'annoncer le  
décès d'  
Eric NESSLER,  
mort subitement le 18 février, à  
Malesherbes.  
Une messe sera dite à son inten-  
tion le lundi 1<sup>er</sup> mars, à 11 heures,  
en l'église Saint-Louis des Invalides.

— Mme Marcel Nicolay, son épouse,  
M. Claude Nicolay, Jean-François,  
Séverine, Claude-Jeanne,  
M. et Mme Jacques Solovier,  
Anne, Caroline, Virginia.  
Ses enfants et petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Marcel-Pierre NICOLAY,  
survenu à Nice, le 23 février.

Les obsèques seront célébrées le  
jeudi 28 février, à 15 heures, en  
l'église Saint-Pierre, 25, boulevard  
d'Angleterre, Le Vésinet.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

— La famille a la très grande  
tristesse de faire part du décès de  
M. Jean E. GICHERY,  
survenu subitement le 18 février.  
L'inhumation a eu lieu dans  
l'intimité, à Arneuf (Yonne), le  
samedi 21 février.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
8, rue de l'Oratoire,  
75001 Paris.

— M. et Mme Jean-Jacques Ulrich  
et leurs enfants.  
Mlle Monique Ulrich.  
Le chef d'escadron et Mme Gérard  
Ulrich et leurs enfants,  
font part du décès de leur mère et  
grand-mère.  
Mme Alfred ULRICH,  
née Marcelle BILLOU,  
endormie dans la paix du Seigneur  
le dimanche 22 février, dans sa  
soixante-septième année.  
La cérémonie religieuse a eu lieu  
le 25 février, au temple Saint-Paul  
à Strasbourg.  
Ni fleurs ni couronnes.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

Offices religieux  
— L'Amicale de la région par-  
tielle des anciens des troupes colo-  
niales et des troupes de marine  
fera célébrer une messe le dimanche  
14 mars, à 17 heures, en l'église de  
la Trinité, à la mémoire des cama-  
rades disparus.  
La messe sera suivie d'un buffet  
campagnard, 40, rue de Châteauneuf  
(participation 25 francs). S'inscrire  
auprès du président, M. René Bourne,  
40, rue de Châteauneuf, avant le  
7 mars 1976.

Remerciements  
— Mme Jean Legaret et ses en-  
fants, M. et Mme Robert Pages-  
Legaret et leurs enfants, dans  
l'impossibilité de répondre à tous  
les témoignages d'affection et de  
sympathie qui leur ont été offerts  
à l'occasion du décès de  
Jean LEGARET,  
demandent à tous ceux qui se sont  
associés à leur épreuve par leur  
présence, leurs messages et envois  
de fleurs, de trouver ici l'assurance  
de leurs remerciements sincères.

— Mme Pierre Estable,  
Mme Edouard Estable, M. et  
Mme Pierre Estable, M. et Mme  
Pierre Estable, M. et Mme Pierre  
Estable, M. et Mme Pierre Estable,  
Et toute la famille  
ont la douleur de faire part du  
décès, le 17 février 1976, à l'âge de  
soixante-dix-neuf ans, de  
M. Pierre ESTABLE.  
Les obsèques ont eu lieu dans  
l'intimité familiale au cimetière  
de la Chapelle, à Paris.

Communications diverses  
— Les Dilecteurs français organisent,  
dimanche 29 février 1976, à 17 heu-  
res, salle Debussy-Pleyel, une ma-  
tiée poétique et théâtrale. Au  
programme, Paul Arlot, de l'Odéon,  
« Scènes de neige », Marie-  
Maurette, actrice et de la Belle  
au bois, de Supervielle. Partici-  
pation aux frais, 8 et 10 francs.

# MÉDECINE

## Mme VEIL A MIS EN PLACE LE NOUVEAU CONSEIL SUPÉRIEUR D'HYGIÈNE PUBLIQUE

Mme Simone Veil, ministre de  
la santé, a procédé, mardi 24 fé-  
vrier, à la mise en place du Conseil  
supérieur d'hygiène publique, ré-  
nové, dirigé par le professeur  
Eugène Aujaleu. Mme Veil a  
notamment déclaré : « Les attri-  
butions du Conseil dépassent  
maintenant très largement le  
strict domaine de l'hygiène, ou  
plus exactement elles se défi-  
nissent dans la lutte contre les  
maladies, les plus évoluées de ce  
terme, c'est-à-dire une prévention  
orientée vers un mieux-être de  
l'individu et de la collectivité  
sociale. » Le Conseil supérieur, à  
encore indiqué Mme Veil, sera  
maintenant davantage associé à  
l'organisation de la prévention.  
Ce conseil est le plus vieux orga-  
nisme consultatif dans le domaine  
de la prévention sanitaire. Il est  
consulté sur tout ce qui concerne  
l'hygiène et la santé, par exemple  
les projets de stations d'épuration,  
les problèmes d'alimentation. La  
réforme qui vient d'intervenir  
amène notamment à une décon-  
centration des services, un décret  
en préparation devant étendre les  
attributions des conseils départe-  
mentaux d'hygiène et restreindre  
aux opérations importantes ou  
concernant des agglomérations de  
plus de cinquante mille habi-  
tants l'intervention obligatoire du  
Conseil supérieur. La composition  
du Conseil a également été modi-  
fiée, et le mandat de la centaine  
de ses membres (il y en avait  
deux cents jusqu'à présent) a été  
ramené de six à quatre ans. Le  
ministre de la santé a indiqué  
à ce propos, qu'en procédant  
aux nominations, elle avait eu le  
souci d'assurer la diversification des  
spécialités représentées. Médecins,  
techniciens de la santé et repré-  
sentants des différents ministères  
pourront donc confronter leurs  
vues avec des statisticiens, des  
urbanistes et des juristes.

# SCIENCES

Michael Polanyi, le chercheur  
philosophe d'origine hongroise,  
qui écrit de nombreux ouvrages  
sur la science, l'économie et la  
société, est mort à Northampton,  
en Angleterre, le mardi 24 février,  
à l'âge de quatre-vingt-quatre  
ans.  
Né à Budapest en 1891, Michael  
Polanyi fut un officier médecin dans  
l'armée austro-hongroise pendant la  
première guerre mondiale, avant  
d'obtenir un doctorat en chimie en  
1917. Il enseigna à Manchester, à  
Oxford, à Palo-Alto, aux États-Unis,  
à Yale et à Calcutta. Ses ouvrages  
économiques furent publiés après  
la grande crise de 1929 et il quitta  
Berlin en 1933 après avoir protesté  
contre la montée du nazisme en  
Allemagne. C'est alors qu'il créa à  
Manchester une équipe de chimistes  
physiciens renommée avant de s'in-  
téresser aux problèmes sociaux et de  
publier d'autres ouvrages sur l'évo-  
lution de la société contemporaine.

Le Monde

DESSINS DE PROVINCE : O

Collection  
Cher  
patrimoine  
d'aujourd'hui

par ANDRÉ C.

LA REVOLUTION CULTURELLE

la révolution cul

Le Centre national d'art et d'histoire Georges-Pompidou, dont 24 salles

FOIRE  
AUSKI  
(DU 28 FÉVRIER AU 6 MARS)

ENSEMBLE SKIS DRAC  
(ou) OLYMPIQUE S  
(ou) OLYMPIA (Rossignol)  
(ou) CDX (Kneissl)  
+ FIXATIONS LOOK NEVADA N17(73)  
POUR 500F

ENSEMBLE SKIS VTX (Kneissl)  
(ou) RTX (Kneissl)  
(ou) LANGE  
+ PLAQUE LOOK LK 5  
POUR 700F

ENSEMBLE SKIS LANGE  
+ RETRACTABLE BURT  
POUR 800F

ANORAKS OLYMPIC - HECHTER  
FUSALP - V de V  
COSSIA - MOSSANT  
A PARTIR DE 150F

"La Foire au ski", c'est aussi des prix pour toutes les chaussures  
et les skis; et des prix de location; à partir de 150 F pour les skis  
et de 50 F pour les chaussures.

TEAM  
T5

Paris:  
TEAM 5 MONTPARNAISE 44-46, rue St-Pierre 6<sup>e</sup>  
TEAM 5 MATHIA 30, rue d'Orléans 2<sup>e</sup>  
TEAM 5 TAILLE 64-66, avenue d'Alsace 13<sup>e</sup>  
TEAM 5 HAUSMANN 55, rue de l'Étoile  
et 80, bd Haussmann 8<sup>e</sup>  
Centres Commerciaux Régionaux:  
TEAM 5 ROSSNY  
TEAM 5 MASSY-BERNA  
TEAM 5 BELLE ÉPOQUE  
TEAM 5 VILLIERS  
TEAM 5 CROIX-ROUGE  
TEAM 5 LYON-LA PAKY DIEU

TEAM 5, LES MAGASINS DE SPORT QUI DONNENT ENVIE DE FAIRE DU SPORT.

Trois exclusivités Air France  
vers les Etats Unis  
au départ de Roissy.

New York: 2 vols quotidiens sans escale.  
• A 10 h 00: vol "spécial hommes d'affaires".  
Arrivés à New York à 12 h 25,  
ils peuvent traiter leurs affaires le jour même,  
sans perdre de temps.  
• A 13 h 00 en Boeing 747, arrivée à 14 h 55.

Los Angeles: sans escale.  
Tous les jeudis, vendredis, samedis et dimanches à 14 h 30,  
arrivée à 17 h 20.

Houston: une liaison exclusive sans escale.  
Tous les lundis, mercredis, jeudis et samedis à 10 h 30  
en Boeing 747, arrivée à 14 h 15.

Pour réserver, adressez-vous à votre Agent de Voyages agréé  
ou à Air France. (Tél. 535.61.61)

AIR FRANCE

مكتبة من الأصل



## DESSINS DE PROVINCE : ORLÉANS, DIJON

### Collections d'hier patrimoine d'aujourd'hui

par ANDRÉ CHASTEL

**L**A BRUYÈRE n'a pas manqué l'opportunité de gravures : « Vous voulez, ajoute Démocède, voir mes estampes ? Et bien sûr, il les étale et vous les montre » (chapitre de la mode) ; mais il n'a pas trouvé une niche pour l'amateur de dessins, d'un profil non moins saisissable et d'une espèce qui n'était pas rare : les inventaires du XVIII<sup>e</sup> siècle indiquent souvent des portefeuilles entiers de projets d'ornements, de figures, de « griffonnements » qui pouvaient être prisés assez haut. Les marchands ne manquaient pas du côté de la rue Saint-Denis, et, aux ventes après décès des ateliers de peintres, on voyait passer de bonnes choses. Car avant de s'offrir à l'admiration des « curieux » dans des cartons bien choisis, les dessins servaient d'abord de modèle, d'aide-mémoire, de révélateur aux gens du métier. La mise en circulation des feuilles commençait souvent par le collègue, l'élève, le voisin, qui s'exerçait à la copie.

C'est un fait. Le dessin donnait et donne souvent encore l'impression de retenir quelque chose de la puissance initiale de l'artiste : l'admirable étude pour la Sainte Famille de Poussin, qui appartient au musée de Dijon, avec le grand effet triangulaire du lavis, les concours en l'air un peu tremblés, produit, par exemple, un sentiment remarquable de familiarité avec l'invention du peintre. On imagine l'enthousiasme avec lequel un contemporain de La Bruyère aurait employé son temps à le reproduire, et un autre Démocède à la commenter sous l'œil trônant et peut-être légèrement ennuie du moraliste.

#### De Desfriches...

La province en a finalement récupéré beaucoup de ces dessins dans la masse des carnets, des cartons, des liasses capables d'intéresser les amateurs d'autrefois. L'effet cumulatif des legs finit par être sensible. Ainsi, le musée d'Orléans a pu présenter à l'hôtel Cabu cent vingt-cinq dessins français, pour commémorer sa fondation en 1825 : les sanguines de Fragonard et de Watteau sont célèbres, comme le



lavis qui rappelle le séjour d'Hubert Robert à Sainte-Pélagie en 1793 ; mais il y a aussi du Greuze, du Parrocel, une grande « proue de navire » de Puget, une vue oblique, très fine, très nette, de la Trinité des monts par Clément, un petit groupe de crayons assez soignés de Natoire, qu'il faudra peut-être retenir pour l'an prochain si l'on célèbre le deuxième centenaire de la mort de ce grand directeur de l'Académie de France à Rome. Presque toujours, en province, on peut désigner les personnalités qui ont entraîné le mouvement grâce auquel un musée comme celui d'Orléans fut par exemple d'un fonds de vingt-cinq mille dessins. Ici, le génie tuteur est un certain Desfriches, un peintre admirateur des Hollandais, auteur de petits paysages à la pierre noire de la Loire et du Loiret ; il a créé avant la Révolution le milieu d'amateurs dont la ville a bénéficié au siècle suivant, l'un après l'autre lui léguant ses dessins.

#### ... à Devosge...

Celui de Dijon a été François Devosge. C'est encore une de ces figures du dix-huitième siècle dont la capacité et le rayonnement ont plus compté qu'on ne le soupçonne d'ordinaire. Organisateur en 1775 l'enseignement des arts, il ne manqua pas d'acquiescer ces instruments pédagogiques qu'étaient les estampes et dessins. Dijon avait les ambitions d'une capitale, et le Palais des ducs n'a cessé, au dix-neuvième siècle, de recevoir des donations qui, du noyau initial, accru par les collections des émigrés, ont fait peu à peu un cabinet de premier ordre. L'attachement bourguignon a joué : His de la Salle, dont le nom est une garantie de qualité, a permis des échanges entre Dijon et la Louvre (1882) ; c'est par lui que sont venus le Poussin cité, l'excellente et luidé décollation du Baptême du Christ.

Quelques pièces viennent de Vivanti-Denon ; ce sont les plus vivaces, les plus sensuelles : ainsi, la petite Bethsabée, en oblique, à contrejour, de Palma le jeune. Chaque conservateur-

amateur-professeur (c'était tout un) laissait au musée son fonds personnel et c'est ainsi que Dijon possède grâce à Anatole, le fils de Devosge, qui fut élève de David, le document précieux et célèbre — qu'est le dessin au crayon d'après le tableau (disparu) de La Pédise de Saint-Forgue (legs de 1860), ou encore, grâce à A. Joliet, des études capitales de Bourguignon Rude pour le relief jumeau de l'Étoile (legs de 1928). Tout récemment, la donation Grandville (1969) : l'aquarelle très fraîche de Tanguy par Delacroix, le Paysage d'Arbois, aquarelle rehaussée à la facture granuleuse et serrée, page assez rare de Th. Rousseau, le Buis noir silhouetté par Hugo... tout cela en fait partie. Plus la Femme couchée de Millet qui frappe comme une âpre prémonition de Van Gogh.

#### ... l'ancienne pédagogie

Naturellement, la fonction « pédagogique » des cartons à dessin s'est perdue entre-temps. Et nul ne songe plus à imiter, comme il y a encore soixante ans, les jeunes artistes à les consulter et à les recopier. Les attributions somptueuses et génériques du dix-huitième siècle — Léonard, Raphaël étaient souvent mis d'emblée sur le tapis — se sont réduites d'elles-mêmes. Et à la faveur de présentations partielles : Rude (1955), Hoin (1963), dessins de His de la Salle présentés l'an dernier, le jeu s'est affiné.

Il était donc raisonnable de montrer au Cabinet des dessins du Louvre une centaine de pièces qui méritent cette espèce de promotion nationale. Si l'on n'est pas encore au fait de la genèse et des ressources de certains fonds provinciaux, on sera heureusement surpris du haut niveau de l'ensemble, et surtout d'une diversité qui illustre, en somme, sans grande peine, tous les aspects de l'art du dessin. Début dix-septième siècle, par exemple, une Piété de Jacques Bellange, avec figures à mi-corps, tout en coups de projecteurs, plus près de Cambiaso que de Caravage par le fantastique un peu grinçant, un Vouet récemment identifié dans un

gros album Devosge, les Poussin déjà cités, et, du côté italien, une pièce très forte de Cigoli, un Couronnement de la Vierge, dense et rehaussé, d'Annibal Carrache, passé par Mariette ; une Madonna au scapulaire, de Guerchin, qui infusera, si blassé soit-on, par l'abondance graphique du maître bolonais, grâce au bonheur des ombres.

Les dessins français remontent rarement jusqu'au quinzième siècle, comme il arrive pour l'Italie, où l'attention des collectionneurs s'est exercée si précocement. C'est une chance que de pouvoir montrer une feuille qui vient en complément d'un dessin de l'Albertina, de ces Combats d'auxiliaires tout en silhouette, autour d'unquel a lieu l'habitation habituelle : Toscane (et il s'agit d'Uccello) ou Italie du Nord (Pisanello) : la ponctuation du pelage sur un des fauves, apparemment une panthère (la lionne de Dante) est tout ornementale et révèle l'origine néo-classique du motif. Il y a un morceau impressionnant de Jules Romain, dessin poussé, support d'une composition déperdue. Neptune sur une coquille-char qu'enveloppent les reptils nerveux des chèvres marins.

Il ne faut pas omettre de regarder, enfin, la sanguine récemment rendue à Pellegrino Tibaldi, une étude de nu contourné destinée à quelque figure assise sur la corniche peinte d'un palais de Bologne : la facture est brillante et la pose tortueuse de masses glissantes de torsion décorative, on passe aisément à un certain dix-huitième siècle, qui, en plus soignée, organise les mêmes éléments. Ce qu'il faut aussi bien un dessin, une sanguine de François Devosge, justement, deux patiti luttant, sans danger, au-dessus d'un rebord surplombant. L'histoire des formes est toujours un peu circulaire.

## « La Rumeur » à Chalon-sur-Saône

### UN THÉÂTRE DES INTERDITS

**O**CTOBRE 1974, la « rumeur » éclate à Chalon-sur-Saône. Très vite, on retrouve dans l'élaboration sociologique de la « rumeur », le même mécanisme qu'ailleurs : à Orléans, des jeunes femmes enlevées dans certains magasins de confection ; un chantage exercé sur les mairies pour qu'ils gardent le silence ; des dénonciations par lettres anonymes. Pour le Théâtre de Saône-et-Loire, créé en 1972, ce phénomène local, par son mécanisme sur la conscience collective, s'est présenté tout de suite comme un « matériel théâtral ».

Il fallait pour ses animateurs montrer, « objective », la rumeur, la faire sortir de son « terrain favorable », celui de l'opinion. Bref, il fallait la mettre en scène sur la scène, lui donner un autre lieu, non plus fictif, justement, mais réel. Pourtant, même neutralisée, même ridiculisée, la rumeur devient spectacle nous surprend encore. Et le public chalonais, plus que jamais partie prenante, reste fort sensible à son écho, sordide et comique à la fois.

En présentant la Rumeur, à la Maison de la culture de Chalon, Jacques Baillat n'a donc pas voulu seulement « démythifier », mais aussi démentir le phénomène sur lequel, le rendre d'abord crédible, l'accréditer, l'exploiter. Ainsi il nous montre — par des sketches, des croquis « vécus » et des tranches de vie empruntées à la banalité la plus choquante, la plus plate — que la rumeur ne se propage pas au hasard, que les obsessions qu'elle cache ont elles-mêmes un caractère politique. Surtout, évidemment, que les invraisemblances alimentent le « bruit » en profondeur.

#### Une dimension « orale »

Mais comment ? La peur, le bavardage, le « fou » de répression, le réflexe d'homogénéité et de défense du groupe, l'anticipation, l'appel à « l'ordre moral », entrent dans une symbiose qui, paradoxalement, « fait vrai ». Voilà donc le résultat d'un travail d'écriture implacable. Toutefois, on n'a pas tenu à faire de ce matériel un spectacle « pédagogique » au sens habituel. Il s'agit plutôt de prendre la rumeur « pour ce qu'elle est », un certain écosystème d'images censurées, une certaine colonie érotique, des faits rapportés, des rumeurs insistantes, tout ce qui nous est représenté sur le plan, simulé, et en quelque sorte « effrayé » à force d'invraisemblance.

En effet, les quatre tableaux répondent aux « images obsédées » le plus souvent reconstruites : la femme-marchande (provoquée mais victime) ; la chambre merveilleuse (la cabine d'espace où on « disparaît ») ; le voyage (ou la drogue et la piquette qui viole l'identité) ; enfin la figure exotique du

prophète (qui est aussi le juif ou l'homme en or).

Dès lors, les différents personnages — lycéenne, vendeuse, mégère, patronne de boutique, employé modèle, et commissaire — doivent évoluer sur le plateau comme à l'intérieur d'un labyrinthe transparent. Sans doute vivent-ils certains « états » dans lesquels « parle » la rumeur. Ce sont des « états » de « rumeur » : la région, le « mythe social », immense discours indicible qui glisse à travers, répercute, dans la conscience individuelle, au quotidien, l'oppression, la malédiction des fantasmes de groupe.

La Rumeur est donc un spectacle mobilisateur, un spectacle qui ne parle pas à l'imagination. Jacques Baillat l'applique à incarner tels quels des événements invisibles. Un vilain « échec » à « faire », en quelque lieu, de Brail chercher la marchandise, au Père Noël pervers intervient au cours d'une « parodie », un directeur de supermarché déguise la chair de sa propre fille, surprise en flagrant délit de vol à la tire. Mais ces moments ont valeur « critique ». Et ces figures, typées par la rumeur, sont de véritables « clés de composition », surtout comiques, de vrais faux-démons. L'analyse sociologique est dépassée, grâce à eux.

Le jeune Théâtre de Saône-et-Loire avait d'abord montré un spectacle-débat qui faisait l'économie de cette réduction fantasmatique de la rumeur : la Paix, l'Amour, joués quarante fois dans les écoles depuis novembre. La Rumeur confirme sa volonté de comprendre le champ local ouvert au théâtre : la troupe voudrait jouer le jeu d'une « décentralisation » effective à l'égard de villes moyennes (celles du bassin de Chalon par exemple) qu'il faut intéresser à leur environnement culturel propre. A Chalon-sur-Saône des « commerçants impliqués » le comprennent maintenant. Neépêche que la troupe, pour survivre, a dû faire circuler une pétition qui a obtenu douze mille cinq cents signatures.

Le secretariat d'Etat n'a accordé que 24 000 francs de subventions pour 1975. Après douze créations pour une seule, la Rumeur sera jouée au septième cycle des Athénaïens. Mais, comme le dit Claude Verney qui l'administre : « Mieux c'est d'avoir survécu ».

JEAN-MAURICE MONNOYER.

## UN AN AVANT BEAUBOURG

# La « révolution culturelle » des musées

**P**OUR la Rue de Valois, l'année 1976 est l'année des musées. Ils ont bénéficié d'un apport budgétaire significatif dans le domaine des équipements, qui est passé de 28 à 43 millions de francs. Pour une part importante, les musées nationaux sont actuellement en chantier : le Louvre (quatre millions de visiteurs par an) a reçu 11 millions pour ses aménagements, au lieu de 4 millions l'an dernier. Versailles, Fontainebleau, Compiègne, Saint-Germain-en-Laye, le Musée Guimet, etc.

D'autres doivent être créés : un musée de la Renaissance au château d'Ecouen, le musée Picasso, en principe à l'hôtel Salé, le musée du dix-neuvième siècle à la gare d'Orsay, le regroupement des collections d'art islamiques, comme cela a déjà été fait au Metropolitan Museum de New-York. Tandis que ces dernières années on compte des musées tout neufs : le musée archéologique de Lyon, le musée Message biblique Marc-Chagall, et celui des Arts et traditions populaires.

Partout, qu'il s'agisse de musées neufs ou d'édifices anciens, un leitmotiv : améliorer l'accueil du public, aménager des halls qui sont aujourd'hui les équipements obligés des musées avec librairie, salle de repos, restaurant, points de vente de gravures, catalogues et affiches, etc.

Il s'agit, ni plus ni moins, d'ouvrir le musée à tous. Ce qui, en principe, devrait aller de soi. Mais il n'en a pas été toujours ainsi. La première grande vague des musées — qui avait accompagné l'industrialisation en France, de 1860 à 1900, du Second Empire à la III<sup>e</sup> République — appartenait à une bourgeoisie enrichie qui visitait les expositions comme elle allait à l'Opéra de M. Garnier le jour des grandes occasions. Et les conservateurs avaient pour tâche de « conserver » des œuvres d'art dans le sens le plus littéral du terme, contre l'intrusion du public. Un musée était, par destination, « fermé » et élitiste.

Cent ans après, dans les sociétés industrielles avancées, le conservateur doit, au contraire, être un « animateur » dont la mission est d'« ouvrir » le plus largement le musée au grand public. Il doit simplifier et faire entrer le mouvement là où il y avait une stabilité qui tient de l'inertie.

Si le musée y perd en charme secret d'autrefois, il joue, en revanche, un rôle nouveau dans les cités : plus développées à Paris, il sont plus divers en province, où s'opère actuellement une « révolution culturelle » silencieuse. A force de se développer sans bruit, sans déclarations d'opinion, les musées finissent par devenir, ici ou là, des sortes de « maisons de la culture ». Ces usines à rêve imaginées par Malraux, mais sans jouer les arènes où s'affrontent des catégories de valeurs, ce qui arrange peut-être certaines autorités.

L'archétype de ce musée, c'est justement Beaubourg, le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou, dont M. Michel

Guy a assuré qu'il sera « l'œil de la France sur le monde et l'œil de Paris sur la France ». C'est, plus qu'un musée, un « complexe culturel », comme on dit, avec sa bibliothèque de lecture, son centre de recherches musicales et son centre de création industrielle. Il veut abattre les frontières entre les arts, entre les publics et aussi entre le lieu culturel et les gens. La venue de Beaubourg, voulue par Georges Pompidou, a été suivie d'un raz de marée dans le monde des musées. Il a non seulement marqué un changement de conception, mais a posé cruellement un problème essentiel pour les musées de France : celui de l'intendance.

C'est la règle : elle ne suit pas. En langage administratif cela s'appelle les « crédits de fonctionnement ». Nous avons pris l'habitude d'être large en crédits d'équipement (les constructions présentent l'avantage de créer des emplois), mais d'être chichés sur les moyens de les faire vivre, les crédits de fonctionnement.

C'est cette courte vue des choses qui fait de nos musées — et des plus grands, comme le Louvre, — des théâtres sans rien derrière, ni rien devant. Splendides cimaises, misérables coulisses, la précision où on fait fonctionner le mécanisme. C'est un héritage qui vient de loin, du temps où les musées étaient immobiles.

Avec Beaubourg, soudain l'argent entré dans les musées. Un milliard lourd pour construire, 1 milliard léger par an pour acheter des œuvres d'art, et davantage (140 millions) pour faire fonctionner le grand vaisseau culturel de l'an 2000. A lui seul, Beaubourg reçoit en crédits de fonctionnement bien plus que les trente et un musées nationaux. D'où la rancœur des gens qui en ont la charge et qui, depuis trente ans, vivent de bouts de ficelles.

Mais c'est justement le poids du passé qui a incité les promoteurs de Beaubourg à concevoir le super-musée moderne hors du régime commun des musées nationaux où il aurait risqué d'être atteint par le même paupérisme et de souffrir des mêmes blocages administratifs : ils ont demandé l'autonomie administrative d'établissement public et obtenu des moyens pour réussir. Réduire les disparités consisterait plutôt à ajuster les crédits des autres musées de France à ceux du musée Beaubourg.

Car si on aménage et renouvelle le « parc » des musées en France, en majorité presque centenaire, si le taux de fréquentation croît, en revanche, les moyens de fonctionnement des musées ne suivent pas : dans ces conditions le service des musées tend à accroître leurs difficultés.

C'est bien simple : plus il y a de visiteurs dans un musée, plus il faut de gardiens pour les surveiller. Or, dans nos musées, les gardiens sont rares. D'abord parce qu'on ne crée pas d'emplois nouveaux, ensuite parce que ce travail, humble mais essentiel, est fort mal rétribué. (Pas seulement les gar-

diens : les conservateurs se sentent exploités par l'Etat, défavorisés par rapport à leurs pairs de l'université.) Et, plus la fréquentation des musées augmente, plus il y a de chance que se trouvent des déséquilibres parmi les visiteurs... et aussi des voleurs, fasciés par les prix mythiques des chefs-d'œuvre.

#### A moitié ouvert

Mal surveillés, nos musées perdent tous les jours des chefs-d'œuvre, comme un oiseau sans plumes. M. Guy a annoncé qu'une vaste opération était actuellement en cours pour améliorer la sécurité des musées en systèmes automatisés et en moyens humains. Mais il ne faut pas se tromper, comme les crédits sont insuffisants, ce que le ministre donne aux uns, il le retire aux autres.

Cette pénurie de moyens fait que nos musées connaissent une autre « révolution », mais à rebours : on commence à prendre l'habitude de les fermer en partie. On ignore que le Louvre ferme au public, tous les jours, une bonne cinquantaine de salles, peut-être plus, afin de concentrer les gardiens dans les salles ouvertes.

Au Musée national d'art moderne, ces dernières années, c'était devenu la norme : le musée fermait et ouvrait des salles par roulement faute de gardiens. Et ce qui naguère était extraordinaire s'étend de musée en musée. A Versailles, c'est une part importante de ce château-musée de l'histoire de France qui est fermée, et les collections du dix-neuvième siècle (les grands tableaux d'Honoré Vermet) sont invisibles, faute encore de gardiens. En fait, le circuit de visite s'y limite le plus souvent aux appartements du roi.

Le ministère a demandé de doubler les quelque neuf cents gardiens des musées nationaux. Mais, l'an dernier, il en avait demandé six cents de plus et en a obtenu quarante et un. Si les finances conservent la même parcimonie, il va désormais falloir admettre l'idée que ces institutions, dont on veut assurer la totale « ouverture mentale », soient physiquement à moitié fermées.

Car, lorsque le nombre des gardiens s'augmente pas, c'est celui des musées qui diminue. C'est la règle en Italie, où les touristes connaissent bien les splendides palais de Venise, Mantoue ou Florence, à demi ou totalement clos, selon les jours.

Or, comme l'Italie, la France possède un fabuleux patrimoine. Il faudrait, à vrai dire, relativement peu, par rapport au budget global de l'Etat, pour le faire tourner à plein rendement, et le mettre à la disposition de cette partie de la France que les barrières culturelles maintiennent dans l'ombre.

Sans quoi, cette « révolution culturelle » des musées, qui s'esquisse dans les faits, serait manquée.

JACQUES MICHEL.

usivités Air France  
les Etats Unis  
part de Roissy.

AIR FRANCE



## EN BREF

### 1977 : l'année Rubens

En 1977, on célébrera un peu partout en Europe le quatrième centenaire de la naissance de P.-P. Rubens. C'est à Anvers, la ville du peintre, que doit avoir lieu la plus importante des expositions : le Musée royal des beaux-arts réunira durant l'été tableaux, esquisses à l'huile et dessins de Rubens appartenant à des musées étrangers.

Le Musée des beaux-arts de Bruxelles prévoit, de son côté, pour l'été ou l'automne, une exposition de sculpture au siècle de Rubens. A Londres, le British Museum expose pendant l'été des dessins et esquisses à l'huile du maître. A Vienne, au printemps, ses dessins dans l'Albertina ; Cologne proposera une exposition sur le thème : Rubens en Italie. A Paris, en novembre, s'ouvrira au Grand Palais l'exposition : le Siècle de Rubens dans les collections publiques françaises, et, au Louvre, celle des Dessins de Rubens et de son entourage.

### La Boutique-théâtre de Besançon est trop étroite

Le Centre théâtral de Franche-Comté est à l'arrêt dans la « Boutique-Théâtre » de Besançon. Depuis son arrivée en 1971, la troupe d'André Malraux ne dispose que de ce baraquement préfabriqué — une ancienne Maison des Jeunes — bien exigüe pour les mille huit cents adhérents du Centre, et les trente mille spectateurs annuels, englués surtout pour la troupe qui monte quatre spectacles par saison. Ainsi le dernier cycle de représentations a-t-il dû être interrompu pour permettre les répétitions de l'Exposition et la Régie, de Bertolt Brecht, que met en scène André Stielger (représentations à partir du 6 mars).

Si la salle des fêtes du Casino de Besançon prête pour les répétitions, elle n'est pas à l'entière disposition du Centre, si la ville permettait la création de spectacles dans les locaux du Centre culturel, si le projet de construction d'un complexe théâtral, subventionné par l'Etat voilà trois ans déjà, était mis en œuvre... le directeur du Centre dramatique national, André Malraux, renouvelerait sûrement son contrat avec la ville, arrivé à expiration depuis le 31 décembre dernier. (Corresp.)

### Les dix ans de la M.C. d'Amiens

A l'occasion de son dixième anniversaire, la Maison de la culture d'Amiens se transforme en forum pendant tout le mois de mars. On y parlera de décentralisation et d'action culturelle.

Consacré aux maisons de la culture, un colloque s'interrogera (les 4, 9 et 11 mars) sur leur situation dans la vie communale, dans la vie politique nationale, et sur leurs relations avec leurs partenaires socio-culturels. Un séminaire des directeurs de Maisons de la culture, trois débats sur le thème : « Aspects de la vie culturelle », une rencontre des groupes de travail de l'ATAC (groupes enfants, arts plastiques, relations publiques, cinéma) et, enfin, une assemblée générale de l'Union des maisons de la culture, sont également prévus.

### Les clowns Makloma à la Cartoucherie

Les sketches satiriques des clowns Makloma succéderont au cabaret satirique de Karl Valentin à la Cartoucherie de Vincennes. Dario Fo, avec qui ils ont travaillé à Milan, dit qu'ils connaissent le rythme d'une chute, la brusque dévotion de la tête après un temps d'arrêt, qu'ils savent donner et recevoir un coup de pied avec art, soupirer de tout le corps, qu'ils sont d'une violence tout sucre, d'une truculence tout miel, et que leur risonnement est salutaire. Il est comédien en émeute, mais continue.

\* Cartoucherie de l'Aquarium, à partir du 2 mars, 20 h. 30.

### Un journal de la danse

Danse prospective, un nouveau mensuel qui réunit un maximum d'informations destinées aux professionnels comme au plus large public, paraît depuis quelques mois : « Conscience des richesses et des complexités d'un art en pleine mutation, mal connu et abusivement confiné par une minorité élitiste », l'équipe des rédacteurs de ce journal se propose, en particulier, d'ouvrir la danse aux courants contemporains.

\* Rem. : s. bd Polignacière, 75002 Paris.

## JONGKIND ET SES PAYSAGES

# Le clochard baudelairien de Mademoiselle Victorine

UN événement heureux dans le domaine de l'édition d'art, en général si pauvre en surprises, et fécond en redites, babioles, inutilités, albums de cartes postales colorées, c'est la publication du catalogue Jongkind préparé par Mme Victorine Harting, directrice honoraire du service des beaux-arts et des musées municipaux de La Haye. En fait, il ne s'agit pas exactement d'un catalogue raisonné, puisque l'on n'a retenu que huit cent vingt des trois mille (et plus) tableaux, aquarelles, dessins et gravures que comprend l'œuvre de Jongkind. Partir qu'il découvre sans doute quelques collectionneurs, mais qui paraît fort sage si l'on veut rendre justice au peintre, montrer que « sans lui, le paysage (du dix-neuvième siècle) aurait eu un aspect totalement différent », comme l'a écrit Pissarro, qu'il fut « le père de l'école des paysagistes », comme l'a dit Monet.

Jongkind, en effet, s'est beaucoup répété : instinctif, tendre, vulnérable, plus riche de nerfs que de réflexion et de volonté, il fut le plus souvent arrivé de fléchir et, même à travers les huit cent vingt œuvres reproduites, on a l'impression de voir un peu trop de berges, d'allées d'arbres, de toitures et de moulines. C'est aussi l'impression que laisse, malgré la présence de morceaux de grand choix, une visite à l'exposition organisée par la galerie Schmitz à l'occasion de la sortie du livre.

En rassemblant le catalogue Harting contribue à rendre moins floue l'image de l'artiste, d'autant qu'il est accompagné d'une chronologie si précise, si attentive à déceler le jeu des similitudes et des influences qu'on peut le lire comme un journal de l'impressionnisme. Comment s'en étonner puisque Mme Harting porte la même préoccupation que le modèle de Manet, Victorine : « Mourir, le modèle de l'Olympia, du Fils et de ce cher maître, Mademoiselle Victorine en costume d'espada, où on la voit attendre le taureau avec une concentration et une inflexibilité souriante analogues à celles de Mme Victorine traquant le faux, le faible ou le douteux ? »

Né en 1819, Jan Barthold Jongkind arrive à Paris en 1845, pour une bourse du gouvernement royal et amène par Isabey, qui le prend en affection et lui fait découvrir deux

ans plus tard le paysage des côtes normandes. Bizarre, un peu fou, très Pierrot lunaire, sujet à de graves crises de dépression, mais si simple et généreux qu'il séduisit tout le monde (et, plus tard, jusqu'à Cézanne, ce qui n'est pas peu dire). Il paraît s'intégrer sans difficulté dans le milieu de la peinture parisienne. Il se lia avec Théodore Rousseau et fréquenta assidûment les ateliers de Montmartre, où, irrécupérable et délicieux ivrogne, il alimenta d'innombrables chopes et petites verres les conversations également inoubliables qu'il poursuivait dans les pittoresques salons trancohlendais qu'il parvint à se voir.

### Le Paris de Hugo

Fort heureusement, l'alcool et Montmartre ne sont pas tout : il y a aussi Paris, les accidents modestes du paysage urbain, la Seine. Formé en Hollande par d'excellents maîtres, très sensible, dans ses débuts, à Ruysdaël et Van der Neer, il découvre sur les rives du fleuve une autre manière d'aborder les spectacles de la vie quotidienne, une autre lumière, d'autres promeneurs et d'autres bateaux.

Des bateaux-javorts. Et l'on peut voir en comparant les divers Bains présentés à la galerie Schmitz, le tableau peint avant 1850, celui qui est daté de 1855, ou le merveilleux Quai d'Orléans, à quel point la vision de Jongkind s'est en quelques années affinée et éclaircie, se débarrassant de toute pesanteur descriptive sans jamais sacrifier au motif ou à l'effet. L'humilité de Jongkind lui permet de découvrir alors ce que les peintres de sa génération ne savaient pas encore voir et qui devint un jour, dans un style bien différent du sien, le grand style des ténébres, de l'énigme, des faubourgs tragiques, le Paris de Hugo.

C'est sans doute à cette humilité, à cette sensibilité, on dirait presque de clochard, de clochard baudelairien, si l'on veut, que Jongkind doit d'avoir assis la beauté, de l'éphémère, du vaniteux, « de la rue sans histoire, de carrefour insignifiant, un peu avant tout le monde et mieux même que les impressionnistes, attirés surtout par le mouvement soyeux des boulevards, la palpitation bourgeoise de la vie moderne ». Combien de ses aquarelles et de ses tableaux parisiens sont, sans aucune

intention de drame, dignes des plus belles pages des Petits poèmes en prose ! Ce ne sont pas les monuments qui retiennent Jongkind, ni la courbe royale du fleuve, mais les franges de la ville, la maison boiteuse du faubourg, la rue des Fossés-Saint-Marcel, le canal de l'Ourcq, Pantin, la Butte-aux-Celliers, d'autres rues, d'autres petits quartiers où les artistes de l'époque ne s'égarèrent pas souvent. « Tout le quartier Moutetard est là », écrit Zola à propos d'un tableau peint en 1871, avec ses petites boutiques si curieuses de couleur, son pavé gris, ses murs gris, son peuple de femmes et de passants. « Cet amour profond du Paris moderne », écrivait Jongkind à évoquer les démolitions de la période haussmannienne en des toiles qui, en dehors même de leur valeur documentaire, sont parmi les plus remarquables de mouvement, de naturel, de subtilité lumineuse qu'il ait jamais peintes.

Il faudrait aussi parler de ses marines. Celles de France et celles de Hollande (« la Hollande c'est beau à peindre », écrivait-il), où il retourna vivre de 1855 à 1880 après une crise de dépression qui semble l'avoir mis au bord d'une totale déchéance. C'est sur cet aspect de son œuvre (fluidité, transparence, vivacité aléatoire de la touche, etc.) que l'on insiste le plus volontiers lorsqu'on étudie ses rapports avec l'impressionnisme. L'influence très réelle qu'il eut, directement ou indirectement, sur la plupart des peintres du mouvement, le terme d'« impression » ayant été d'ailleurs, semble-t-il, employé pour la première fois à son propos (par Castagnary en 1883).

### Le piano de Joséphine

Il peint à Bougival, à Rouen, à Fécamp, à Sainte-Adresse, à Honfleur surtout, où il s'est lié d'une étroite amitié avec Boudin et où il rencontre Courbet. Au moment où son état mental inquiétait le plus ses amis, Monet pourra bien écrire : « Jongkind est mort pour l'art. » Il saura plus tard lui rendre justice : « Il fut mon vrai maître. C'est à lui que je dois l'éducation définitive de mon œil. »

Si la géographie de Jongkind est à peu près celle de l'impression-

nisme (il peindra en 1880 des paysages du Midi : La Clotat, Sète, le rade de Toulon, le port de Marseille), nous sommes redevables à une des péripéties de son existence sentimentale de voir apparaître dans son œuvre des paysages rarement abordés par les artistes de l'époque.

L'année de son retour à Paris, il fit la connaissance d'une Mme Joséphine, Joséphine Fesser, un professeur de piano que Mme Victorine décrit en ces termes : « femme de tempérament maternel, pleine de sollicitude, elle aimait organiser, voire régenter. Avec le plus grand tact, elle faisait front à ses impardonnables faiblesses et pardonnait ce qui était pardonnable ». En somme, Mme Joséphine fut la femme à poigne dont Jongkind avait besoin et qui lui permit d'apaiser ses frustrations, si nous en croyons ce qu'il lui écrivit au début de leur liaison : « Madame, j'ai conçu pour vous un amour si grand que quand j'avais l'avantage de vous voir c'était pour moi comme si père et mère venaient tous deux à ma rencontre. »

Le plus grand « avantage », pour nous, de la rencontre fut que Mme Joséphine emmena Jongkind

passer ses étés dans le Nivernais, où elle avait de la famille, puis en Dauphiné à la Côte-Saint-André, où ils se retirèrent et où le peintre mourut en 1891. Et cela nous a valu toute une série de petits chefs-d'œuvre où le nouveauté du motif n'est pas moins séduisante que la sincérité, le brio, la fraîcheur insatiable de la vision, comme le dit cette adorable aquarelle de 1872 la Place Mossé, à Noyers qui est présentée à l'exposition de la galerie Schmitz. Jongkind semble n'avoir pas vieilli et ses faiblesses, ses « impardonnables faiblesses » n'ont jamais altéré la pureté de son regard, guéri la sûreté de sa main. Comme l'écrivait Paul Signac : « Il ne suffit pas d'admirer en Jongkind le peintre, il faut aimer comme ami l'homme tendre et malheureux qui, malgré ses souffrances, ne nous a légué qu'une œuvre de sérénité et de force. »

ANDRÉ FERNIGIER.

\* Victorine Harting, Jongkind, sa vie, son œuvre, son époque, 483 p., 671 reproductions, dont 30 en couleurs. Arts et métiers graphiques, 315 F.

\* Hommage à Jongkind, Galerie Schmitz, 336, rue Saint-Honoré, jusqu'au 6 mars.

## Les Yougoslaves au Grand Palais

# Deux générations de naïfs

UNE sélection stricte. Il le fallait. La Yougoslavie est peut-être le pays qui compte le plus d'artistes prétendus naïfs au kilomètre carré ; où l'art naïf n'est plus depuis longtemps le fait d'individus isolés, mais d'écoles et de groupes constitués.

Les Yougoslaves responsables du choix des œuvres présentées dans ce « Premier Salon international d'art contemporain » qui réunit également peintres et sculpteurs luxembourgeois et deux artistes norvégiens — ont pris soin d'écarter toute forme de primitivisme conscient, recherché par des artistes de formation académique, toute forme d'imaginaire purement folklorique et de marchandise pour touristes, ainsi que toute forme d'amateurisme. Pour faire partie de la grande famille des artistes naïfs, il ne suffit pas d'être

camp de concentration. Généralie a été le premier, avec Franjo Mraz et le sculpteur Petar Smajic, à avoir exposé avec les peintres de l'académie des beaux-arts, à Zagreb, Belgrade, Sofia d'abord ; puis à leur propre initiative ensuite, organisant eux-mêmes leurs expositions à travers la Yougoslavie.

A cette première vague de naïfs, qui a poussé spontanément, est venue s'ajouter, après la guerre, celle des groupes d'ouvriers rassemblés dans des sections d'arts plastiques, dirigées par des artistes professionnels, et des associations éducatives de paysans. C'est de là que sont sorties des personnalités fortes, capables de structurer et d'exprimer en termes personnels leur vision du monde ; cela dit au milieu d'une foule d'amateurs qui, dans 95 % des cas, ont produit les pires poncifs de la naïveté.

Les plus doués de cette nouvelle génération sont représentés ici : c'est Emerik Fages, artisan bûtonnier, peintre de villes — Vienne, Bâle, Bruxelles ou Venise — aux façades serrées, percées de fenêtres, aux toits et aux clochers bousculés ; Ivan Rabuzin, maître artisan menuisier, avec ses visions pâles et illuminées, où l'herbe, les fleurs et le ciel sont faits de milliers de rangées de perles transparentes ; Ivan Lackovic, un employé des postes, qui peint en finesse des paysages d'hiver aux arbres noirs, sans feuilles, mais pleins de nids et d'oiseaux.

Plus bizarres, plus visiblement marqués par la « grande culture », des personnalités comme Ivan Vencanovic, volontiers sténographique, comique et académique, son Moïse devant la mer Rouge est musclé comme les écorchés des livres d'anatomie — ou Mijo Kovacic, avec ses toutes paysannes peintes avec un luxe de détails, et de perspectives qui tranchent singulièrement avec la simplicité des premiers maîtres.

Pour scander toutes ces peintures grouillantes de vie — pas forcément aérées — d'anecdotes aux partis de composition astucieux, peintes avec minutie, à l'huile, à l'aquarelle, sur toile, carton, papier et souvent sur verre, des sculptures. Petites statuettes grossièrement taillées dans le bois, paysans et paysannes en fichu, un outil de travail à la main ; repas champêtre de Martin Hegedusic, taillé d'une seule pièce ; couples au coude à coude, de Petar Smajic. Figurent aussi d'énormes et vieilles souches fendues, utilisées au mieux par le jeune Milan Stanisavljevic — son impressionnant corbeau, — et les troncs de 2 et presque 3 mètres de haut entièrement couverts de personnages et de motifs sculptés comme des piliers du Moyen Age, de Bogasav Zivkovic. Plus étonnant au fond que la peinture, trop connue.

GENEVIEVE BREERETTE.

\* Premier Salon international d'art contemporain. Grand Palais. Jusqu'au 29 mars.



peintre paysan, ouvrier ou retraité. L'art naïf ici est envisagé comme art, c'est-à-dire avec ses lois et ses exigences plastiques strictes, de forme et de contenu.

L'exposition, qui est de loin le plus important panorama d'art naïf yougoslave qu'il nous ait été donné de voir à Paris, réunit au moins deux générations d'artistes : les pères, les peintres paysans qui sont à l'origine du courant, au début des années 30 ; et ceux qui sont sortis après la guerre, en pleine flamme naïve, dans les villes comme à la campagne.

Honneur à Ivan Generalic, originaire de Hebline, petit village de la Podravina, devenu sous son impulsion un des principaux foyers — même une véritable école — d'art naïf. Une dizaine de ses œuvres, de 1936 à aujourd'hui, sont réunies en tête d'exposition : son taureau rose, ses scènes de la vie paysanne, ses fêtes villageoises, ses travailleurs de la terre, petits gnomes aux grosses mains calleuses, aux visages graves et bonhommes à la fois : des images dépourvues, parcellairement effacées — un simple corps allongé sur la terre, quand il s'agit d'évoquer la mort de Virut, cet autre peintre paysan, mort en 1943, assassiné dans un

**SCHMIT**  
396, RUE SAINT-HONORE  
PARIS 1<sup>er</sup> - 260.56.56

**JONGKIND**

11 FEVRIER  
12 MARS

denise rené rive gauche

**vasarely**

GALERIE DE BELLECHASSE  
10, r. de Bellechasse (7<sup>e</sup>), 261-02-10

**PELAYO**

peintures

Jusqu'au 10 mars

SAGOT-LE GARREC  
24, rue du Four (6<sup>e</sup>) - 326-43-38

**HALLEZ**

Gravures récentes

Jusqu'au 28 mars

**COLETTE DUBOIS**  
332, rue Saint-Honoré (1<sup>er</sup>) - 260-54-53

**LARRIERU**

25 FEVRIER - 29 MARS

**LE PRIX DES PEINTRES TÉMOINS DE LEUR TEMPS 1976**

vient d'être attribué à

**ZENDEL**

qui expose actuellement à la

**GALERIE D'ART DE LA PLACE BEAUVAU**  
94, Faubourg Saint-Honoré

Jusqu'au 6 mars

**GRAND PALAIS** (après Georges Clemenceau)

**PICABIA**  
22 février au 22 mars 1976

**TAL-COAT**  
4 février au 5 avril 1976

**CINEMATHEQUE FRANÇAISE**  
Palais de Chaillot

Jusqu'au 6 mars

**UNE HISTOIRE DU CINEMA**  
hommage à l'anthologie

20 films de 1914 à 1974

et au CNAC  
10, rue Berryer, 15<sup>e</sup>  
jusqu'au 10 mars

même programme 14-15-16 et 18-19-20  
sur 30 écrans en vidéo par place  
au Musée National d'Art Moderne

MUSEE NATIONAL D'ART MODERNE-CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES POMPIDOU

DES SPECTACLES

VOUS AUTEURS DE

**Helène Cixous et...**

**Gabriel Garran et...**

**BERNARD**

مكتبة من الأصل



# l'emoiselle Victorine

... la jeune fille qui a été l'émotion de l'année...  
... la jeune fille qui a été l'émotion de l'année...  
... la jeune fille qui a été l'émotion de l'année...

## Les bougonnais au Grand Palais

## Deux générations de naïfs

... la jeune fille qui a été l'émotion de l'année...  
... la jeune fille qui a été l'émotion de l'année...  
... la jeune fille qui a été l'émotion de l'année...



### DEUX NOUVEAUX AUTEURS DE THÉÂTRE

## Hélène Cixous et « le Portrait de Dora »

**H**ÉLÈNE CIXOUS a cette gentillesse (un peu plus qu'une amabilité subtile) et cette clarté toute pédagogique (dans un coin de son bureau, des copies de Vincennes) qui rendent accessible le raisonnement le plus difficile à suivre.

Elle commence par se débarrasser de l'aspect anecdotique... « ce pourquoi on est venu la voir. Si dans huit jours le Théâtre d'Orsay présente le Portrait de Dora, d'Hélène Cixous — mise en scène de Simone Benmussa, — c'est parce que — en ce moment, on tolère une ouverture du théâtre. Mais ce n'est pas — en ce moment — que l'auteur de Dans (prix Médicis 1969) fait intervenir dans le processus de son œuvre un nouveau mode d'expression.

Depuis qu'elle utilise la fiction, les textes d'Hélène Cixous sont — animés par des séquences fantasmagoriques, traversées par des scénarios. Et c'est en cela qu'il y a toujours — une pièce qui s'y promène — sans qu'elle-même s'en soit d'abord rendu compte : ce sont des gens de théâtre, comme Simone Benmussa, qui l'ont vu les premiers.

Mais c'est d'une — autre scène — qu'il s'agit. Dans la mesure où Hélène Cixous travaille — le plus possible de l'inconscient — son œuvre — s'ouvre d'elle-même sur cette autre scène — explique-t-elle. Et c'est pour cela que c'est intolérable : le théâtre de l'inconscient ne se voit jamais : le veut montrer ce qui ne peut pas être vu. On dit, et moi je veux faire entendre le non-dit : c'est un effet de violence à l'égard d'une scène qui n'a jamais donné lieu à l'inconscient.

Dora, — c'est un vieux amour. Elle était déjà dans le Portrait du soleil, écrit en 1971. Maintenant, ce n'est pas avec elle qu'Hélène Cixous travaillait : « C'est presque trop facile, presque trop parfait. Dora est l'incarnation de l'innocence qui pèse sur la bouche de l'innocence, c'est l'archétype de la femme qui ne veut pas être féminine. Il faut travailler sur des êtres plus complexes, non achevés, moins barrés, plus vertigineux. C'est très daté, cet hier qui est encore aujourd'hui. Il faut maintenant aborder l'aujourd'hui qui annonce de l'homosexualité qui ne veut pas être son nom. Ce serait, par exemple, un rapport de don, entre l'homosexualité et l'hétérosexualité. »

Mais, en 1969, Hélène Cixous était encore attirée par « la souffrance de l'amour — plus que par sa force », qui l'intéressait aujourd'hui. Quand elle a lu le texte que Freud a consacré à Dora (dans les Clin Psychanalytiques), elle a été — saisie et dévotée par cette manière d'écrire. Elle a alors écrit un nouveau Dora, rendu sa force à un être qui se débattait sur une scène onéreuse. Hélène Cixous dit elle-même que le Portrait de Dora est politiquement subversif : l'ai pris à revers la scène analytique — à l'envers et à l'envers — et l'ai montré ce qu'elle ne maltraitait pas, arrachant le cadre, le rendant à l'espace du désir de Dora. Le spectateur pense qu'il va s'agir de Dora, ce n'est pas cela. Freud ne rassemble pas à Freud. Il n'y a pas de divan. C'est la scène du lac. Trois chaises de jardin, c'est tout.

Justement. Qu'est-ce que l'on va voir ? Comment va nous être montré ce qui ne peut pas être vu ? On créait tout à coup de ce rien comprendre, de ce confondre scène et scène, théâtre et théâtre. Hélène Cixous explique alors la mise en scène de Simone Benmussa, raconte comment les comédiens, qu'elle n'a

pas avec elle qu'Hélène Cixous travaillait : « C'est presque trop facile, presque trop parfait. Dora est l'incarnation de l'innocence qui pèse sur la bouche de l'innocence, c'est l'archétype de la femme qui ne veut pas être féminine. Il faut travailler sur des êtres plus complexes, non achevés, moins barrés, plus vertigineux. C'est très daté, cet hier qui est encore aujourd'hui. Il faut maintenant aborder l'aujourd'hui qui annonce de l'homosexualité qui ne veut pas être son nom. Ce serait, par exemple, un rapport de don, entre l'homosexualité et l'hétérosexualité. »

Mais, en 1969, Hélène Cixous était encore attirée par « la souffrance de l'amour — plus que par sa force », qui l'intéressait aujourd'hui. Quand elle a lu le texte que Freud a consacré à Dora (dans les Clin Psychanalytiques), elle a été — saisie et dévotée par cette manière d'écrire. Elle a alors écrit un nouveau Dora, rendu sa force à un être qui se débattait sur une scène onéreuse. Hélène Cixous dit elle-même que le Portrait de Dora est politiquement subversif : l'ai pris à revers la scène analytique — à l'envers et à l'envers — et l'ai montré ce qu'elle ne maltraitait pas, arrachant le cadre, le rendant à l'espace du désir de Dora. Le spectateur pense qu'il va s'agir de Dora, ce n'est pas cela. Freud ne rassemble pas à Freud. Il n'y a pas de divan. C'est la scène du lac. Trois chaises de jardin, c'est tout.

Justement. Qu'est-ce que l'on va voir ? Comment va nous être montré ce qui ne peut pas être vu ? On créait tout à coup de ce rien comprendre, de ce confondre scène et scène, théâtre et théâtre. Hélène Cixous explique alors la mise en scène de Simone Benmussa, raconte comment les comédiens, qu'elle n'a

pas choisis, ont adopté son texte, qu'elle sait difficile (« une chance est passée par là »).

Mais d'abord, qu'est-ce que c'est, ce texte ? Hélène Cixous prend un dossier, choisit quelques feuilles. C'est sous cette forme que sera présentée la pièce, une fois publiée : est souligné ce que la voix dit. Cela s'inscrit dans le reste du texte qui représente — ce que les corps disent. Il faut donc dans une seule phrase restituer au spectateur — la scène qui est en train de se produire, la scène racontée, et la scène du désir, imaginaire.

La représentation fantasmagorique du passé qui revient — est assurée par — un système visuel très étendu. Marguerite Duras a filmé la scène du lac — un peu comme une scène primitive — souffle Hélène Cixous, qui s'émotive de la trouvaille de l'écriture en elle-même. Dans le film interprétant Carolyn Carlson : on lui a demandé « d'être le corps parlant de Dora, celui qu'on ne voit pas. Par exemple, lorsque Dora se sent dépeuplée de sa vérité ».

Il se peut que des nuances échappent au spectateur. Inévitablement, beaucoup de choses vont se perdre », constate Hélène Cixous. Mais ce qui compte, c'est — ce système où se communique une charge d'appel et de regret. Quand elle a commencé à écrire, elle se rappelle qu'elle voulait « faire pleurer le lecteur ». Lecteur, spectateur, elle ne fait pas la distinction. Ce qu'elle désire, c'est — émouvoir, exercer une bonne violence : avant tout : « faire bouger ».

C'est-à-dire — porter un coup au théâtre. On connaît ses romans, ses essais. Qu'on se souvienne aussi : sa thèse d'Etat sur James Joyce, ce n'était pas une thèse, mais un livre.



Hélène Cixous vue par TIM. (Copyright TIM.)

Elle bouleverse ce qu'elle touche, avec une tranquille violence. Et une tendresse très simple. Pour les comédiens (ils prennent le spectacle trop à cœur, elle a peur pour eux) et les femmes, qui se sentent — entendues et parlées —, parce que le Portrait de Dora, c'est une pièce de femmes.

CLAIRE DEVARREUX.

(1) Ed. Denoël, 29 F.  
★ Petit Orsay, 20 h. 30.

## Gabriel Garran et « le Rire du fou »

**G**ABRIEL GARRAN, directeur du Théâtre de la Commune d'Aubervilliers, auteur ? C'est, dit-il, une réponse à une situation, à une mise au silence, plus ou moins volontaire, de deux ans. Deux ans de silence après douze ans de créations, vingt auteurs mis en scène, les trois quarts inédits. « Écrire, dit Gabriel Garran, c'est une manière de réponse au paradoxe qu'il y a à faire du théâtre sans en faire. D'ailleurs, chacun porte son propre théâtre en soi, et vient le moment où l'on a envie de le dire. Mais, dans le monde où l'on vit, il est plus périlleux de s'exprimer sur la voie d'un langage personnel que de pratiquer l'insaisissable exploration des textes légitimés par le passé. »

Le Rire du fou inaugure la nouvelle salle d'Aubervilliers : les comédiens, les musiciens, répètent dans les gravats, dans le vacarme des balais, mais ça ne doit pas être grave, ça fait aussi, peut-être, partie de l'histoire.

La pièce de Garran a d'abord une filiation théâtrale : Auguste, Auguste, Auguste, cette histoire de clown que racontait Pavel Kohut, un des succès du Théâtre de la Commune il y a quelques années. Dans une des séquences de la pièce, on voyait Junior, le fils d'Auguste, complètement mystifié par le directeur du cirque qui lui promet de devenir un monsieur, se laisser enfilier une camisole de force baptisée pour la circonstance costume de marié... « Je me suis amusé, en tant que spectateur, à imaginer le cheminement ultérieur du personnage, dit Gabriel Garran. Je me suis demandé :

où l'emmènerait-on ? Avec qui se retrouverait-il ? Que deviendrait-il ? » Et puis, le cirque, le clownisme, frappent avec insistance à la porte du futur auteur : il dirigeait un atelier à Montréal, travail technique d'une heure et demie intitulé Le spectacle va commencer : il accueillait à Aubervilliers Jean-Baptiste Thierée et son cirque Bonjour.

Quand on est en « année sabbatique », on fait alors des choses bizarres comme écrire un gros jeu de deux pages, un jour : en tirer quinze pages d'idées visuelles, un peu comme un scénario de film : et puis, se trouver au Portugal et rédiger un texte définitif en cinq mois : « Un matériau qui donnerait normalement matière à quatre, cinq heures de spectacle, avec une profusion de signes à exprimer ; on avait d'abord pensé le jouer en deux jours et, finalement, on le présente, racontez dans deux lieux scéniques, afin de respecter la double versant de la pièce et de solliciter doublement le spectateur, dans cette optique : d'un côté le versant para-cirque, de l'autre le versant para-école. »

La trame de la première partie tourne autour des rapports d'une dizaine de personnages qui se retrouvent dans un institut modèle, « la Niche », pour étreindre ou prétendus tels, en tout cas des êtres perturbants : une galerie de portraits-reflets d'une société qui rend acéphale, une échouille de numéros A, B, C, D « mis en marge » par les « choses de la vie », le rescapé de l'accident d'auto, l'immigré

pyromane, le déporté obsédé de l'écrit, le cosmogone qui rejette le monde, et la jeune fille régressive qui réclame de l'amour. Des « énormes » qui posent le problème de la « normalité ».

L'autre versant de la pièce est un spectacle monté par les pensionnaires de « la Niche » ; là, on va passer du désir d'interprétation à l'interprétation du désir.

A travers le passage de l'un à l'autre, je me suis attaché à maintenir le double langage du cirque et du théâtre, afin qu'il s'agisse clairement d'une parabole et non d'un document sur le milieu psychiatrique ou antipsychiatrique. Bien que je me sois documenté. Au fond, c'est moi, aussi, tout simplement, ces personnages éclatés.

Gabriel Garran, auteur, mais aussi metteur en scène. Peut-on se mettre en scène soi-même ? « Le chemin est curieux, dit-il. Pour écrire ce texte sur la liberté, l'égalité, la fraternité, l'art véritable qui, pour Brecht, est l'art de vivre, je suis parti d'une idée qui contenait surtout des images, et nous nous retrouvons depuis onze semaines à écarter des pans du texte pour produire des images. »

C'est une rupture avec une pratique un peu sécuritaire forgée au fil d'une demi-douzaine d'années de théâtre clinique : je cherche, j'erre, moi aussi, sur une ligne maladroite. Cette école buissonnière m'est douloureuse. »

MARTIN EVEN.

★ Théâtre de la Commune, 20 h. 30 (le texte de la pièce est écrit chez Christine Bourgeois).

### UN FESTIVAL A JÉRUSALEM

## La musique juive en témoignage

**P**OUR la quatrième fois, une brève et originale manifestation de musique contemporaine intitulée Testimonium (témoignage) vient de se dérouler à Jérusalem et à Tel-Aviv. Son but est de susciter des œuvres nouvelles qui donnent — une expression musicale aux événements historiques et aux créations spirituelles du peuple juif au long de ses deux mille ans d'exil.

Cette idée, où l'on retrouve, comme dans toute activité intellectuelle en Israël, des dimensions historiques, mystiques et prophétiques, est incarnée en une femme, une « grand-mère israélienne » indomptable, Mme Rachia Freier, originaire de Berlin. Elle a créé ce Testimonium en 1966 avec Roman Haubenstock-Ramati et, à quatre-vingt-trois ans, en reste l'inspiratrice et l'organisatrice infatigable.

Les œuvres, commandées à des compositeurs juifs et non juifs, qu'on a entendues au cours de cette semaine ont montré à la fois l'intérêt d'une telle initiative et ce qu'elle peut avoir d'anachronique. Il ne peut être en effet que bénéfique d'inviter les musiciens à se tourner vers des sources très riches, à s'imprégner des beaux poèmes traditionnels, des musiques populaires d'Europe centrale ou du bassin méditerranéen, à rechercher une parenté spirituelle entre tous les peuples qui composent l'Israël historique.

Pourtant les œuvres fidèles à ce projet n'étaient pas les plus convaincantes : sur une chronique racontant la vie des Juifs marocains au dix-septième siècle, Eddie Halpern n'a composé qu'une musique d'évocation

assez sinistre, au dramatisme assez banal (Testimonium), et Montons à Jérusalem, d'après un ancien poème damascène, semble avoir été l'inspiration très spontanée et neuve du compositeur catalan Mestres Quadreny, qu'on reconnaît mal dans cette petite cantate conventionnelle et sans élan. Golem, de Léon Shidlovsky, témoignait de plus d'ambition, créant toute une efflorescence vocale autour des lettres de l'alphabet hébreu, où l'on retrouve souvent le ton et la couleur des vieilles déclarations rabbiniques, avec en contrepoint un film d'Arayh Mambush et Nina Mayo aux images souvent belles, mais d'un exotisme un peu irrelaté.

Une telle conception de la musique paraît cependant anachronique, car elle se réfère à l'épuisement des écoles nationales de la fin du dix-neuvième siècle où la découverte du fonds traditionnel donnait naissance comme naturellement à des récréations comme celles de Moussorgsky, Grieg, Dvorak, Albeniz, puis tard Bartok et Falla. Le lien est aujourd'hui devenu presque impossible entre ces sources et des esthétiques modernes qui reposent sur des bases tout autres : la musique nouvelle n'a plus ni le goût ni les moyens d'exprimer ou d'illustrer des textes préexistants issus de l'héritage historique.

### L'exemple de Xenakis

Aussi les œuvres les plus marquantes de ce festival ne répondaient-elles plus guère à ses critères de base, même Endless (Sans fin), d'un de ses promoteurs, Haubenstock-Ramati, qui était apparemment déconnecté de toute référence extérieure : c'est un « mobile » pour sept instruments, une poussière d'événements subtils, d'une qualité très fine comme une partition de Ligeti, un peu vaine cependant, car on ne retrouve pas à travers ce bel éparpillement sonore la présence de pôles et de lignes de force où se concentre la pensée.

Mais c'est surtout N'ahime, une création de Xenakis, qui a paru exemplaire, encore que cette œuvre, de beaucoup la plus forte, ait complètement déjoué la plupart des auditeurs. N'utilisant d'un texte juif qui lui avait été proposé que des phonèmes, Xenakis a bâti une œuvre de vingt minutes, totalement « abstraite » (pour deux voix de femmes, deux cors, deux trombones et un violoncelle), mais d'une extraordinaire emprise vitale, bien plus « humaine » que beaucoup de ses œuvres antérieures. Ce jeu ou ce drame rythmique, nu et intense comme une tragédie grecque, est animé par une pulsation envoiement où les qualités essentielles des voix et des cuivres apparaissent dans leur splendeur originelle, toutes décapées d'adhérences historiques. On est vraiment là dans un nouvel univers musical qui, pourtant, reste expression de la personnalité profonde du compositeur. L'œuvre (comme tout le concert) était excellemment dirigée par un chef chilien, Juan Pablo Izquierdo, avec les voix, a été superbement incarnées qu'apparemment inexplicables, d'Amelia Salvetti et d'Amie Barceloni.

Que Testimonium ait suscité une telle œuvre est la justification paradoxale de cette belle entreprise, et l'expérience de

cette année devrait, semble-t-il, inciter à ouvrir plus franchement les portes à une musique significative de son époque.

Mais parallèlement, et en cela l'intuition de Mme Freier est juste, l'Etat d'Israël ne doit pas explorer à fond et exploiter un passé et une tradition d'une extrême richesse. Un labeur considérable a d'ailleurs été accompli dans ce sens depuis une quinzaine d'années par le département de musique de la Bibliothèque nationale et le Centre de recherche de musique juive de l'université de Jérusalem, que dirige un élève de Jacques Chailley, Israël Adler : travail sur les sources et notamment tous les écrits hébreux concernant la musique à travers le monde, rassemblement d'une vaste collection de manuscrits et d'éditions anciennes, publication d'études musicologiques, et surtout édification d'archives nationales sonores recueillant les enregistrements réalisés sur le terrain de musiques non écrites, qui comptent déjà près de cinquante mille chants religieux et populaires d'Israël et de la Diaspora.

Ce sont ces trésors patiemment amassés par des musicologues qui seront peu à peu ouverts à ce peuple noir, dont les pères et les ancêtres ont toujours témoigné de dons musicaux exceptionnels, pour qu'il y puisse de nouvelles forces artistiques. Entendre chanter par exemple, comme nous en avons eu l'occasion à l'université, le début de la Genèse par un rabbin lituanien, le chant de triomphe de Moïse par deux Samaritains et une quinzaine de psaumes par une assemblée yéménite est une expérience irremplaçable dans ce pays de la Bible, aussi fondamentale que pour un Occidental l'expérience du chant grégorien.

JACQUES LONCHAMPT.

GALERIE CARLIER  
35, rue Guénégaud (6<sup>e</sup>)  
**HEMERET**  
Du 26 février au 13 mars

GALERIE GUIOT  
18, av. Matignon - 75008 Paris  
286-63-84  
**d'ESPIC**  
Jusqu'au 20 mars

galerie ottali  
150, bd Saint-Germain - Paris  
**BROGLIA**  
Sculptures  
26 février - 31 mars

Maison des Clubs UNESCC  
43-45, rue de la Glacière  
338-00-83 et 707-98-57  
**JEANINE HAGNAUER**  
Tapisseries d'Aubusson  
et tapisseries à la main  
27 février - 11 mars 1976  
tous les jours de 12 h. à 19 h. et  
samedi, de 14 h. à 19 h.

**EGON SCHIELE**  
GALERIE OCTAVE NEGRU  
23, rue de Seine - Paris 6<sup>e</sup> - Tél. 325-76-75

Galerie du Dragon  
19, rue du Dragon - LIT. 24-19  
**PHILLIP MARTIN**

MUSÉE DE SAINT-MAUR  
5 ter, avenue du Bac, la Varenne  
du 7 février au 13 mars, de 10 h. à 18 h. et  
du 14 h. à 18 h. sauf mardi et dim.

GALERIE JEAN CAMION  
8, rue des Beaux-Arts - PARIS (6<sup>e</sup>) - Tél. 433-95-83  
**ESTERICO**  
peintures à l'huile  
est aussi l'auteur de gouaches, de gravures sur bois, et en couleur : dessins, sculptures, a fait des expériences originales sur le plan de la forme, de la couleur, du rythme et du son et a tiré des films de ses tableaux.  
Du 8 au 23 février 1976

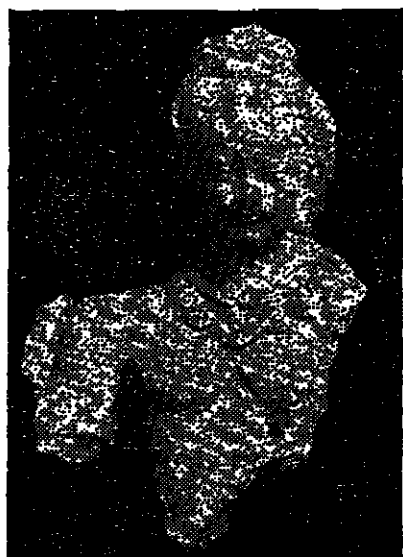
JACQUES MASSOL  
12, rue La Boétie (8<sup>e</sup>)  
**VLADIMIR MOULIN**  
26 février - 30 mars

HOMMAGE A  
**BABOULENE**

**BERNARD BUFFET**

**GALERIE MAURICE GARNIER FÉVRIER**

## Une sélection



La Route de la soie au Grand Palais

## Cinéma

### LA PRIME

de Sergueï Mikhaïlov  
Fable exemplaire : dans un chantier soviétique, un groupe d'ouvriers refuse une prime qui lui est accordée pour avoir dépassé les prévisions du plan ; selon eux, les normes de celui-ci ont été artificiellement baissées. Dans un style qui rappelle la Carde de Hitchcock, l'Arménien S. Mikhaïlov oppose à huis clos cadres, ouvriers, contre-maîtres et politiques au siège du comité du parti. Un morceau de bravoure technique sur un thème brillant, en U.R.S.S.

### LE FRÈRE LE PLUS FUTÉ DE SHERLOCK HOLMES

de Gene Wilder  
S. Holmes avait un frère : S. Holmes. Le jeune et séduisant Sigerson mène, par intérêt, la guerre contre l'énigme Moriarty. Gene Wilder, auteur, réalisateur, interprète, formé à l'école de Mel Brooks (les Producteurs, Frankenstein Jr.), entraîne les spectateurs dans un pastiche décapant, entouré de Madeline Kahn et de Marty Feldman.

### LE MESSIE

de Roberto Rossellini  
Par l'auteur — réalisateur, didactique — des Actes des apôtres, la vie terrestre de Jésus, prophète d'idées nouvelles pour notre civilisation. Avec des aperçus sur la vie quotidienne en Palestine au temps de Jésus. Rossellini a gommé tout ce qui pouvait prêter à l'hagiographie religieuse et au grand spectacle, au profit d'une apparition humaine, historique.

### SOUS LES PAVES, LA PLAGE

d'Helma Sanders  
Dans l'esprit de la contestation allemande, l'histoire d'un couple de comédiens berlinois qui remettent en question leur travail, leur amour, la société. Filmé dans un style à mi-chemin entre l'improvisation à la Jean Rouch ou à Cuscutti et le film brechtien rigoureusement construit.

— ET AUSSI : Jeanne Dielman, de

Chantal Akerman (cinéma au féminin, le récit non narratif d'une noyade bruxelloise) ; la Cecilia, de Jean-Louis Comolli (une critique réaliste, dialectique et musicale du gauchisme) ; les Dents de la mer (« Jaws »), de Steven Spielberg (requin, requin, comme vous avez de longues dents !) ; la Fête sauvage, de Frédéric Rossif (l'humanisme des animaux) ; A cheval sur le tigre, de Luigi Comenchi (la relativité de la morale bourgeoise) ; les Lotos de Lola, de Bernard Dubois (autobiographie d'un jeune faune) ; Un après-midi de chien, de Sidney Lumet (les otages de l'Amérique).

## Théâtre

### DIVINES PAROLES

à Chaillot  
Enfin du théâtre à Chaillot, avec Nuria Espert et sa compagnie, dans une mise en scène de Victor Gensé, architecture sonore qui utilise et accuse les dimensions de la salle. Spectacle de résistance bouleversée d'un peuple trop misérable, insectes éperdus qui se réfugient dans l'obscurantisme, appel à la conscience, spectacle à recevoir comme un chant grave, comme un cri.

### CATHERINE

à Ivry  
Un repas quotidien. Autour de la table, les acteurs émettent, lisent les Cloches de Bâle d'Aragon. Ils traversent le temps, donnent leurs corps aux souvenirs, font revivre les derniers jours d'une bourgeoisie menacée, trépassée, et l'espoir fou de ceux qui, en 1914, refusaient la guerre au nom de l'humanité. La miraculeuse intelligence d'Antoine Vitez. Et Nada Strancar.

### LA BEFANA

à la Renaissance  
Invité par le Théâtre national de Chaillot, le Chêne noir d'Avignon déploie dans les velours et les dorures de la Renaissance son titre d'invités raffinés et naïves, un conte de fées d'aujourd'hui né d'une légende d'hier.

### TOUT ÇA, C'EST UNE DESTINÉE NORMALE

à la Cartoucherie de l'Aquarium  
La destinée normale du petit peuple des lampistes, condamnés au bricolage de la débrouillardise pour survivre, détachés du cadre qui habituellement les étouffe par un clown manichéen, Karl Valentin, et joués par des jeunes comédiens français qui savent faire rire (jusqu'à 20).

### GRAND'PEUR ET MISÈRE DU III<sup>e</sup> REICH

au Mouffetard  
Violence et excès d'autorité sont tapés dans le cœur des maris, des pères, des patrons. Il ne faudrait qu'un coup de pouce pour que le fascisme latent des uns et des autres se crève en un délire d'ensemble. Le texte de Brecht, concret et sobre, prend un relief prodigieux dans la mise en scène hypnotique de Jean-Claude Fall.

ET AUSSI : le Jeu de l'amour et du hasard au Marigny (les comédiens français et les conditions sociales au dix-huitième siècle) ; la Juif de Maïte à Gennevilliers (le bon émissaire du capitalisme) ; le Roi des cons à la Gaité-Montparnasse (le monde et le comique ambigu de Wolinski) ; le Neveu de Rameau au Théâtre Moderne (deux acteurs et Diderot) ; Christian Fretre au Mouffetard (les chocs d'un comique nouveau) ; Zoua et Copi au Campagne-Frémère (deux grands monstres venus d'ailleurs).

## Danse

### CONCOURS de Bagnolet

Créé en 1969 par la ville de Bagnolet, le « Ballet pour demain » est ouvert aux jeunes chorégraphes amateurs ou professionnels, sans distinction de discipline ou de style. Les occasions de se faire connaître sont assez rares dans la danse pour que ce concours connaisse depuis quelques années une énorme affluente de candidats. (Finale le 28 février, gymnase Maurice-Baquet).

— ET AUSSI : Le Ballet de l'Opéra du Rhin présente à Mulhouse un programme de danse néo-classique comportant deux ballets de Peter Van Dyk, Stijfonia, musique de Gostakovich, Poëseu de feu, et les Quatre Tempéraments (Balanchine - Hindemith), 2, 3 et 4 mars ; Carolyn Carlson à la Maison des arts de Créteil à partir du 2 mars.

## Musique

### L'IRCAM

à Metz  
Suite des Rencontres internationales de musique contemporaine, cette manifestation exemplaire pour la connaissance et la diffusion de l'art d'aujourd'hui dans toute la région messine : l'IRCAM animera des séminaires « jeune public », des séances de travail électro-acoustique et des concerts avec le Centre européen de Metz, l'Orchestre de Radio-Stuttgart. Il y aura des œuvres de Boulez (dirigées par lui), de Berio, Stockhausen, Bissot, Stravinsky, etc. A ne pas manquer. (Du 24 au 28 février.)

### LES PREMIERS CHANTS du G.V.F.

Fondé le 1<sup>er</sup> février dernier par le secrétariat d'Etat à la culture, le Groupe vocal de France, confié à Marcel Couraud, donne son premier concert à Gaveau le 1<sup>er</sup> mars. Héritier de glorieux groupements dirigés par le même chef, cet ensemble de douze jeunes chanteurs solistes aura cependant une vocation particulière : faire revivre ou créer le répertoire de cinq siècles, de Josquin des Prés à Xenakis et aux nouveaux compositeurs qui élargiront pour lui, sans se limiter aux œuvres exclusivement à cappella. Cet ensemble permanent devrait atteindre rapidement à un haut niveau de qualité. On en aura vu l'apogée à la première concert, Monteverdi, Schütz, Schubert, Brahms, Poulenc et Xenakis, avec le Quintette de cultures Ars Nova.

### LE BARBIER de BASSE-NORMANDIE

Intéressante expérience de décentralisation lyrique : l'Atelier lyrique de Caen, dirigé par Jean Malraux, va présenter son Barbier de Séville dans des villes jusqu'ici peu favorisées par la musique : Vire, le 21 février ; Coutances, le 28, et Cherbourg, le 29. Cela grâce à une subvention du secrétariat d'Etat à la culture et de l'Office national de diffusion artistique.

### L'Orchestre de Paris à MUSIQUE PLUS

L'Orchestre de Paris se met à la musique contemporaine : il interprétera pour Musique Plus, sous la direction de Gilbert Amy, quelques œuvres très remarquables parmi les plus récentes : Approche d'Alban Berg, le deuil des vagues, de G. Mason, et Trajectoires pour violon et or-

chestre d'Amy, ainsi que Central Park in the dark de grand-papa Ives. Une heureuse initiative.

— ET AUSSI : A. Grumiaux et G. Sebök dans Mozart, Schubert, Beethoven (Théâtre de la Ville, du 25 au 28 février, 18 h. 30) ; Pourqu'on comment, du G.R.M., avec F. Delalande et J.-J. Nattiez (à l'ARC, le 25) ; les Contes d'Hoffmann, direction M. Flanagan (Genève, les 28, 28 février, 1<sup>er</sup>, 5 et 7 mars) ; Bach, Monteverdi, Calderà, direction P. Caillard (Invalides, le 25) ; Pascal Rogé (Fao de droit, le 26) ; Rigolotto (Opéra de Marseille, les 27, 28, 29 février, 5, 6, 7 mars) ; Mozart, par l'Orchestre philharmonique, dir. E. Krivine (Maison de Radio-France, le 27) ; Magnificat, de Bach, et Messe du couronnement, de Mozart, par l'Orchestre philharmonique de Stuttgart (Créteil, le 28, et Amiens, le 29, à 15 h.) ; Quatuor Finlandia (Théâtre de la Madeleine, le 28, à 17 h.) ; la Damnation de Faust, dir. F. Dervaux (Châtelet, le 29, à 18 h.) ; 9<sup>e</sup> Symphonie, de Beethoven, par l'Orchestre de l'Ile-de-France (Basilique de Longpont, le 29, à 15 h.) ; Moussorgsky, par le pianiste coréen Kun Woo Paik (salle Cortot, le 1<sup>er</sup> mars) ; Intégrale des sonates et trios, de Brahms (Théâtre Essalon, les 1, 4, 11 et 15 mars) ; Debussy antillais (Créteil, le 12 mars, à 18 h. 30) ; création de Young Liberté, de Claude Frey, par l'Opéra-Studio (Opéra de Lyon), le 2 mars).

## Variétés

### VERONIQUE SANSON à l'Olympia

Veronique Sanson a du « feeling », possède le « beat », chante des chansons qui sont comme une suite de moments, de sensations, de notations impressionnistes.

### PASCAL AUBERSON aux Blancs-Manteaux

Un jeune et étonnant interprète qui a déjà une couleur bien à lui. Un auteur-compositeur venu de Suisse qui joue avec les mots, les rencontres et qui va sûrement bousculer un certain nombre de choses dans la chanson française.

## Rock

### LES WHO à la Porte de Pantin

Encore une fois sur le chemin des tournées, Pete Townshend, Roger Daltrey, John Entwistle et Keith Moon, toujours ensemble malgré les super-productions obscures. Et c'est un plaisir de retrouver cette sorte de distanciation dans le dévouement et le désarroi qui est leur propre marque (les 1<sup>er</sup> et 2 mars).

### FRANK ZAPPA au Palais des Sports

Zappa dans un torrent de sons, dans une cascade de mots Zappa dans une superbe théatralisation. Zappa dans des dialogues savoureux, entre l'humour et la dérision.

## Expositions

### CHASSE à L'ANAMORPHOSE

Dans son livre Anamorphoses ou magie artificielle des effets merveilleux,

Jurgis Baltrušaitis définit l'anamorphose comme « une projection des formes hors d'elles-mêmes et leur dislocation de manière qu'elles se redressent lorsqu'elles sont vues d'un point déterminé ». L'exposition, qui vient du Rijksmuseum d'Amsterdam, comporte un supplément par rapport au dissonant essentiellement la vogue au dix-neuvième siècle de cette curiosité technique. Deux cent cinquante numéros, à voir, ou essayer de voir.

### PIERRE COURTIN au CNAC

Trente ans de gravure, jusqu'à la fin des années 60 ; et depuis, la peinture, exclusivement. Les deux versants de l'œuvre ; en fait, la même indifférence au support, les mêmes motifs, les mêmes références aux vieux Egyptiens, aux précolombiens ; la même présence tactile d'une écriture ensorcelée.

### LA ROUTE DE LA SOIE...

Aux confins de trois civilisations, la civilisation gréco-romaine, celle de l'Inde et celle de Chine, une route qui, du premier au dixième siècle de notre ère, a fait l'objet d'un trafic remarquablement organisé. Verrerie, ivoires, bronzes, sculptures, peintures, et bien sûr quelques pièces de soie, au total quatre cents objets qui ont jalonné cette route, ramenés depuis le début du siècle par les missions archéologiques françaises.

### TAL COAT...

Rétrospective. Un parcours d'un demi-siècle qui va du réalisme des événements à l'idéalisme de la nature. Mais, finalement, c'est avec la réalité même que Tal Coat nous met en présence, la terre, l'air et l'eau, sans métaphore...

### ET PICABIA au Grand Palais

Le tour en deux cent cinquante pièces de l'œuvre multiple et insaisissable d'un artiste qui avait le goût du changement et de la provocation. Une rétrospective qui n'occulte aucune période, quitte à faire grimacer encore aujourd'hui ceux qui ont coutume de penser en termes de bonne ou de mauvaise peinture.

### DUNOYER DE SEGONZAC à l'Orangerie

Un hommage posthume. L'ensemble présenté à l'Orangerie comporte plus de cent cinquante peintures, aquarelles, dessins, eaux-fortes et livres illustrés, évoquant les thèmes privilégiés du maître : baigneurs, natures mortes, paysages de l'Ile-de-France et du Midi.

### DESSINS DU MUSÉE DE DIJON au Louvre

— Lire notre article page 13.

— ET AUSSI : le Florilège contemporain du MNAM ; l'Hommage à Manakata (1903-1975), au musée Carnavalet ; les Paysages de Pierre-Henri de Valenciennes, au Louvre ; Jean Dubuffet, les Shakers et le Bunker archéologique de Paul Virilio, au Musée des arts décoratifs ; Marino di Teana, Tomasello, Jean Hugo, Louis Soutter et Manuel Rivera, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris ; Hannah Höch à l'ARC ; les naïfs yougoslaves, au Grand Palais ; le Bateau-Lavoir, au musée Jacquemart-André ; les Lautrec d'Albi, au musée Marmottan.

## DES SPECTACLES

## Le système cinématographique

Le système cinématographique est un système complexe qui implique de nombreux acteurs et de nombreux aspects. Il s'agit d'un système qui a évolué au fil du temps, et qui continue d'évoluer. Les aspects techniques, artistiques, économiques et sociaux du système cinématographique sont tous importants et interagissent les uns avec les autres. Les aspects techniques concernent les équipements, les procédés de tournage et de projection. Les aspects artistiques concernent le scénario, le montage, le jeu d'acteur, etc. Les aspects économiques concernent le financement, la distribution, le marketing, etc. Les aspects sociaux concernent le rôle du cinéma dans la société, son impact sur la culture, etc. Ces différents aspects sont étroitement liés et influencent mutuellement le système cinématographique dans son ensemble.

## L'argent et l'idéologie

L'argent et l'idéologie sont deux concepts qui sont étroitement liés dans le système cinématographique. L'argent est le moyen de production et de distribution du cinéma, et l'idéologie est le contenu et le message du cinéma. L'argent influence l'idéologie en déterminant ce qui est produit et distribué, et l'idéologie influence l'argent en déterminant ce qui est acheté et consommé. Cette relation complexe entre l'argent et l'idéologie est au cœur du système cinématographique et explique de nombreux aspects de son fonctionnement. Par exemple, les studios de cinéma sont souvent financés par des entreprises ou des gouvernements, ce qui peut influencer le contenu des films qu'ils produisent. De même, les critiques de cinéma peuvent être influencés par des intérêts financiers, ce qui peut affecter la réception des films. Ces exemples illustrent comment l'argent et l'idéologie sont inextricablement liés dans le système cinématographique.

Le système cinématographique est un système complexe qui implique de nombreux acteurs et de nombreux aspects. Il s'agit d'un système qui a évolué au fil du temps, et qui continue d'évoluer. Les aspects techniques, artistiques, économiques et sociaux du système cinématographique sont tous importants et interagissent les uns avec les autres. Les aspects techniques concernent les équipements, les procédés de tournage et de projection. Les aspects artistiques concernent le scénario, le montage, le jeu d'acteur, etc. Les aspects économiques concernent le financement, la distribution, le marketing, etc. Les aspects sociaux concernent le rôle du cinéma dans la société, son impact sur la culture, etc. Ces différents aspects sont étroitement liés et influencent mutuellement le système cinématographique dans son ensemble.

Le système cinématographique est un système complexe qui implique de nombreux acteurs et de nombreux aspects. Il s'agit d'un système qui a évolué au fil du temps, et qui continue d'évoluer. Les aspects techniques, artistiques, économiques et sociaux du système cinématographique sont tous importants et interagissent les uns avec les autres. Les aspects techniques concernent les équipements, les procédés de tournage et de projection. Les aspects artistiques concernent le scénario, le montage, le jeu d'acteur, etc. Les aspects économiques concernent le financement, la distribution, le marketing, etc. Les aspects sociaux concernent le rôle du cinéma dans la société, son impact sur la culture, etc. Ces différents aspects sont étroitement liés et influencent mutuellement le système cinématographique dans son ensemble.



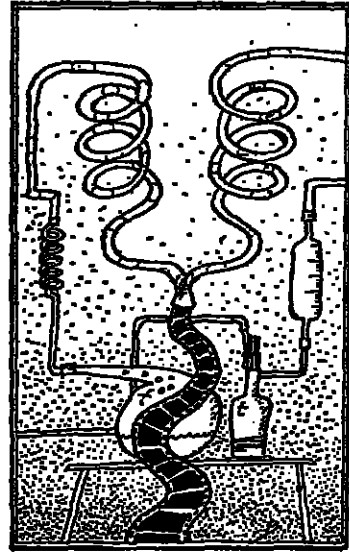
DÉBATS SYMBOLIQUES RUE D'ULM

Le système cinématographique en questions

**R**UE d'Ulm, il n'y a plus de cinémathèque, mais il y a des débats. A l'Ecole normale supérieure, on organise des Rencontres à propos du cinéma. On y a : Quelques élèves, peu nombreux, de l'atelier de création géré par les normaliens, et qui dispose d'un fonds de 3 millions chaque année. Avant, cette somme servait plutôt à faire du théâtre, à maintenir un orchestre de jazz. Cette année, le cinéma se taille la part du lion. Des liens sont établis avec l'école des Arts décoratifs, toute voisine. Au ciné-club de l'école, affilié à deux fédérations, de nombreux films classiques sont programmés. Mais, surtout, on fait de la recherche au centre des sciences humaines. On travaille en relation avec les universités de Paris-VII et Paris-III. Quelle recherche ? Nous étudions plutôt la sociologie du cinéma : nous travaillons avec Bourdieu, répondent quelques élèves. « Nous sommes avant tout des normaliens. »

**S**ur, des écrivains, se voulaient une réflexion, une analyse des raisons de l'état actuel du cinéma français, une comparaison du cinéma avec les autres arts, une approche d'un cinéma différent, une critique du système. Le groupe « cinéma et création » de l'Ecole a lancé des invitations. « Ce lieu a une haute valeur symbolique, un prestige », explique le responsable du groupe. « Les gens sont venus : il suffisait de leur demander. Ce qui nous intéresse, nous, c'est de recueillir des informations, d'amorcer une recherche. Nous jouons sur les deux tableaux. Nous utilisons le rite social du débat, grâce à des questions préparées à l'avance, suivant un plan qui fasse apparaître les luttes, les enjeux. » Beaucoup de personnalités intéressées ont pris, pendant la parole, « à propos du cinéma ». A la fin de l'année, la synthèse de toutes ces discussions donnera matière à une publication.

**L'**audiovisuel. « Bien sûr, ajoute-t-on encore, nous appartenons aussi à une classe d'âge qui connaît mieux le cinéma, ce langage qui permet toutes les libertés. » Rue d'Ulm, on a parlé, d'un soir à l'autre et à perte de vue, des risques de la concentration dans l'industrie cinématographique, menace pour l'indépendance du créateur, et aussi du « star-système », de ses implications financières, de l'attitude de l'Etat envers la profession — et encore des récentes mesures qui équivalent à l'instauration d'une censure économique. Si l'écrivain Aléxis Robbe-Grillet, le peintre Robert Lapoujade et le musicien Michel Fano ont abordé les problèmes d'argent, avec Peter Kubelka, Jonas Mekas, Annette Michelson, on s'est rendu compte que l'adjectif « underground » était dépassé, qu'il convenait de réfléchir à un cinéma d'avant-garde, indépendant, personnel, un cinéma d'auteur... On a épilogué sur le cinéaste, artiste, démiurge. On a parlé esthétique, et même structuralisme. Le cinéma, art collectif, serait-il d'une autre époque ? Ou d'un autre lieu ?



L'argent et l'idéologie

par ALAIN ROBBE-GRILLET (\*)

**L**a rétrospective de cinéma, dit l'indépendant, organisée par le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou donne un regain d'actualité à une vieille querelle : faut-il faire des films « dans le système » ou en dehors ? (1).

Pour Peter Kubelka, le principal responsable de la rétrospective, la réponse est simple : « Le vrai cinéma, c'est nous », dit-il, entendez par ce « nous » tout ce qui échappe à la distribution commerciale, excentrique, au même coup, Bresson, Godard, Duras, etc. La position n'est guère tenable, par l'absurdité même des conséquences qu'elle entraîne. Il faudrait en effet inclure dans ce « vrai » cinéma les innombrables films réalisés en vacances par la cohorte grandissante des amateurs, dont le principal souci est pourtant de ressembler le plus possible à la narration cinématographique du commerce. Il faudrait séparer les films de Marcel Héraud en deux groupes, les mauvais et les bons, suivant que le réalisateur a réussi ou non à faire payer les frais par un producteur (ou par le C.N.C.). Il faudrait penser que le travail de Chantal Ackerman perd brusquement tout son intérêt du moment qu'elle arrive enfin à introduire son *Jeune Femme* dans un circuit de distribution. Il faudrait, à la limite, décider de l'importance d'un film en raison inverse du nombre de spectateurs qui peuvent le voir, ou bien en raison inverse de l'argent qu'il a coûté.

de l'idéologie et la place variable qu'elle peut occuper dans la production des films. « Dis-moi comment tu classes, écrit Roland Barthes, et je te dirai qui tu es. » Je voudrais donc proposer ici un schéma très général de classification des films, qui essaie de rendre mieux compte des rapports du cinéma avec la société qui le produit.

Il faut appeler « film narratif » tout film qui se conforme par principe au code de la narration en place. Il s'agit donc d'un cinéma de reproduction : qui se contente de reproduire les formes reçues et qui concède un des grands organes grâce auxquels les valeurs au pouvoir se reproduisent. C'est lui qu'on enseigne dans les écoles, lui que dans leur écrasante majorité les réalisateurs s'efforcent de mettre en pratique, lui que les critiques traditionnelles définissent par leur sentence favorite : un bon film, c'est une belle histoire bien racontée. C'est aussi le cinéma exclusivement étudié par Christian Metz pour l'établissement de la « grande syntaxe narrative ».

A l'opposé, Jacques Kubelka fabrique un film autre par la seule succession d'images totalement noires et d'images totalement blanches. Il faut bien définir son cinéma comme « non narratif ». Le cinéaste de Jonas Mekas est, à quelques exceptions près, considéré par des films non narratifs, ou du moins par des films où les effets de narration — quand ils ne sont pas totalement absents — n'occupent que des temps extrêmement brefs. Ce cinéma-là a produit des œuvres passionnantes, celle par exemple de Michael Snow ou de Hollis Frampton. Le reproche qui peut être adressé serait justement de n'être pas programmable dans nos circuits de distribution, en France comme en Amérique.

**L**e cinéma ne connaît plus de censure en France : déclarons les pouvoirs publics. « Il n'y a que des pénalités fiscales. » L'argument ne résiste pas à l'analyse des faits. Les dispositions fiscales adoptées par le Parlement sont telles que les films qui en sont frappés ne peuvent pas être exploités en France, mais seulement dans un ghetto de salles.

Le scénario — en cinq actes — commence le 16 avril 1975.

Dans les colonnes de *Parlophone*, Michel Guy publie, malgré certaines réticences de la profession, une déclaration fracassante : « Tous les films doivent pouvoir sortir sans distinction. Je ne me reconnais pas le droit d'empêcher à des spectateurs adultes la possibilité de voir les films qu'ils désirent. » Il prépare un projet de loi en ce sens, qui n'a d'ailleurs jamais été discuté au Parlement.

Il s'agit de rétablir l'exploitation des films qui jusqu'à maintenant, avaient été proposés à l'interdiction totale par la commission de censure.

Il s'ensuit, bien sûr, un regrettable déferlement de films à caractère pornographique sur nombre d'écrans en France.

Très rapidement, l'opinion publique s'émue de cette vague « d'immoralité » et exige des mesures de répression énergiques.

Au début du mois de septembre 1975, le président de la République lui-même annonce l'ouverture d'une concertation avec les professionnels du cinéma pour endiguer le flot des films pornographiques.

Le scénario d'une plainte contre « X »

par JEAN-MARC GHANASSIA (\*)

**L**e 31 octobre 1975, un décret en date du 31 octobre qui prévoit la création d'une catégorie de films classés « pornographiques », passibles des plus sanctions fiscales. Ces sanctions s'appliquent non seulement sur des films à venir, mais sur des films déjà autorisés et en cours d'exploitation depuis plus d'un an ; et même certains, libérés contre l'avis de la commission de censure par Michel Guy.

On oublie bien sûr de définir ce qu'on entend par « pornographie ».

Dès sa parution, le décret ouvre la voie à une série d'illégalités.

1) *Rétroactivité* : c'est la première illégalité contenue dans le décret. Contrairement au vœu manifeste du législateur, qui s'était abstenu de frapper les films produits antérieurement au vote de la loi, le décret prévoit, dans son article premier, que même les films ayant obtenu leur visa d'exploitation avant le 1<sup>er</sup> janvier 1976 devront supporter les sanctions fiscales prévues par la loi.

2) *Procédure illégale de classement* : l'article 5 prévoit que le décret du 31 octobre 1975 est rapporté, ce qui signifie que tous les actes et travaux pris en vertu de ce décret sont réputés ne jamais avoir existé. Or, le 6 janvier 1976, le secrétaire d'Etat à la Culture demande à la commission de contrôle de voter en bloc toutes les décisions de classement effectuées précédemment.

Elle a donc décidé du sort de cent soixante films au seul vu de rapports écrits et selon une procédure non encore applicable.

3) *Arrêté illégal* : c'est en application du seul article 12 de la loi que le secrétaire d'Etat à la Culture fait paraître une liste de films « pornographiques » ou d'« incitation à la violence ».

Or cet arrêté risque d'être caduc s'il ne concerne pas également le paragraphe 5 de l'article 11 de la loi. Alors, on rédige à la hâte un nouvel arrêté faisant également état de l'application du paragraphe 5 de l'article 11 de la loi de finances.

Mais, en fait, c'est s'enfoncer encore plus dans l'illégalité, car dans son article 11, paragraphe 6, la loi prévoit justement que seul un décret pris après avis du Conseil d'Etat devra fixer les conditions d'application de l'article 11.

4) *Irregularité dans le choix des films* : on confronte les titres de films perus dans la liste du *Journal officiel* avec les dispositions du décret du 6 janvier 1976. Il apparaît que non seulement les films français, mais aussi les films étrangers se trouvent unis dans cette même liste. Or les dispositions frappant les films étrangers ne sont prévues que dans l'article 11 de la loi de finances, non encore applicable.

Le tableau final du quatrième acte s'ouvre sur les recours multiples déposés par les organisations du cinéma indépendant contre le décret du 6 janvier 1976 devant le Conseil d'Etat, et sur les cent recours devant le tribunal administratif présentés contre l'arrêté portant classement des films pornographiques.

**Deuxième acte**

Les producteurs indépendants et les créateurs du cinéma s'élèvent violemment contre le décret.

Trois arguments sont invoqués :

— *Rétroactivité* : ce décret lèse fondamentalement des droits acquis et reconnus par les pouvoirs publics à des films antérieurement tournés et exploités ;

— *Arbitraire* : il introduit une discrimination entre les films, sans critère d'appréciation préalable, et au seul gré d'un ministre ;

— *Inégalité devant les charges publiques* : il est créé par voie réglementaire une inégalité des citoyens devant les charges publiques, contrairement aux principes généraux de notre Constitution, qui prévoit la nécessité d'une loi.

Les arguments développés sont d'un tel poids que deux mois plus tard les autorités annuleront ce décret.

**Cinquième acte**

Le bureau de liaison continue de négocier des aménagements fiscaux. *Emmanuel 2*, classé « X » par le ministre contre l'avis de la commission de censure, ne peut pas sortir en France.

On recule sans cesse le moment de juger le film de Pasolini *Les Cent Vingt Jours de Sodome*.

Du 15 décembre 1975 au 15 février 1976, il n'y a eu que treize dossiers de films en préparation de censure, ce qui est le plus faible nombre de l'année précédente.

La règle de l'art est que le cinquième acte doit être celui du dénouement. Peut-être que, enfin, les pouvoirs publics n'imposeront plus aveuglément leurs décisions.

Un conseil de la création, qui regroupera en son sein les comédiens, les techniciens, les réalisateurs, les auteurs et les producteurs de films, est en train de voir le jour. Il opposera à la politique répressive des pouvoirs publics une politique positive de création.

La commission de défense dénonce à l'opinion publique et par voie judiciaire les illégalités qui ont jalonné la route des décrets et des arrêtés.

Une campagne de mobilisation se prépare. Son objectif : profiter que ces dispositions ont été prises dans le cadre de la loi de finances pour 1976 et préparer, en accord avec les groupes parlementaires, des amendements supprimant l'arbitraire des textes pour l'année 1977.

Pour obtenir un tel résultat, seule la pression de l'opinion publique pourra être déterminante. Les mille réponses parvenues à la suite de l'appel lancé dans la presse contre les dispositions qui ont été votées ne sont qu'un prétexte au refus massif que des millions de spectateurs adultes opposeront à l'arbitraire gouvernemental.

(\*) Secrétaire général du comité de défense des libertés cinématographiques.

**Troisième acte**

Le troisième acte commence par une nouvelle autorisation massive des films bloqués pendant deux mois, dans l'attente du décret enfin paru.

Les négociations avec les pouvoirs publics se poursuivent. Le Bureau de liaison de l'industrie cinématographique, qui a accepté de vendre aux pouvoirs publics le cinéma qu'il s'engageait à ne plus diffuser, attend maintenant en contrepartie les mesures d'allégement fiscal promises en haut lieu.

C'est dans une ambiance passionnée que le Sénat s'apprête à discuter l'amendement Foyer.

M. Maurice Schumann, estimant sans doute trop faible l'amendement Foyer, en propose un autre. Les exploitants et les producteurs de films dits « pornographiques » ou d'« incitation à la violence » paieront à l'Etat une taxe spéciale supplémentaire équivalant au montant du fonds de soutien que le film aurait dû engendrer s'il n'avait pas été classé dans la liste prévue à cet effet.

C'est la première apparition publique de l'expression : « incitation à la violence ». On étend le label « X » de la pornographie à l'incitation à la violence.

A la suite d'une suspension de séance, le gouvernement rédige à la hâte un amendement mineur et combinant les amendements de MM. Foyer et Schumann. C'est ce texte qui, dans ses grandes lignes, deviendra les articles 11 et 12 de la loi de finances pour 1976, votée quelques jours plus tard au Parlement.

C'est avec consternation que l'on découvre qu'en fait la loi reprend les dispositions du décret du 31 octobre 1975, auxquelles s'ajoutent des mesures encore plus coercitives :

— Paiement d'une taxe de 300 000 F à l'importation des films étrangers ;

— Majoration du taux de T.V.A. à 33 % ;

— Prélèvement spécial de 20 % sur les bénéfices hors report déductible ;

— Majoration du paiement de la taxe spéciale supplémentaire.

Les pouvoirs publics ont utilisé la légitimation du pouvoir législatif pour faire passer des mesures arbitraires, illégales et profondément discriminatoires.

Un véritable instrument de répression est forgé. Sous le vocable de « pornographie » ou d'« incitation à la violence », il sera permis à un ministre d'empêcher la sortie d'un film non conforme aux désirs du pouvoir politique.

Le troisième acte s'achève ainsi sur la voie d'une loi qui au moins organisme juridique ne pourra censurer.

**Quatrième acte**

Le 9 janvier 1976 paraît un décret portant application de l'article 12 de la loi de finances. On recherche les interprétations laxistes ; on ne trouve que des dispositions encore plus coercitives.

Certains députés, comme M. Rolland, n'hésiteront pas à soutenir l'amendement avec des arguments tels que « Les gauchistes sont tous des nudiastes ».

Il paraît au *Journal officiel* du 5 novembre

On peut distinguer, dans ce type de critères, d'une part un argument de pure morale (l'incompatibilité de l'art et de l'argent posée en inamalgable loi) et, d'autre part, un malentendu fondamental quant aux règles de la production d'art commercial. Car les contraintes d'argent existent de tous manières : que l'on soit ou non « indépendant », la pellicule, les caméras, le matériel d'éclairage sont produits par les mêmes usines et coûtent les mêmes prix (à moins qu'on ne classe comme bon le le 8 millimètres, assez bon le 16 et franchement mauvais le 35 !). Mais l'argent qui devient narratif, c'est celui du producteur, parce qu'il est le centre de répartition sur des spectateurs le coût de production du film. Or c'est de ce côté-là que réside une mauvaise connaissance des faits. Lors d'un récent débat sur ces questions à l'Ecole normale supérieure, je me suis aperçu que le public, mal informé, s'imaginait souvent que Bresson, Godard ou moi-même signons avec les producteurs des contrats de type hollywoodien, où les bailleurs de fonds ont tous les droits et modifient à leur guise (dans le but d'une meilleure rentabilité) le titre du film, son scénario, son montage, sa musique, etc. C'est évidemment faux. Le seul droit du producteur, dans le « cinéma d'auteur », digne de ce nom, c'est de limiter le budget à des chiffres fixés d'avance, ce qui ne distingue guère ce cinéma-là de celui qu'on dit indépendant.

Donc, je définitivement, entre le narratif et le non-narratif, une troisième type de cinéma que l'on peut appeler dysnarratif. Celui-ci vise à introduire dans le système des dysfonctionnements qui le font griotier, soit qu'il montre dans un ordre des fragments découpés dans le discours régnant et empêche ainsi l'effet totalitaire de continuité (l'idéologie ne peut fonctionner que comme un tout, clos et clos), soit qu'il en désigne les effets illusionnistes par un renvoi du matériau et de la technique à leur statut d'artifices (l'idéologie ne s'impose que sous le masque du naturel), soit qu'il en retourne comme un gant les moteurs et les mécanismes (l'idéologie ne travaille bien que si on ne la voit pas travailler).

Cette mise en point n'a pas pour but d'établir une querelle — par exemple entre l'Amérique et le Vieux Continent — mais, au contraire, de reprendre l'ouverture proposée par Mekas et se refusant à condamner quelque expérience que ce soit au nom d'une morale normative ou d'un quelconque dogmatisme, de préciser la direction dans laquelle travaille la plus grande partie de la recherche européenne (2).

**L'amorce du premier acte**

Les pouvoirs publics, consciemment ou non, ont amené l'industrie cinématographique sur leur terrain en préparant un mouvement d'opinion favorable à une reprise en main du cinéma.

Michel Guy commence par ne plus autoriser un seul film. Jusqu'au 31 octobre 1975, pratiquement aucun visa d'exploitation n'est donné pour des films interdits aux mineurs de dix-huit ans.

Dans le même temps, et pour donner des premières satisfactions à l'opinion publique, certains cinéastes, n'hésitant pas à considérer que tous les films interdits aux moins de dix-huit ans devraient être bannis.

La révolte des créateurs du cinéma est unanime. Il s'ouvre des discussions entre le gouvernement et les organisations patronales de l'industrie cinématographique, réunies au sein d'un bureau de liaison. Ni les auteurs ni les réalisateurs de films n'y sont représentés. Trois vite, face aux exigences posées par les pouvoirs publics, l'A.F.P.F. syndicat des producteurs indépendants, se dissolvent au bureau de liaison et rejoignent les positions des créateurs et des réalisateurs de films.

Toutes sortes de promesses sont faites aux organisations patronales, à condition qu'elles dénoncent, dans un engagement d'autodiscipline, les films « pornographiques » et ceux qui les exploitent. On feint d'oublier que ce sont les grandes recrues aux-mêmes qui ont le plus contribué au déferlement de la vague.

Cet engagement prévoit que les signataires s'interdiront de participer à l'exploitation de films qui seront classés « pornographiques » et approuveront les sanctions fiscales actuellement à l'étude.

Mais un premier faux pas risque de faire échouer le projet. En effet, le jeudi 23 octobre 1975, doit s'ouvrir au Parlement la première discussion sur la loi de finances. Un amendement singulier est déposé par M. Jean Foyer : il prévoit un prélèvement spécial de 50 % sur tous les revenus de ceux qui ont participé à la production, à la réalisation et à l'exploitation des films interdits aux moins de dix-huit ans. Le bureau de liaison prend peur. Une discussion improvisée se déroule en haut lieu. On rassure les représentants du bureau de liaison en déclarant que le gouvernement était contre l'amendement.

Ceux-ci signent l'engagement.

Pourtant, l'Assemblée vote massivement, le jeudi 23 octobre 1975, l'adoption de l'amendement Foyer.

Certains députés, comme M. Rolland, n'hésiteront pas à soutenir l'amendement avec des arguments tels que « Les gauchistes sont tous des nudiastes ».

Il paraît au *Journal officiel* du 5 novembre

La position de Jonas Mekas, fondateur de l'Anthology Film Archives, dont la collection constitue la base des excellentes séances du CNAC, est plus gênante, moins punitive : « Toutes les formes de cinéma sont égales, quels que soient leurs coûts de production ou le nombre de personnes ayant contribué à leur réalisation, quelle que soit la catégorie formelle à laquelle elles appartiennent. » Malheureusement, se refusant à classer, il fait ainsi disparaître totalement le poids

(1) Voir le *Monde* du 5 février.

(2) Les noms qui ont été cités à l'appui de ma thèse ne représentent en rien un tableau d'honneur. Ceux de l'italien Carmelo Bene, du Suisse Allemand Daniel Schmid, du Hongrois János Cs. de Rigo, d'Argentin de Paris, ou de bien d'autres encore, auraient pu venir tout aussi bien sous ma plume.

(\*) Ecrivain, cinéaste.

GALERIE  
PAUL FACCHETTI

6 Rue des Saints Pères 75007 Paris tél 260 7622

LE REGARD MENTAL















LE MEURTRE DE PHILIPPE BERTRAND

Patrick Henry pourrait être transféré à la prison de la Santé pour y subir des examens psychiatriques

Patrick Henry, ravisseur et meurtrier présumé de Philippe Bertrand, pourrait être prochainement transféré à la prison de la Santé, à Paris, afin de subir pendant une dizaine de jours une série d'examens psychiatriques. Les études des experts psychiâtres pèseront sans aucun doute d'un poids déterminant lors du procès de l'inculpé, dont la personnalité reste encore très mal connue.

A la demande de Mlle Marie-France Gérard, juge d'instruction chargée de l'affaire, et de l'avocat, M<sup>re</sup> Robert Bocquillon, les psychiatres devront ainsi éclaircir certains points importants du dossier et expliquer le comportement, pour le moins étonnant, de Patrick Henry au cours des dix-huit jours qui séparent l'enlèvement et la découverte du corps de Philippe. Ces expertises, si elles conduisent à une atténuation de la responsabilité de l'inculpé, entraîneront pour une large part dans les arguments de la défense.

L'analyse des mobiles de Patrick Henry devrait être également l'un des principaux points de l'instruction. On sait que l'inculpé affrontait des difficultés financières et avait entrepris des démarches pour obtenir du crédit. L'enquête a déjà permis d'établir que Patrick Henry et sa famille s'étaient rendus, le vendredi 5 février, chez un notaire de Saint-Amand-Mont-Rond (Cher) pour signer une demande de prêt de 30 000 F. La famille Henry n'a aucune attache dans le Cher et ce notaire lui avait été indiqué par un agent d'affaires de Troyes. Les parents avaient garanti l'emprunt sur une hypothèque de leur maison. Mais, le lundi 8 février, ils ont écrit au notaire de ne pas envoyer le chèque prévu en disant, affirme ce dernier, qu'il s'agissait de choses très graves. Il se passait des choses très graves ici, à Troyes.

Si cette lettre a bien été écrite en ces termes, on pourrait supposer que les

choses très graves désignent l'enlèvement, la séquestration — et le meurtre ? — de Philippe Bertrand. Mme Henry a pourtant toujours affirmé que son fils ne lui avait rien dit. Bien au contraire, elle déclarait à la veille de la découverte du corps de Philippe que son fils lui avait affirmé n'être pour rien dans cette affaire.

A Troyes, où les passions semblent peu à peu s'apaiser, M. Yves Taron, président de la Ligue nationale contre le crime et pour l'application de la peine de mort, a annoncé que son association avait recueilli, en l'espace de trois heures, plus de six mille signatures sur une pétition exigeant l'application de la peine capitale et la suppression du droit de grâce présidentielle.

Les animateurs de l'association ont indiqué qu'ils entendaient continuer leur campagne et s'adresseraient bientôt aux Parisiens.

Les responsabilités dans la catastrophe de Vierzy

Les présomptions et les hypothèses des experts

Soissons. — Querelles d'experts, hypothèses d'école, cours magistral sur la mécanique des sols, théories brillantes sur la résistance des matériaux, des géologues, des ingénieurs des mines et des polytechniciens — comme la plupart des neuf inculpés — ont dominé les débats de la deuxième journée du procès de la catastrophe de Vierzy. Tard dans la soirée du 24 février, à grand renfort d'évidences, une quinzaine d'experts s'opposaient toujours dans le champ clos du prétoire, où le tribunal, le ministère public et les avocats en étaient réduits à tenter de compter les points.

Importante jusqu'alors, l'assistance s'est rapidement éclaircie. On a manifestement boudé ce procès décanard, où plus encore que la veille, on a paru oublier les morts et les blessés du 16 juin 1972, sans pour autant éclaircir les causes de l'effondrement du tunnel de Vierzy. Il faut même reconnaître que celle-ci aujourd'hui semble moins explicable qu'auparavant.

De notre envoyé spécial

On doit cependant retenir que la défense aura renforcé sa position dans la mesure où l'un des collègues d'experts, en contradiction avec les deux autres, et le plus critique à l'égard de la S.N.C.F., a curieusement paru à la barre revenir sur les conclusions de son rapport (le Monde du 24 février).

Les membres de la commission d'enquête administrative ont confirmé que leur avis rejoignait celui des commissaires de la contre-expertise. Ces derniers déclaraient à la fin de leur rapport : « La cause essentielle de l'effondrement est imputable au manque d'épaisseur de la voûte du tunnel sur une longueur d'une dizaine de mètres et l'enlèvement sur cette même longueur, et d'un seul tenant, de la contre-voûte qui participait dans une certaine mesure à la résistance de l'ouvrage ».

Cette observation suggère que les services intéressés de la S.N.C.F. ne pouvaient connaître, en l'état actuel des techniques, l'existence d'un vice de la construction datant de plus d'un siècle, mais que les travaux effectués au moment de l'accident, pour le remplacement du matériau de briques de la voûte (la contre-voûte) présentant un défaut de précaution, les deux commissions laissent entendre que le cahier des charges du chantier n'a pas été respecté par l'entreprise de travaux publics et cela avec l'aide de deux chefs de service locaux de la S.N.C.F. Insi la responsabilité des six directeurs de la S.N.C.F. qui comparaissent devant le tribunal, serait moins exacte que ne le sont l'accusation.

Le rapport de la première expertise judiciaire aboutissait, lui, à des conclusions précisant les conditions dans lesquelles la catastrophe de Vierzy avait été conduite. Les experts indiquaient que la S.N.C.F. aurait dû déceler depuis longtemps les vides laissés au-dessus de la voûte et dans l'un desquels s'est produit un accident de terrain qui a entraîné la rupture de la maçonnerie. Ce rapport soulignait finalement et avec netteté

Or, à aucun moment, l'audience, les experts judiciaires n'ont repris la dénonciation de ces lacunes et cette mise en cause générale des mesures prises par la S.N.C.F. L'un d'eux a même déclaré : « Depuis le début, je ne comprends pas quels griefs on peut formuler à l'égard de la S.N.C.F. » De plus, lui et ses collègues ont affirmé qu'il n'existait pas aujourd'hui de moyens de surveillance pour éviter d'un éboulement. Ces experts faisaient finalement chorus avec ceux des deux autres commissions pour soutenir que l'accident était « tout à fait imprévisible » et que l'on ne pouvait découvrir le moindre signe avant-coureur de l'effondrement.

Cette modification sensible de l'attitude de ces experts était d'autant plus inattendue que leur rapport avait servi de base à l'accusation pour les premières et principales imputations. Manifestement surpris, les représentants du ministère public et de la partie civile se sont abstenus de souligner cette « défection ». L'ensemble de l'audience aura ainsi connu une nouvelle déception en apprenant à de nombreuses reprises que tant d'experts « hautement qualifiés » étaient toujours et bien sûr, « hypothèses » sur les causes exactes de la catastrophe.

FRANÇOIS CORNU.

POINT DE VUE

Mort et justice

par ROBERT BADINTER

Cette alliance que l'on veut indissoluble entre notre justice et la mort et dont on appelle de toute part la déchéance le moment est venu d'en mesurer la signification. Enlèvement d'abord sans masque au justicier. L'horreur même du crime commis témoigne suffisamment de ce que la peine de mort n'a pas de valeur dissuasive. Depuis des mois, la garde des sceaux a constamment annoncé que tout rapt d'enfant suivi de sa mort devait entraîner la peine capitale. L'auteur de ce crime odieux ne pouvait donc ignorer le sort qu'on lui promettait. Et cependant il l'a commis. Le criminel savait qu'il coupait le lien qui le liait à la vie, et pourtant il l'a assassiné. Le crime est monstrueux, et pour le meurtrier, fatal s'il est pris. Il l'accomplit pourtant en connaissance de cause, et comme tous les criminels, il n'agit que sous la conviction absolue, folle, qu'il sera plus habile que les autres, que la police, que la justice. Le criminel est toujours ce joueur assuré que toutes les chances sont de son côté. Jamais il ne considère l'enjeu qu'il jette sur la table du destin. Il ne voit que le gain dont il rêve. Mais hélas c'est la vie des autres qu'il perd d'abord.

Pourquoi, dès lors, toujours avancer l'argument de l'exaspération de la peine de mort ? Parce que sa rationalité rassure, et détourne du vrai débat.

En réalité, la seule motivation de la peine de mort est celle que le public ressent profondément. Chacun d'entre nous s'imaginerait à la place des malheureux parents, comme tous les criminels, il n'agit que sous la conviction absolue, folle, qu'il sera plus habile que les autres, que la police, que la justice. Le criminel est toujours ce joueur assuré que toutes les chances sont de son côté. Jamais il ne considère l'enjeu qu'il jette sur la table du destin. Il ne voit que le gain dont il rêve. Mais hélas c'est la vie des autres qu'il perd d'abord.

réactions et des pulsions de l'homme. Mais la mission de la justice n'est pas seulement répressive. La justice doit aussi assumer une fonction « expressive ». Dans ses décisions s'inscrivent les valeurs morales essentielles d'une société. A défaut, la justice n'est qu'un instrument à châtier les criminels et à satisfaire la vindicte publique. Elle perd sa plus haute mission.

A la lumière de cette fonction expressive se révèle le sens du cri : Cet homme qui a tué un enfant ne mérite pas de vivre. Par là notre société dénie que le droit à la vie soit un droit absolu — pour tout homme, même le pire. La peine de mort exprime ainsi en clair qu'un homme n'a le droit de vivre qu'à la condition que d'autres hommes tenent jugent digne — ou si l'on préfère, qu'autant qu'ils ne l'ont pas jugé indigne de vivre. Si la société peut disposer de la vie d'un homme, même s'il s'agit d'un assassin, alors ce droit à la vie devient relatif, ou pour utiliser le terme convenable : il cesse d'être sacré.

Mais le propre du meurtrier est d'avoir violé le sacré. En attendant à la vie d'autrui, surtout à celle d'un enfant, le meurtrier n'est-il pas le sacrilège qui s'est mis hors de la communauté des hommes — et ne peut plus prétendre bénéficier de ses lois ? A cet instant toute société fait son choix. Si elle exécute le criminel, elle proclame que le droit à la vie en dernier ressort lui appartient — puisqu'elle peut en disposer. C'est pourquoi tous les régimes qui mettent au premier plan le primat de l'Etat sur l'individu conservent et pratiquent la peine de mort. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte en rouge et blanc de la peine de mort pour s'en assurer. Là où elle règne encore triomphe avec elle une conception qu'il faut bien appeler fascisante du pouvoir : celle où l'Etat peut disposer de la vie du sujet. C'est à cette conception mêlée dans cette conjonction révélatrice, l'U.R.S.S. et le Chili de Pinochet, l'Arabie Saoudite et Cuba, la Guinée et l'Espagne, et tant d'autres

encore. Au contraire, dans les pays où le respect de l'homme se conjugue avec celui de la liberté, où le pouvoir de l'Etat en définitive procède de la volonté des citoyens, la peine de mort n'existe plus. Parce qu'elle est le signe même de la soumission ultime de l'homme à un principe transcendantal.

La France fait exception. Dans la Communauté européenne, elle seule à ce jour pratique la mise à mort par l'Etat, au nom du peuple français. La criminalité pourtant n'est pas plus forte en France que dans les pays qui lui sont semblables par la culture et le niveau de vie. Et hélas, ce n'est pas l'exécution d'un criminel odieux qui arrêtera ou réduira cette criminalité. Mais la France est comme prisonnière de son histoire. Monarchie devenue République, elle conçoit encore qu'un homme, le président, puisse détenir le droit de vie sur un condamné. Vieux pays chrétien où la foi paraît chaque jour en régression, elle conserve encore ce sacré, cette exploitation, lié à la tradition judéo-chrétienne — et qui ne prenait son sens que par sa proclamation symbolique, que la vraie vie est ailleurs : dans la vie éternelle qu'elle assure le repère ultime et le pardon — la peine de mort en était l'occasion terrible et privée. Notre justice demeure ainsi une justice de droit divin dans un monde sans loi. Une justice judéo-chrétienne dans un monde sans loi.

Nous proclamons pourtant des valeurs essentielles : la caractère sacré de la personne humaine, la primauté du citoyen sur l'Etat. Mais ces fondements moraux, nous n'avons pas le courage de les déclarer absolus. Si forte demeure en nous l'angoisse de la mort à laquelle nous croyons riposter en donnant nous aussi la mort. Sans mesurer que par cette réponse sanglante, nous perdons notre âme sans nous sauver des assassins.

(\*) Avocat au barreau de Paris.

M. GERMAIN SPRAUER (U.D.R.) DEMANDE UN GROUPE SPECIAL DE JUGES D'INSTRUCTION

Dans une lettre en date du samedi 21 février à M. Lecanuet, M. Germain Sprauier, député du budget de l'U.D.R., rapporteur du budget de la justice, demande au ministre de créer un groupe spécial de juges d'instruction susceptibles de prendre en main, et d'importer, les affaires criminelles.

« La population est très inquiète du fait que la justice est souvent trop lente, et elle réclame l'application de la loi dans toute sa rigueur. Je pense que vous pourriez proposer des mesures spéciales dans ce sens de la rentrée parlementaire, et je suis persuadé que le Parlement ne manquera pas de vous suivre », conclut M. Germain Sprauier.

M. Dominique Bussereau a demandé, samedi 21 février, aux membres du conseil national de la Génération sociale et libérale, mouvement des jeunes giscardiens dont il est le président, de réfléchir au débat qui s'est amorcé sur la peine de mort, en les invitant à s'exprimer dans le jugement. Il leur a posé deux questions sans toutefois y répondre : « Pensez-vous que la peine de mort est encore un pouvoir dissuasif ? Dans un fureur, voleriez-vous la mort d'un homme ? »

Le Nouveau Droit du divorce. — La société Apil (éditions et imprimeries pour les professions judiciaires, 27, rue Hoche, 92004 Versailles, B.P. 178) nous prie d'indiquer qu'elle édite désormais le livre de M. Marcel Brazier, « Le Nouveau Droit du divorce ».

LES AVOCATS DE TROYES AFFIRMENT QU'ILS N'ONT PAS FAILLI A LEUR MISSION

Les avocats du barreau de Troyes ont diffusé, mardi 24 février, le communiqué suivant : « A la suite des critiques dont ils ont été l'objet, les avocats de Troyes apportent les précisions suivantes : 1) Le barreau n'a jamais déclaré implacable la cause de Patrick Henry ; 2) Patrick Henry a choisi un avocat troyen, mais celui-ci n'a pu prendre sa défense, pour des raisons personnelles ; 3) Aucun autre avocat n'a été pressenti ; 4) Patrick Henry n'a jamais demandé au bâtonnier de Troyes sa désignation pour des raisons d'office. Les avocats du barreau de Troyes, conscients de leur devoir n'ont donc pas failli à leur mission. »

LES JEUNES AVOCATS : le pouvoir veut satisfaire les passions changeantes de l'opinion publique.

« Tout homme a droit à toutes les garanties de la défense », écrit le président de la Fédération nationale des unions de jeunes avocats, M. Jean-Marie Leloup, du barreau de Poitiers, dans un communiqué publié mardi 24 février, où il ajoute : « Tout avocat a le devoir de défendre selon sa conscience tout prévenu qui le sollicite ».

« A la suite de certaines déclarations ministérielles », observe M. Leloup, les jeunes avocats constatent une fois de plus qu'il semblerait qu'il y ait deux justices, l'une pour la grande masse des affaires, à laquelle personne ne paraît s'intéresser, et qui pour les affaires dites « sensationnelles », les libertés et les intérêts de beaucoup de citoyens ; l'autre qui tend à devenir une justice expéditive, que le pouvoir voudrait diriger, pour satisfaire les passions changeantes de l'opinion publique. »

A Rennes PEINES AGGRAVÉES EN APPEL CONTRE VINGT-TROIS AGRICULTEURS

(De notre correspondant.) Rennes. — La cour d'appel de Rennes a, mardi 24 février, aggravé les peines prononcées le 18 septembre 1975, par le tribunal de Saint-Nazaire, à l'encontre des vingt-trois agriculteurs de la Loire-Atlantique et du Finistère poursuivis après les manifestations organisées le 19 juillet 1974 pour protester contre l'effondrement des cours de la viande bovine.

M. Simon Durand, président de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (F.D.S.E.A.) de Loire-Atlantique, a été condamné à deux ans de prison avec sursis, la confusion entre ces deux peines étant ordonnée. Le tribunal de Saint-Nazaire avait condamné M. Simon Durand à quinze mois et quatre mois d'emprisonnement avec sursis.

Au total la cour d'appel de Rennes a prononcé deux cent soixante-cinq mois de prison avec sursis, alors que la juridiction de première instance avait condamné les vingt-trois agriculteurs à cent quatre-vingt-six mois de prison avec sursis et 15 000 francs d'amende.

préface par M. Jean Vassogne, premier président de la cour d'appel de Paris, dont nous avons signalé la publication dans nos éditions du 30 janvier 1976. L'ouvrage est vendu au prix de 135 F, en port dû.

FAITS DIVERS

A la Samaritaine TROIS OUVRIERS PÉRISSENT INTOXIQUÉS PAR DES ÉMANATIONS D'HYDROGÈNE SULFUREUX

Trois personnes sont mortes et six autres ont été gravement intoxiquées lors d'un accident du travail qui s'est produit mardi soir 22 février dans le sous-sol d'un magasin de la Samaritaine, à Paris.

Des ouvriers d'une entreprise de Vauluisant-sur-Seine (Seine-et-Marne) ont été emmenés à l'hôpital, procédant vers 19 h. 15, peu après la fermeture des magasins, au nettoyage d'un puits d'eau non potable, de 70 mètres de profondeur, destiné à refroidir la machinerie. D'après les sapeurs-pompiers, ils auraient déversé une quantité anormalement élevée d'acide chlorhydrique dans le puits, ce qui a entraîné la formation d'un gaz toxique et à l'effet immédiat. Les pompiers ne furent avertis que parce qu'une fillette de douze ans fut trouvée inanimée dans la rue, à proximité d'une bouche d'aération.

Un premier bidon d'acide chlorhydrique avait été versé dans le puits une quinzaine de jours auparavant. Des gaz nauséabonds s'en étaient dégagés, et l'odeur avait persisté pendant plusieurs jours.

Trois ouvriers de l'entreprise n'ont pu être ranimés. Ils ne portaient pas de masque.

Il s'agit de M. Louis Bodin, cinquante-six ans, demeurant à Paris (Seine-et-Marne), M. Francisco Denis, trente-huit ans, de nationalité portugaise, domicilié à Avon (Seine-et-Marne), et de M. Armindo Des Santos, vingt et un ans, de nationalité portugaise, habitant à Morsang-sur-Orge (Essonne).

Deux sapeurs-pompiers de la Samaritaine sont dans un état grave. Il s'agit de MM. Robert Treis,

vingt-trois ans, demeurant à Saint-Michel-sur-Orge (Essonne), et Roland Soriero, trente-six ans, demeurant à Antony (Hauts-de-Seine).

Un homme d'une soixantaine d'années, qui n'a pu être identifié, a été admis à l'hôpital Laennec dans un coma avancé.

Trois autres personnes, dont la petite fille, ont été hospitalisées, mais leur état n'inspire pas d'inquiétude.

Le meurtre de M. René Trounev

UNE MISE AU POINT DU SAC

Après la publication dans le Monde daté 23-24 février d'un article consacré au meurtre du correspondant à Toulouse de l'hebdomadaire le Maitre, et qui mettait en cause le Service d'action civique, M. Debizet, le secrétaire général de cette organisation, nous a adressé une lettre, dans laquelle il écrit notamment :

Je désire porter à votre connaissance qu'à l'adresse citée (33, rue Bayard) n'existe pas, et n'a jamais existé, de local utilisé par le Service d'action civique. Le fait de mêler volontairement l'association dont j'ai l'honneur d'être le secrétaire général à un meurtre semble relever d'une volonté délibérée de nuire. Depuis quelques semaines, je constate que des journalistes citent le nom du Service d'action civique sans jamais vérifier la véracité des « liens » qu'ils évoquent. Je m'adresse au Monde se fasse l'écho d'aussi sordides manœuvres, lesquelles n'ont qu'un but : discréditer ou diffamer une association composée de militants honnêtes, mais peut-être trop résolus au goût de certains.

Le cardinal Marty : nous devons résister à la tentation de la colère justicière

Au cours d'une conférence de presse réunie ce mardi 24 février à l'archevêché de Paris, le cardinal Marty a lu la déclaration suivante :

« Le petit Philippe Bertrand est mort. C'est atroce. Pendant dix-huit jours, la France entière partage l'angoisse des parents, subit avec eux l'insupportable attente. Avec eux nous voulons espérer jusqu'au bout. Aujourd'hui, on connaît l'horrible vérité. Elle est insupportable. Tous les journaux ont publié la photo de cet enfant souriant ; à la vue de ce visage, comment réprimer un sentiment de stupeur. C'est trop affreux, c'est trop injuste ! »

« La douleur des parents est aujourd'hui la mienne. J'aurais voulu me tenir pour respecter leur souffrance. Mais des questions m'assaillent. Comment un homme peut-il en arriver là ? Comment est-ce possible de tuer de sang-froid un gosse innocent ? On voudrait ne pas y croire. Mais l'évidence est là. Et la colère monte. Rien ne peut atténuer l'horreur du geste. Rien ne peut l'excuser. La justice doit être rendue : notre société doit protéger ses enfants. »

« Que justice soit faite ! Oui, il le faut. Mais qu'elle soit faite dans le respect des lois qui permettent aux hommes de demeurer des hommes, et ne soient en les protégeant contre eux-mêmes. Car il

est des circonstances où l'indignation, la colère, aussi légitimes qu'elles soient, submergent la conscience. La tentation est forte alors de réclamer une justice expéditive, voire de douter de la justice au point de réclamer une exécution sommaire, comme le firent certains. Cette indignation est compréhensible, mais je veux dire ici que, si nous voulons que l'homme reste l'homme, nous ne pouvons accepter.

« Oui, l'acte du meurtrier est inhumain. C'est pourquoi la société humaine doit se défendre contre lui, et aussi contre elle-même. Si un homme cesse de se comporter comme un homme, la collectivité doit avoir le réflexe de ne pas le suivre. Le meurtrier doit être jugé par une justice impartiale et irréprochable. Les jurés se prononceront en leur âme et conscience, comme des hommes et des femmes lucides et responsables. Nul n'a le droit de faire pression sur le déroulement de l'instruction. »

« Chaque fois qu'un être humain est traité en non-homme, c'est la personne humaine tout entière qui est menacée. Tout homme qui fait violence à un autre homme dégrade l'humanité. Si nous voulons sauvegarder la notion de personne humaine, aujourd'hui menacée, nous devons résister à la tentation de la colère justicière. »







FOOTBALL

AVANT DYNAMO DE KIEV-SAINT-ETIENNE  
L'ESPIONNAGE

Un service spécial...  
L'Espionnage...  
Le Dynamo de Kiev...  
Le Saint-Etienne...  
Le transfert...  
Le contrat...  
Le salaire...  
Le transfert...  
Le contrat...  
Le salaire...

	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi	38,00	42,03
minimum 15 Plumes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	25,00	30,35
Achat-Vente-Location	32,00	37,36
EXCLUSIVITES	25,00	29,19
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		



emplois régionaux

S.A. SEB  
recherche :  
**RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE**  
directement rattaché au D.A.F.

- Le candidat aura en charge la centralisation, la coordination et le contrôle des comptabilités tenues dans les trois établissements de production situés en Bourgogne, dans les Pyrénées et les Vosges; et la responsabilité des déclarations fiscales de la Société.
- Le poste est à pourvoir près de Dijon.
- Une expérience de trois à quatre ans de Cabinet Comptable ou d'Audit serait appréciée.

Si vous êtes intéressé, vous pouvez adresser votre C.V. manuscrit et prétentions à SEB, Département du Personnel, 21260 SELONGEY.

MERCEDES BENZ  
FRANCE  
recherche

CONSEILLER DE GESTION

pour son réseau Concessionnaires avec résidence NANCY

Formation Sciences ECO, ESSEC, SUP de CO, similaires

Expérience professionnelle de 10 ans de préférence dans la fonction automobile

Bonnes connaissances

COMPTABILITE

Les dossiers de candidatures comprenant lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, prétentions, date de disponibilité : sont à adresser à

MERCEDES BENZ France Direction des Relations Humaines - CEDEX 70 72000 - PARIS BRUNO.

offres d'emploi

offres d'emploi

G-CAM  
Société de Service et de Conseil en Informatique et en Organisation du Groupe de la Caisse des Dépôts

recherche un

**CHEF DE PRODUIT INFORMATIQUE**

responsable d'un logiciel-standard (comptabilité-pale).

Il devra étudier les implantations, assurer la maintenance et développer techniquement le produit, en relation permanente avec le client.

Ce poste conviendrait soit à un analyste-programmeur confirmé possédant un minimum de 5 ans d'expérience, soit à un jeune ingénieur informaticien justifiant de 2 à 4 ans d'expérience.

Il est demandé d'être libre rapidement.

Des déplacements sont à prévoir à partir du siège situé à Bagneux (92).

Envoyer CV détaillé et prétentions s/réf. M 20 à

Personnel CONSEIL G-CAM SINORG

7 RUE ROYALE 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE de produits de Béton possédant excellentes références recherche des

**CHEFS D'AGENCES**

pour implantation d'un réseau indépendant de distribution.

Candi. supérieures : des 30 à min. Forte personnalité, de vendeur, capable anim. réseau représentant. Dispositif capital de 30.000 F.

Env. C.C.E.P. n° 404. 12 rue de Florence, 75008 Paris, tél. 17.

Bijouterie Horlogerie détail PARIS recherche

1) Collaborateur contrôle gestion des stocks

animation des ventes.

2) Collaborateur gestion des stocks. C.V. n° 34.028 M REGIE-PRESSE, 65 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE NEGOCIE TECHNIQUE

Offre situation intéressante et d'avenir à :

**INGÉNIEUR TECHNIQUE COMMERCIAL**

Age minimum 30 ans. Pour visiter clientèle région NORD et PAS-DE-CALAIS. Expér. commerciale souhaitée.

Adress. C.V. man. très complet à : CARBELL, B.P. 57, 75017 Paris, sans réf. n° 510.

**direction d'usine HAUTE-MARNE**

Industrie Mécanique établie dans l'Est de la France recherche pour prendre la Direction d'une unité de production de 150 personnes un DIRECTEUR D'USINE.

Vous avez une formation d'ingénieur (A.M., Centrale...), vous avez une expérience de 10 ans minimum d'acquiescence technique et vous souhaitez élargir votre domaine d'activité et le champ de vos responsabilités.

Vous êtes attiré par la gestion — au sens le plus large du terme — d'une unité de production : aspects humains, techniques, financiers, administratifs... et vous êtes conscient que pour bien tenir ce poste la personnalité et les qualités humaines sont tout aussi importantes que l'acquis technique.

Par ailleurs, vous-même et votre famille aimez la campagne et les sports au grand air : voile, équitation, pêche...

Si ce poste vous intéresse, écrivez sous réf. 20/180/M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP que nous avons chargés de l'examen des candidatures.

EUREQUIP 19, rue Yves du Manoir - B.P. 30 92420 Vauvresson

**BISCUITERIE NANTAISE B.N.**  
Membre du Groupe International General Mills

recherche

**ASSISTANT (E) CHEF DE PRODUIT**

A terme, le poste doit évoluer vers la responsabilité de gestion MARKETING d'une famille de produit.

Nous souhaitons embaucher un débutant (avec une expérience d'un an), de formation supérieure (B.S.C., B.S.B.C., B.S.C. ou équivalent).

Il sera demandé au titulaire d'effectuer un stage de vente de six mois.

Adresser curriculum vitae, photo, prétentions à : BISCUITERIE NANTAISE B.N. Service du Personnel, place François-ILL, Cedex X, 44040 NANTES.

STEIN INDUSTRIE

Fabrication de gros équipements thermiques et nucléaires

pour usine voisine de Lille

**INGÉNIEUR CHEF DE SERVICE**

RESPONSABLE D'UN GROUPE D'ATELIERS DE CHAUDRONNERIE ET MÉCANIQUE

Postion III A

Age minimum 30 ans

Formation A.M. ou similaire

Ecrire avec curriculum vitae détaillé à : STEIN INDUSTRIE 1 ter, rue Jules-Guesde, 93000 LES-LEZ-LANNOY. Discretion assurée.

IMPORTANT SOCIÉTÉ MÉCANIQUE RECHERCHE

POUR SES ÉTABLISSEMENTS DE PROVINCE (région RHONE-ALPES)

**CHEF DU PERSONNEL**

Vous aurez la totalité de la fonction :

- relations industrielles;
- recrutement;
- formation;
- salaires, etc.

Vous serez directement rattaché au Directeur de l'Unité.

Vous avez suivi des études supérieures.

Vous avez une pratique de la fonction d'au moins 3 ans.

Ecr. avec C.V., prétentions et photo à : SWEET'S, B.P. 289, 75424 PARIS CEDEX 06, ou la réf. n° 210.

SOCIÉTÉ DE GESTION IMMOBILIÈRE (station Montagne et Mer) recherche

**1 CHEF D'AGENCE**

Dynamique, tenace, persévérant, organisé (Licence Sciences Eco., Droit ou équivalent), pour gestion copropriétés, locations, ventes, expérience non indispensable. Période de formation et possibilité de promotion.

Adresser curriculum vitae et photo à « SOGIM »

5, rue Juiverie - 73000 CHAMBERY.

SETIAT CLIMATISATION AIR recherche

**CHARGE D'AFFAIRES**

de formation solide A.M. et M. Centrale Lyon, Ecole Supérieure de Commerce de Lyon, etc.

de technicité poussée dans les domaines chauffage, climatisation.

possédant goût des contacts et goût de l'étude en profondeur des problèmes posés.

capable de réaliser dans l'urgence un projet jusqu'à la mise au point en sachant envisager tous les détails.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 106, à : CENTRE de PSYCHOLOGIE APPLIQUÉE 104, rue Ney - 69006 LYON

PAS-DE-CALAIS

USINE PETITE SÉRIE

30 ans min. expér. fabrication mécanique et gestion

pour organiser et diriger

approvisionnement et gestion des stocks. Env. C.V. manuscrit à : MONTREY, 14, rue de la République, 75008 Paris, réf. 200, ou par téléphone.

ÉCOLE SECONDAIRE PRIVÉE CATHOLIQUE FILLES

contrat d'association, cherche personne pouvant assurer responsabilité d'un second cycle trois cents élèves. Poste vacante à compter du 1er mars. Env. C.V. complet (200.000 F) de : CROIX-ROUGE, 48000 ST-HERBLAIN, T. 76-50-59.

Nous prions les lecteurs répondant aux ANNONCES DOMICILIAIRES de vouloir bien indiquer habilement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publiée » ou d'une agence.

**SNS**

recrute d'urgence

**INGÉNIEUR « MÉTHODE »**

OU

**PSYCHOLOGUE INDUSTRIEL**

Le candidat retenu sera appelé à encadrer une formation d'analystes du travail et à participer au perfectionnement d'un système d'étude et de qualification du travail. Le poste conviendrait à une personne ayant déjà participé à la mise en place d'un service analyse du travail.

Adr. C.V. détaillé avec prétentions à :

SNS - Direction du Personnel

Service Emploi - B.P. n° 25

BIRMANDREIS - ALGER

Important Groupe International constructeur de VEHICULES INDUSTRIELS.

**DEUX CADRES EXPORTATION haut niveau**

- Zone "Afrique noire" (N° : 735)
- Zone "Europe de l'est" (N° : 737)

32 ANS MIN. FRANÇAIS ET ANGLAIS PARLÉS.

De formation supérieure et ayant une réelle expérience de l'exportation des biens d'équipement dans ces régions, ils seront chargés chacun sur leur secteur, et sous l'autorité directe du directeur exportation de promouvoir nos ventes et de développer les marchés importants. Voyages fréquents.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Information-Carière

SVP.11.11

Information-Carière SVP.11.11 de 9 h à 13 h qui donnera en rendez-vous aux candidats intéressés. Préciser la référence.

65, avenue de Wagram 75017 PARIS

Un des premiers Groupes Pharmaceutiques Français demande pour son Département de Recherches et de Développement (Laboratoire de Pharmacocinétique)

**DEUX TECHNICIENS**

spécialisés dans le domaine de la chromatographie gazeuse.

- Lieu de travail : Paris (13°);
- horaires flexibles;
- restaurant d'entreprise;
- 13e mois + prime vacances.

Adresser curriculum vitae et prétentions à : KPEL, 125, boulevard Blanqui, 75013 PARIS, qui transmettra la référence 281.

**économiste statisticien**

BSN-Gervais Danone recherche pour

Ingénieurs - ou sociétés d'ingénierie et d'études économiques - un chargé d'études économiques. Il devra notamment :

List-Group">

- aider les opérationnels à haute responsabilité du Groupe, dans la préparation de décisions de gestion ;
- prévoir des ventes, plans de charge, achats matières, ordonnancement, distribution, etc.

apporter aux concepteurs d'équipements tous l'assistance possible par les études théoriques qui permettent les techniques mathématiques et informatiques disponibles; ex : optimisation des implantations machines, programmation PERT de réalisations complexes.

Rattaché au Responsable du Service Etudes Economiques, le titulaire de ce poste devra évoluer s'intégrer à une équipe jeune.

Les candidats doivent avoir :

List-Group">

- une formation Grande Ecole Scientifique ou Complément économique type ENSAE, etc.
- 2 à 5 ans d'expérience dans les domaines de l'analyse de la décision et de l'optimisation d'éléments quantifiables
- qualités de conseil ou service équivalent d'une entreprise.

Peut à pourvoir à Strasbourg.

Adresser C.V. détaillé avec prétentions, sous référence D 02, à :

Daniel HARDOUN, BSN-Gervais Danone, 128/130, rue Jules Guesde, 92302 LEVALLOIS-PERRET.

bsn.gervais danone

franlab

informatique

Importante Société de Service et de Conseil en Informatique

équipée du plus puissant des ordinateurs en service dans le monde :

**LE CONTROL DATA 7600**

recherche :

**INGÉNIEUR INFORMATICIEN**

ayant une bonne connaissance et la pratique des langages FORTRAN, COBOL, CORAL, pour s'intégrer à une équipe de support technique des logiciels et de maintenance des compilateurs et utilitaires.

**PROGRAMMEURS FORTRAN et COBOL**

désirant avoir de nombreux contacts humains, prêts à participer à l'assistance technique des clients.

Ecrire avec curriculum vitae détaillé, à : FRANLAB - Réf. : AS/42/76, 4, av. Bois-Fréau - 92604 RUEIL-MALMAISON.

INGERSOLL-RAND

recherche pour l'Algérie

**2 ingénieurs commerciaux**

T.P. OU MINES

pour leur confier la négociation et la vente de nos matériels de travaux publics, forages, compactage.

2 ans d'expérience - Anglaise indispensable. Il est nécessaire de résider en Algérie.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 050 au Service du Personnel, B.P. 115, 78150 TRAPPES

etap

GROUPE AGRICOLE EN FORTÉ EXPANSION VILLE CENTRE FRANCE - RECHERCHE

**CADRE COMPTABLE RESPONSABLE D'UN GROUPE D'ADHÉRENTS**

CES FONCTIONS

List-Group">

- peuvent convenir à candidat ayant niveau DEC et expérience 2 ou 3 ans ou débutant disposant formation agro + comptable.
- impliquent d'assister un groupe d'adhérents sur le plan conseil, juridique et financier ainsi que la prise en charge de leur comptabilité.

Ecr. s/réf. 80 372 AM 4, rue Massenet, 75016 Paris. DISCRETION ABSOLUE.

etap



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**OFUP OFFICE  
UNIVERSITAIRE  
DE PRESSE**

recherche  
**DELEGUES COMMERCIAUX**  
PARIS - STRASBOURG - BORDEAUX  
LYON - LILLE - TOULOUSE

Hommes ou femmes (25 ans environ)  
pour participer à sa campagne de  
promotion de la presse économique  
dans les entreprises.

**Le candidat**

- devra prouver ses goûts et ses aptitudes pour la vente d'abonnements. Expérience souhaitée.
- devra posséder une bonne connaissance de la presse écrite, une solide culture générale et être de formation supérieure (Diplôme de deuxième cycle exigé, anglais souhaités).

**La rémunération**

est élevée en fonction des résultats  
statut salarié, congés payés.  
Disponibilité immédiate.  
Résident à PARIS même (pour les postes  
de PARIS) et dans les villes citées pour  
les postes de PROVINCE.  
Adressez votre candidature à :  
**L'OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE**  
Service des Délégués commerciaux  
15, rue Tiphaine 75015 PARIS  
Joindre C.V. + Photo

**Chef de produits**

Gervais Danone France recherche pour  
sa Direction Marketing un HEC, ESSEC,  
ESCP, ayant acquis, au cours d'une  
expérience de 3 à 4 ans de la gestion  
de produits de grande consommation, une  
bonne maîtrise des techniques marketing.  
Responsable de la définition et de la mise  
en œuvre de la politique marketing pour  
deux produits importants, il aura  
à réaliser le lancement et le retour-  
nement de plusieurs produits frais dans  
les deux prochaines années.  
Dans le cadre d'une large autonomie,  
son action portera sur l'ensemble des  
éléments du marketing-mix, et il dispo-  
sera, pour atteindre ses objectifs,  
d'importants moyens publicitaires.  
Lieu du poste : Levallois-Perret (92).

Adressez votre candidature avec C.V.  
détailé, en précisant prétentions,  
sous la référence J. 02, à Jean Burchel,  
BSN-Gervais Danone,  
125/130 rue Jules-César,  
92302 LEVALLOIS-PERRET.

bsn.gervais danone

**EDITIONS HATIER**

recherche  
**UN CADRE COMMERCIAL**

**APTE :**  
— à promouvoir ses manuels scolaires ;  
— à vendre ses produits audio-visuels ;  
— à organiser des réunions d'information d'enseignants ;  
— à assurer la réalisation et le suivi des expositions.  
Cet homme, de formation Sup. de Co ou équivalent, devra impérativement être très disponible et justifier d'une expérience courante de vente de 4 à 5 ans.  
Age requis : 30 ans minimum.  
Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé à  
M. le Directeur du Personnel, Editions HATIER,  
8, rue d'Assas, 75006 PARIS.

**responsables  
chantier  
IRAN**

Appelés à ouvrir de nouveaux chantiers dans  
le Nord de l'Iran, une importante Société de  
travaux recherche des **RESPONSABLES**  
DE CHANTIER.

De formation Mécanique ou Électromé-  
canique (Ingénieurs ou Techniciens supérieurs),  
ils posséderont une solide expérience dans la  
conduite des chantiers et une bonne connais-  
sance des techniques utilisées en entreprise  
générale (génie civil, levage, soudure...).

Une bonne pratique de l'Anglais est nécessaire.  
Les conditions financières permettent une  
épargne importante.

Si ce poste vous intéresse, écrivez sous réfé-  
rence 20174/M aux Conseils du Département  
Recrutement d'EUREQUIP que nous avons  
chargés de l'examen des candidatures.

**EUREQUIP**  
19, rue Yves du Manoir - B.P. 30  
92420 VANCRESSON

**SOCIÉTÉ MULTINATIONALE**  
développant ses activités de Matériel Médical pour  
chirurgie et implants orthopédiques en EUROPE :  
recherche

**CANDIDAT RESPONSABLE**

**PREVISIONS VENTES** pour coordination avec la  
Fabrication.  
Expérience avec les techn. de « FORECASTING »  
et statistiques, coordination avec responsables  
commerciaux et fabrication sont indispensables.

**TRES IMPORTANT :** excellente connaissance de la  
langue anglaise et méthode de travail américaine.  
ce poste conduit au « PRODUCT MANAGEMENT ».

Envoyer cur. vitae détaillé avec évolution salariale ;  
réf. 244/84 M. MARCIE-PRÉSIDENT, 45 bis, rue Sébastien,  
Paris (20), qui transmettra. - Discretion assurée.

**Etam**

recherche

**UN GESTIONNAIRE**

Il sera responsable de la politique et du  
suivi de la gestion des stocks dans le  
départ et les 100 points de vente (mode  
féminin). Il disposera pour cela d'une  
équipe de 10 personnes et de liaisons  
avec le service informatique.

Lieu de travail : BAGNOLET.  
Ce poste peut concerner deux types de  
candidats : soit un cadre ayant acquis  
sur le terrain une solide expérience de  
gestion des stocks (pièces nombreuses  
et diversifiées) et ayant utilisé l'aide d'un  
Service Informatique, soit un cadre  
diplômé ayant une expérience de  
contrôle de gestion, ordonnancement,  
lancement, organisation...

Adressez C.V. et prêtent.  
sous référence 121 M 622,  
30 rue Mogador 75009 Paris

**RECRUTEMENT ET GESTION  
DES CADRES**

Filiale d'un groupe français très important, nous  
recherchons un responsable possédant une ex-  
périence approfondie du recrutement des cadres ad-  
min et de développer une politique moderne  
de recrutement, de suivi des carrières et mutations.

Le poste implique une formation supérieure en  
psychologie et une expérience d'au moins 5 ans  
en entreprise.

Nous offrons une rémunération élevée et de  
sérieuses possibilités de développement personnel.  
Envoyez votre curriculum vitae sous réf. 605 à :  
**EMPLOIS ET ENTREPRISES**  
18, rue Volney, 75002 PARIS.

**responsable  
de la production**

Important groupe français de biens d'équipement  
industriels recherche  
pour l'une de ses unités spécialisée dans les domaines tubes  
flexibles spéciaux et matériels "hyperflexibles",  
(100 personnes)

un **ingénieur A. et M.** de préférence  
qui prendra en charge la production d'une usine sous  
l'autorité de son directeur.

Une sérieuse expérience professionnelle est exigée  
en particulier dans le domaine de la production et de la  
gestion de la production.

Envoyer C.V. et rémunération souhaitée  
sous référence 10.137 M

plein emploi 196, Bd Haussmann 75008 PARIS.

**Pour son Département Immobilier**

**SOCIÉTÉ D'IMPORTANCE NATIONALE**

recherche

**CHARGÉ DE COMMERCIALISATION**

Zones industrielles - Entrepôts - Commerces

Localisation : Melun et PARIS

Ad. C.V. photo et prêt. sous n° 8.284, « le Monde »  
Publicité, 5, rue des Italiens, 75221 PARIS (8°).

**ANDRÉ LEYNAUD**

Président du 5ème Groupe Français de Conseil  
et **PHILIPPE DUCHE**

X 63  
Créateur de la méthode **ARIANE**

recherchent des

**ingénieurs  
informaticiens**

de très haut niveau pour en faire leurs  
collaborateurs directs. Seuls seront retenus  
des diplômés de : X, Centrale,  
Mines exclusivement.

Pour être candidat, il faut avoir, une grande  
expérience de l'automatisation des problèmes  
de gestion, ainsi que des qualités réelles  
d'animateur d'équipes.

Des connaissances en mini informatique seront  
appréciées.

Mission : Ils auront la responsabilité d'équipes  
chargées de la conception et de la réalisation  
de systèmes de gestion auprès d'une clientèle  
exigente.

De fortes rémunérations pourront être  
envisagées.

Adressez C.V. détaillé sous référence 3514 à  
**M.A. BORDES**

**GAMMA SÉLECTION**

9, bis rue de Valenciennes,  
75008 PARIS

**IMPT ORGANISME DE FORMATION  
SPECIALISÉ DANS L'IMMOBILIER  
ET LA CONSTRUCTION**

recherche sur PARIS

**Son DIRECTEUR**

**POSTE DE HAUT NIVEAU ET D'AVENIR**  
rattaché à la Direction Générale

Le candidat retenu disposera de réelles qualités  
d'organisation.

Il aura une connaissance certaine de l'immobilier  
aux plans juridique, financier et technique.  
Une compétence pédagogique serait la bienvenue.

Adressez curriculum vitae et photo sous n° 43.980,  
Contesse Publ. 20, av. Opéra, PARIS-1<sup>er</sup> qui tr.

**BANQUE DE  
L'UNION EUROPÉENNE**

recherche pour sa

**DIRECTION**

**DES RELATIONS INTERNATIONALES**

**JEUNE CADRE**

qui assistera le **RESPONSABLE DE LA ZONE**  
**GEOGRAPHIQUE**

« Amérique du sud »

Profil recherché :

- diplôme de l'enseignement supérieur
- 3 ans d'expérience bancaire
- très bonne connaissance de l'anglais et de  
l'espagnol et, si possible, du portugais.

Ce poste comportera des déplacements réguliers  
en Amérique du Sud.

Envoyez C.V. manuscrit + photo au  
Chef du Personnel & Recrutement Cadres 3  
Banque de l'Union Européenne  
4, rue Gallien, 75080 PARIS CEDEX 02

**MATRA**

recherche

**pour ses services achats**

**INGENIEUR**

**diplômé ou équivalent**

— Il est détaché auprès de plusieurs chefs de projet  
— Il suit le déroulement des projets comportant des  
achats importants

— Il prévoit les besoins en matériels et facilite l'ac-  
tion du service Achats.

— Il a participé pendant 3 à 5 ans au déroulement de  
projets techniques importants.

Réf. JRD 130

Adressez lettre manuscrite C.V. et rémunération  
souhaitée en indiquant la référence

**MATRA**

Monsieur KORFAN  
BP. n° 1 - 78140 VELIZY.

Importante Société secteur tertiaire  
pour ses structures techniques

recherche

**jeunes  
ingénieurs**

- libérés des obligations militaires
- diplômés : A.M., Sup. Aéro, Supélec
- anglais indispensable.

Envoyez C.V. + photo + prétentions  
sous référence 15048 à

**SEXTANT/DPA**

182, avenue Charles de Gaulle  
92200 Neuilly-sur-Seine

**MATRA**

recherche pour son département  
**INFORMATIQUE**

**1. INGENIEURS:**

**Sup Elec-IPG-Toulouse**  
(option informatique)

- ils travaillent sur des projets temps réel et ont une  
expérience d'au moins 3 ans dans ce domaine.
- ils effectuent l'analyse de modules de logiciels de  
base, une bonne connaissance des moniteurs est  
indispensable.
- ils suivent la réalisation et l'intégration.
- ils ont une expérience des calculateurs mitra 15 ou T 1600  
notamment.

**2. PROGRAMMEURS:**

**DUT ou équivalent**

- ils participent aux différents projets et ont l'expe-  
rience de l'assemblage et d'un langage temps réel  
évolué.
- ils assurent la programmation et collaborent à  
l'intégration.
- ils travaillent sur des calculateurs mitra ou T 1600  
notamment.

Pour ces postes une bonne connaissance de la langue  
anglaise est nécessaire.

Adressez lettre manuscrite CV et rémunération  
souhaitée en indiquant la référence.

**MATRA** - Monsieur KORFAN  
BP. n° 1 - 78140 VELIZY

**Groupe de distribution produits luxe**

recherche  
pour son siège social banlieue Est

**DIRECTEUR**

AGÉ DE 30 ANS MINIMUM  
— capable d'imaginer les solutions concrètes aux  
problèmes posés par la croissance de l'entreprise ;  
— maîtrisant les problèmes de gestion d'informa-  
tique ;  
— assurant la coordination des suivis comptable,  
financier, commercial, publicitaire.

Il devra collaborer harmonieusement avec l'équipe  
de direction en place.

Poste intéressant, convenant à diplômé H.E.C.,  
E.S.E.C., Sup. de Co.  
Adressez lettre manuscrite, cur. vitae et prêtent.  
sous réf. n° 2.078 à P. LICHAU S.A., 10, r. Louvois,  
75003 Paris Cedex 03, qui transmettra.

**IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS**

créé dans une de ses filiales  
le poste de :

**CHEF des VENTES**

et lui confierait à un jeune  
cadre, 25 ans minimum, de  
formation commerciale supé-  
rieure (ESCP ou équivalent)  
avec mission de développer  
une activité en expansion dans  
le domaine de l'emballage bois.  
Une expérience commerciale est  
indispensable, de préférence  
dans la vente de biens inter-  
médiaires à des industriels.  
Larges possibilités de  
promotion.

Rémunération minimum :  
50.000 F

Lieu de travail :  
grande banlieue ouest

Ecrire : Service Z

**GRAND GROUPE BANCAIRE**

recherche

**DEUX INGENIEURS  
GRANDES ECOLES**

pour son équipe parisienne

**D'INGENIEURS CONSEILS**

Cette équipe, qui fait partie de la  
Direction Générale, est chargée d'im-  
portantes responsabilités TECHNICO-  
FINANCIERES impliquant des contacts  
directs avec des Entreprises industrielles  
variées.

Possibilités de carrières très ouvertes  
à l'intérieur du groupe.

Qualités nécessaires :  
— esprit de synthèse et de rigueur,  
capacité relationnelle confirmée ;  
— expérience industrielle (âge souhaité  
30 ans env. habitude des contacts  
à un niveau élevé ;  
— en outre la pratique des langues et  
des connaissances juridiques, com-  
ptables et financières seraient appréciées.

Adressez photo, C.V. man.  
et prêtent. sous réf. 121 M 844  
30, rue de Mogador  
75009 PARIS

Centre de  
Psychologie  
Appliquée

**brion leroux**

Division de la société d'électricité Mors

offre POSTE

**TECHNICO-COMMERCIAL**

niveau A.T. 3

ayant au moins 2 à 3 ans d'expérience dans la vente  
de produits industriels (si possible instrumentation  
ou contrôle industriel).

Adressez curriculum vitae, présentations et photo  
2, RUE NEWTON, 93155 BLANC-MESNIL.

هكذا من الأصل



















## LA VIE ÉCONOMIQUE

### AGRICULTURE

## La « guerre du vin »

(Suite de la première page.)

Cette dernière opération portait sur 1,5 à 2 millions d'hectolitres de vins blancs (ce sont, nous dit-on, ces qualités excédentaires qui, après quelques manipulations, sont vendues sous la forme de vins rouges aux négociants languedociens) ; le prix d'achat se situait aux environs de 1 000 litres (5,60 francs) le degré hecto.

La France serait autorisée, de son côté, à verser des aides directes sélectives aux viticulteurs les plus touchés par la crise.

Le conseil des Neuf adopterait le nouveau règlement viticole. Outre un contrôle strict des nouvelles plantations, celui-ci inclurait une « garantie de bonne fin », clause que réclame la France pour les viticulteurs ayant conclu avec les pouvoirs publics des contrats de stockage à long terme et éprouvant ensuite des difficultés à commercialiser leur récolte. M. Lardinois a laissé entendre que la notion de garantie de bonne fin ne serait pas exactement retenue, mais qu'elle pourrait être remplacée par des aides complémentaires d'après stockage.

Toujours pour parvenir à un meilleur équilibre entre la production et la consommation, la Communauté financerait l'arrachage — surtout en France — d'environ 150 000 hectares de vignes de qualité médiocre.

Paris enfin accepterait de supprimer la taxe aux frontières appliquée depuis le mois de septembre. Toutefois des « montants compensatoires » continueraient à être appliqués dans les échanges, afin d'annuler les effets commerciaux de la dépréciation de la lire postérieure au 21 janvier (date à laquelle la Banque d'Italie a cessé ses interventions pour soutenir le cours de la monnaie

italienne). Paris demande que le gouvernement de Rome s'engage à faire en sorte que ses négociants n'exportent plus de vin vers la France en dessous du prix commun de déclenchement, autrement dit en dessous du seuil d'alerte qui détermine la mise en œuvre de mesures de soutien par les

Neuf. Autant qu'on sache, les représentants italiens n'ont pas encore accepté cette demande française, si bien que le problème des conditions d'entrée du vin italien en France demeure toujours le plus difficile à régler.

PHILIPPE LEMAITRE.

### FIN DE LA SEMAINE D'ACTION DES EXPLOITANTS A PARIS M. Giscard d'Estaing assure que le revenu paysan ne régressera pas en 1976

Une délégation d'agriculteurs du Massif Central, du Poitou et des Charentes a été reçue, mardi 24 février, successivement au palais de l'Élysée par M. Valéry Giscard d'Estaing et à l'hôtel Matignon par M. Jacques Chirac.

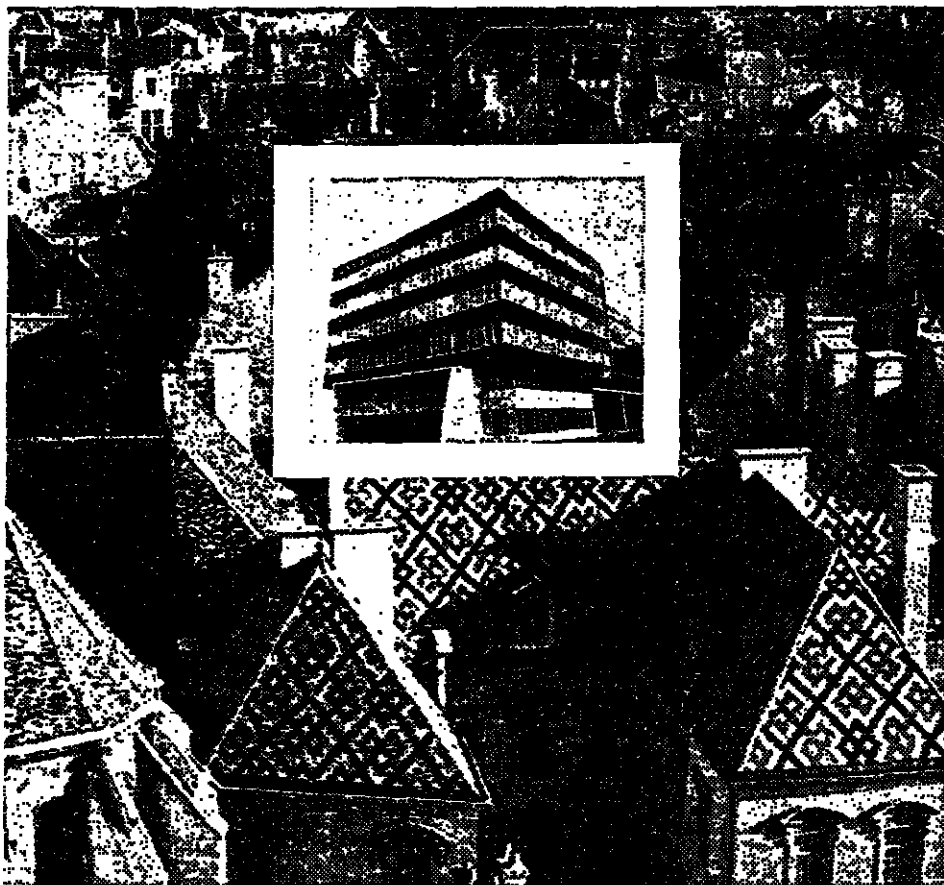
D'après les propos rapportés par M. Michel Debatisse, président de la Fédération des exploitants (F.N.S.E.A.), le chef de l'État aurait apporté deux assurances à ses interlocuteurs : le gouvernement fera en sorte que le revenu des agriculteurs français ne régresse pas pour la troisième année consécutive en 1976 ; le chancelier allemand, qui était opposé à une forte augmentation du prix du lait afin de résorber les excédents, a modifié sa position au cours du sommet franco-allemand de Nice. De son côté, M. Chirac aurait promis que le gouvernement prendrait des mesures nationales en cas de besoin pour garantir aux exploitants un revenu au moins égal à celui de 1975.

D'autres délégations d'agriculteurs se sont rendues mardi auprès de divers ministres : régionaux — les Normands ont rencontré notamment MM. Jean Lecanuet, ministre d'État,

gardes des Sceaux, Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche et Olivier Stirn, secrétaire d'État aux DOM-TOM ; une délégation d'Auvergnats a été reçue par M. Michel Durafour, ministre du travail ; une délégation de femmes s'est entretenue avec Mme Françoise Giroud, secrétaire d'État à la condition féminine.

Ces visites ont marqué la fin de la semaine d'action paysanne organisée dans la capitale pour sensibiliser les Parisiens aux problèmes des agriculteurs. Les exploitants ont à cette occasion organisé à proximité des gares parisiennes des distributions de produits régionaux.

Afin de préparer le conseil des ministres de l'Agriculture des Neuf, les 2 et 3 mars prochains, au cours duquel il sera débattu de la grille des prix agricoles européens pour la prochaine campagne, M. Christian Bonnet devait se rendre mercredi 25 février à Bonn pour rencontrer son homologue allemand, M. Joseph Ertl, qui a déjà reçu les ministres hollandais et luxembourgeois. De son côté, le président de la République devait s'entretenir, le même jour, avec M. Grandin, président de l'Union laitière normande, le plus important groupe coopératif de collecte laitière en France.



### C'EST DIFFICILE DE GRANDIR SANS RIEN PERDRE DE SON CHARME

Dijon a su allier développement et qualité de vie :  
- 2 500 logements neufs par an ne font pas oublier les « cent clochers », les toits de tuiles polychromes et un environnement de 500 ha d'espaces verts.  
- 6 zones industrielles à quelques minutes d'un centre urbain sauvegardé, animé par ses rues piétonnières.  
- une activité économique orientée vers des industries de pointe, un rayonnement universitaire et une vie culturelle intense.  
Dijon a su se développer sans perdre ni son âme... ni son charme.

### DIJON A SU GRANDIR

Mairie de Dijon : Tél. 41.81.30

### A L'ÉTRANGER

### POUR ENRAYER LA CHUTE DE LA LIRE Le gouvernement italien décide la réouverture le 1<sup>er</sup> mars du marché des changes

De notre correspondant

Rome. — Après une journée « noire » au cours de laquelle la lire est descendue à un niveau jamais atteint, les autorités italiennes ont décidé, dans la soirée du 24 février, la réouverture du marché officiel des changes à partir du lundi 1<sup>er</sup> mars. Les mesures annoncées par M. Emilio Colombo, ministre du Trésor, ont raffermi le cours de la devise italienne. Le dollar valait 700 lire mercredi matin, alors qu'il avait coté jusqu'à 800 lire, soit une dévaluation de la lire de 17 % par rapport au 16 janvier (avant la fermeture du marché des changes). A Paris, la lire s'échangeait mercredi sur la base de 5,73 francs pour 1 000 lire contre 5,55 francs la veille.

La décision prise à Rome signifie que la Banque centrale contiendra à nouveau la monnaie, ce qui n'était plus le cas depuis le 21 janvier, faute de réserves suffisantes.

Trois autres mesures ont été décidées : un nouveau relèvement du taux d'escompte, qui passera, le 26 février, de 7 % à 8 % ; l'abolition des mesures de soutien aux exportateurs qui avaient été prises en août 1975 ; l'anticipation des versements obligatoires non rémunérés que les banques devaient effectuer en avril prochain.

D'ici à lundi, les responsables de la monnaie espèrent que deux conditions jugées indispensables pour la reprise des cotations officielles de la lire seront remplies : le Parlement aura voté la confiance au cabinet Moro et l'Italie disposera de nouveaux prêts internationaux. Si le premier point est pratiquement acquis, on ne peut encore parler de progrès pour le second. Mais le gouvernement a craint, en laissant la lire livrée à elle-même, de provoquer son effondrement. Perspective d'ailleurs insupportable par les principaux partenaires de l'Italie au sein de la C.E.E., l'Allemagne fédérale et la France.

L'annonce de la réouverture du marché des changes et les mesures qui l'accompagnent auront-elles un effet positif immédiat ?

Ni la formation du nouveau gouvernement ni le programme d'austérité de M. Moro n'avaient réussi à décourager les spéculateurs. On pourrait presque dire que le contraire s'est passé. Le dollar, qui semblait revenir à un niveau plus normal, n'a cessé de gagner du terrain par rapport à la lire, depuis le 5 février, date de présentation du plan économique d'urgence de M. Moro : de 687 lire le 20 janvier, il est passé à 791 lire le 23 février pour crever le plafond des 800 lire le lendemain.

La monnaie italienne s'est dépréciée de plus de 15 % pendant l'arrêt des cotations officielles. En depuis le 9 février 1975, date de sa mise en vigueur, elle a perdu au total 27,83 % de sa valeur par rapport au dollar et 38,78 % par rapport aux autres monnaies de la Communauté. En tout état de cause, la Banque centrale n'entend plus se ruiner pour soutenir la lire. Plutôt que de procéder à des ventes massives de devises, elle interviendra de façon « élastique » pour empêcher des fluctuations trop grandes.

Les responsables économiques ne faisaient pas preuve, ces derniers jours, d'optimisme débridé. Contrairement aux prévisions, l'année 1976 a mal commencé, et on se demande comment elle va se terminer.

ROBERT SOLÉ.

Pour votre séjour sur la COTE D'AZUR

**MATTEI**

### Le moins cher des grands loueurs

Du vendredi 17 heures au lundi 09 heures, les locations de voitures particulières ne sont facturées que pour deux journées.

Si vous prenez l'avion, réservez avant votre départ... votre voiture vous attendra aux aéroports de NICE et TOULON-HYERES.

Réervations :  
à PARIS : (1) 346.11.50 Service Province • à NICE : (93) 87.14.30  
AÉROPORT NICE COTE D'AZUR : (93) 83.13.65 • CANNES : (93) 39.35.50  
SAINT-RAPHAËL : (94) 95.06.58 • HYERES : (94) 65.11.50  
TOULON : (94) 92.74.32

### Prévention incendie.

### Face à la complexité croissante des règlements, les constructeurs français sont-ils désarmés ?

Notre pays peut se targuer d'avoir mis au point la réglementation de prévention incendie la plus précise et la plus élaborée du monde. L'ouvrage de référence est la Bible Rouge, épais volume de 671 pages de règles impératives — portant parfois sur des détails, en apparence insignifiants, en fait, essentiels —, règles dont la non-observation engage votre responsabilité. L'efficacité de cette réglementation est réelle, mais comment vous y retrouver dans sa complexité ?

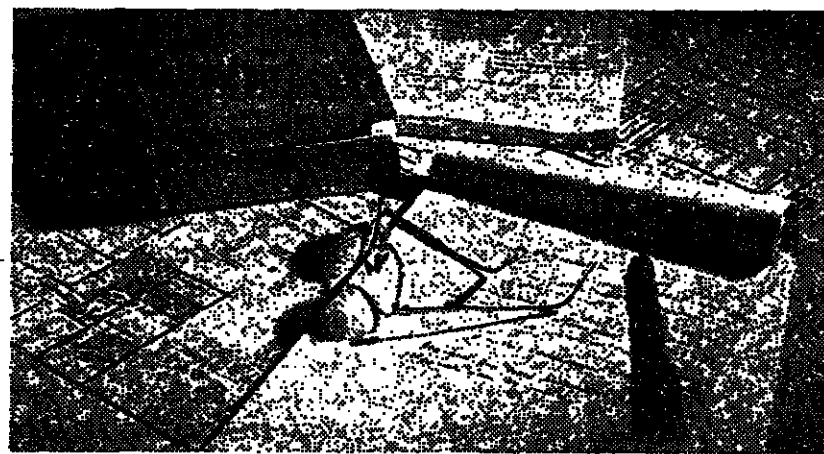
La Socotec : un spécialiste qui est votre allié.

En 1976, la prévention incendie est devenue une affaire de spécialistes. Et il était bien normal que le leader du contrôle sécurité soit le premier à vous offrir ce nouveau service : un appui technique complet pour concevoir, construire et maintenir en leur état les bâtiments répondant exactement aux normes légales de sécurité incendie. Organisme agréé, la Socotec met à votre disposition des équipes techniques pluri-disciplinaires — constituées par les spécialistes des différents corps d'état techniques — toutes spécialement formées pour la prévention contre les risques d'incendie.

Un service complet qui s'exerce à tous les stades de la vie de l'ouvrage.

L'intervention de Socotec commence dès l'avant-projet et va jusqu'aux vérifications périodiques en cours d'exploitation.

Votre intérêt est d'y faire appel le plus tôt possible, de manière à éviter des risques graves ou de coûteuses modifications de vos ouvrages pour satis-



La Bible Rouge : 671 pages de prescriptions à suivre impérativement.

faire tardivement aux conditions de sécurité.

Les avis et contrôles Socotec portent sur tous les points-clés prévus à la réglementation :

— Comportement au feu des matériaux et éléments de construction, isolement, cloisonnements et dégagements, dispositifs d'alarme et d'avertissement, moyens de secours, équipements de désenfumage ; installations électriques et éclairage ;  
— Fonctionnement des ascenseurs et escaliers mécaniques ; installations de gaz, de ventilation, de chauffage, de réfrigération et de conditionnement d'air.

A l'issue de chacune de ses interventions, la Socotec fournit un document écrit rendant compte de l'ensemble de ses opérations de vérifications. Et, bien entendu, vous assiste lors des entretiens avec les Commissions de Sécurité.

Un partenaire proche de vous et de vos problèmes.

La Socotec vous apporte l'expérience précieuse de la première société française de contrôle, rompue aux problèmes de sécurité dans le bâtiment, et forte de la compétence de ses 950 ingénieurs spécialisés et de ses 275 techniciens. Quelle que soit la localisation de votre chantier, l'une des 110 agences Socotec se trouve à proximité. Vous êtes certain d'y trouver l'assistance dont vous avez besoin. Pour tous renseignements sur notre service Sécurité-Incendie, adressez-vous à l'une de ces agences ou écrivez-nous. Socotec, 17, Place Étienne-Pernet 75738 PARIS CEDEX 15 Tél. : 842.64.00

**SOCOTEC**

« Quand le contrôle devient service ».











